



courant★ **alternatif**

COURANT★ALTERNATIF

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE N° 292 Été 2019 3€

- **PAYS BASQUE** Mobilisation contre le G7
- **ÉDUCATION NATIONALE**
Retour sur une année de luttes
- **L'ENVERS DE RENAULT FLINS**
Une féministe révolutionnaire à l'atelier

Après les Gilets Jaunes

un plongeon dans l'inconnu



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si

nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro
a été préparé à
Paris

La maquette à
Paris

La
commission
journal de
juillet aura
lieu dans le
Quercy

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et
envoi en nombre, nous contacter.
Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL Égégore, BP 81213- 51058 Reims cedex

Ou payez par internet sur notre site!

CONTACTER LOCAL- LEMENT

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egégore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La
mouette enrégée, BP 403 62206 Bou-
logne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

• Lille : ocl.lille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@gmail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

SUD-EST
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

EDITO ► **PAGE 3**

NOTRE MÉMOIRE

PAGE 4 ► Retour sur la lutte de Plogoff

PAGE 7 ► L'envers de Flins, une féministe révolutionnaire à l'atelier

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► **PAGE 11**

LUTTES SOCIALES

PAGE 12 ► Retour sur une année agitée dans l'éducation nationale

PAGE 15 ► Répression lycéenne: deux affaires exemplaires

POINT DE VUE

PAGE 18 ► Repenser une critique radicale de l'école capitaliste

LUTTES SOCIALES

PAGE 21 ► Urgences aux urgences!

PAGE 23 ► Lille: évacuation du squat «5 étoiles»

BIG BROTHER ► **PAGE 24**

PAGE 26 ► Mobilisation au pays basque contre le G7

VERTEMENT ÉCOLO ► **PAGE 29**

PAGE 30 ► Rencontres libertaires du Quercy

RÉPRESSION

PAGE 32 ► Mutilation non létale et peine de prison à la pelle

MÉMOIRE

PAGE 34 ► Pas toujours welcome les libérateurs

POLITICAILLERIE

PAGE 35 ► De l'imposture démocratique à l'arnaque électorale

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF
été 2019
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Il fait chaud cet année, très chaud...

On peut dire que cette année a été une année riche en événements.

Le rouleau compresseur Macron a fait ce pour quoi il a été élu : réformer en profondeur le système pour liquider ce qui reste d'acquis sociaux et ouvrir de nouveaux marchés en liquidant les services publics. La pilule est enrobée idéologiquement par un marketing bas de gamme d'individualisme d'entreprise et par une en opposition des « nantis » que seraient les gens ordinaires aux plus démunis et fainéants, qui n'ont qu'à traverser la rue pour trouver du travail. Le tout en multipliant les cadeaux aux plus riches au nom d'un impératif économique imaginaire. Il pensait avoir le champ libre en laminant les étudiants et ce qui reste de syndicats en train de mourir de leurs reculades et compromissions.

Sauf que l'idéologie a peiné à masquer la réalité sociale et qu'il a rencontré une opposition imprévue sous la forme des gilets jaunes, et dans le secteur public au moins en ce qui concerne les hôpitaux et l'éducation nationale, sans parler des EHPAD. Est alors apparu au grand jour ce que nous dénoncions depuis longtemps : le libéralisme s'accompagne forcément d'une gestion de plus en plus autoritaire et demande un déploiement important de forces militaires et policières. La démocratie a montré son vrai visage à travers la répression de plus en plus violente des manifestations. Au point que même les instances internationales s'émeuvent du niveau de répression en France. Au point que le débat sur les armes « non létales », porté jusqu'à récemment par une toute petite minorité très militante, fait maintenant la une des journaux.

Le rôle des médias comme relais de la démocratie et étouffoirs de la liberté d'expression est lui aussi apparu au grand jour. Radio Paris a toujours menti, radio Paris a toujours été nazi. Mais le niveau de fake news qui est déversé quotidiennement est devenu tellement élevé qu'il en perd une partie de son efficacité. Tout le monde a pu percevoir que de samedis en samedis, depuis novembre, le mouvement des gilets jaunes ne faisait que s'affaiblir... On se demande bien pourquoi il fallait encore mobiliser la police... Là où par contre l'efficacité désinformative des médias demeure, c'est pour cacher les mouvements sociaux importants qui ont lieu, par exemple dans l'éducation nationale, que ne peuvent connaître que les enseignant.e.s et les parents d'enfants scolarisé.e.s. Le mouvement des urgences a été tu pendant longtemps mais les médias ont dû finir par en rendre compte. L'apothéose de cette désinformation a été lorsqu'on a annoncé le recul de la date du brevet pour cause de canicule. Quand on sait qu'ordinairement les enseignant.e.s doivent faire grève pour éviter que les enfants soient exposé.e.s à plus de 40° (vu l'état de non isolement des locaux), on peut se demander quelle mouche les a piqué.e.s. Mais quand on sait ce que les médias ont soi-

gneusement caché, à savoir qu'il y avait un mot d'ordre de grève pour le brevet, on comprend mieux...

Alors bien sûr, ces mouvements, que ce soit gilets jaunes ou dans la fonction publique, les grèves pour la régularisation de sans-papiers qui continuent dans le silence médiatique, et on en passe... ont leurs limites. Ce qui est frappant avec les gilets jaunes, c'est qu'autant ce mouvement a déjoué beaucoup de calculs politiques, autant il s'est affirmé comme une force autonome, des syndicats notamment. Autant il était centré sur des revendications sociales et notamment la question du pouvoir d'achat, autant le cœur du problème, à savoir l'exploitation capitaliste et les salaires de misère responsables de cette situation, a été laissé de côté. Les gilets jaunes ont bien vu et proclamé qu'ils s'attaquaient à un système, mais pas le système capitaliste, entendu comme rapport social d'exploitation. Fruit de 40 ans d'atomisation sur le lieu de travail, de recul des syndicats et d'idéologie citoyenniste et populiste. De même, du côté des mouvements plus classiques et encore reliés aux syndicats, ils ont été importants, ils ont obligé les directions syndicales à faire au moins semblant de se ranger derrière eux, mais ils se sont cantonnés à la défense d'acquis sans interroger le rôle réel des services publics. Surtout, ces mouvements n'ont pas été majoritaires et n'ont pas permis de faire reculer le pouvoir. C'est ce qui est frappant depuis les mobilisations contre la loi travail : une minorité agissante de plus en plus importante et déterminée, une répression sans failles, mais on n'arrive toujours pas à inverser le rapport de forces en notre faveur.

L'avenir est donc très incertain. Ce qui est sûr, c'est qu'une période d'agitation sociale a été réouverte depuis disons quatre ans, sur des bases relativement neuves (en vrac et pas homogène : manif très conflictuelles, prise de distance vis-à-vis de l'agenda et des méthodes des syndicats, rôle des réseaux sociaux, occupation de lieux inhabituels...). Comment cette agitation va-t-elle évoluer ? Que gagnerons-nous ? Allons-nous vers une période de guerre et de dictature, comme le laissent supposer la situation internationale ou la mise en place du Service National Universel, ou au contraire de nouveaux espaces vont-ils continuer de s'ouvrir ? Non seulement la question n'est pas tranchée, mais la réponse tient à la capitalisation des expériences des mouvements précédents et aussi à notre capacité à nous y investir pour y poser les débats permettant d'accentuer la conflictualité sociale.

OCL Paris, 27/06/2019

Notre mémoire

Retour sur la lutte contre le projet de centrale nucléaire de Plogoff dans le Finistère



Cette lutte victorieuse contre un projet de centrale nucléaire en France a été emblématique pour tout le mouvement antinucléaire français des années 70-81. La tumultueuse résistance à l'enquête d'utilité publique de la centrale (du 30 janvier au 14 mars 1980) a constitué le moment phare et exemplaire de cette lutte.

1) En 2012, il n'y avait plus que 1230 habitants recensés en 2016. Cette baisse s'explique en grande partie à un solde naturel négatif d'une population vieillissante

Plogoff, commune rurale de 2 200 habitants fin des années 70(1) située à l'extrémité du cap Sizun, à l'Ouest du Finistère Sud était un site tentant pour le lobby nucléaire et l'Etat français. Des vents quasi permanents et de violents courants marins, comme à la Hague, promettaient une dispersion rapide des effluents radioactifs éventuels. La proximité de l'île Longue, base des sous-marins nucléaires français à une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau, pouvait laisser supposer une certaine indifférence de la population, face à l'installation d'un nouveau site nucléaire. De nombreux militaires en retraite revenus au pays pouvaient laisser supposer autant d'habitants dociles... Pourtant, dès juin 1976, les premières barricades sont dressées à Plogoff lors de la venue de techniciens EDF pour des sondages sur le site. Les barricades restent en place quatre jours ; les techniciens renoncent. En septembre 1978, Le Conseil économique et social puis le conseil régional optent pour Plogoff : 5 000 manifestants pour la première marche sur le site puis 15 000 une semaine plus tard à Brest. En novembre 78 : Vote favorable à l'implantation de la centrale à Plogoff du conseil général du Finistère... 8 000 à 10 000 manifestants à Quimper. Le 3 juin 79 : Seconde marche sur le site : 15 000 personnes. En août 1979 : Construction de la bergerie du groupement foncier agricole (GfA) par des bénévoles. 8 000 personnes à nouveau pour la kermesse inaugurale.

Quand fin janvier 1980, le cap Sizun est envahi par les gardes mobiles pour imposer les registres d'enquête d'utilité publique et la menace des expropriations, un rejet massif du nucléaire s'exprime, toute la population habituée à résister aux éléments est soudée. Les femmes (habituées à gérer seules leurs foyers pendant les longues absences des

hommes partis en mer) vont être un élément déterminant de la lutte. Elles vont y participer activement, par un harcèlement psychologique des flics, par leur présence aux manifestations et aux affrontements, par l'animation du comité de défense (trois femmes principalement) qui assure la liaison avec la presse hexagonale et étrangère, les communiqués et le soutien aux emprisonnés par le contact avec avocats, Ligue des droits de l'homme...

Les courants de la lutte

Le maire, après avoir plusieurs fois retourné sa veste, défendait une position légaliste dans la lutte. Le curé antinucléaire avait trans formé son clocher en tour de guet avec une pancarte "Halte à l'envahisseur !". Le comité de défense de Plogoff, à la pointe de la lutte durant quatre ans, était complètement débordé par la mobilisation de toute la population pendant l'enquête; le comité n'était pas pour la violence, mais l'acceptait. Les antinucléaires du cap étaient surtout regroupés dans la coordination des CLIN du cap et l'association Evit Buhez ar C'hap (Pour la vie au cap). Pour la plupart non-violents et légalistes, ils essayaient souvent de calmer la population. Pour eux, le symbole de la lutte était plus la bergerie construite sur les terrains d'EDF que la résistance violente aux flics.

La population de Plogoff se définissant comme résistant à l'occupation et aux expropriations s'était radicalisée rapidement dès le début de l'enquête. De la femme de marin de commerce qui ne savait pas comment annoncer à son mari en mer que la maison qu'ils faisaient construire devait être abattue, au Plogoffiste qui devait supporter les flics devant chez lui tous les jours, les habitants formaient une majorité agissante toujours

présente dans la lutte sur le terrain.

Les couches sociales

Au cours de l'enquête d'utilité publique, il était difficile de différencier ceux touchés directement par les expropriations ou l'occupation policière de Plogoff. Tous ceux qui en bavaient ou en avaient bavé (marins de commerce en retraite ou en activité) pour avoir une maison dans le cap voyaient pour l'avenir leur pays se transformer en un désert électrifié et bétonné. Idem pour les paysans expropriés pour la centrale, les ouvriers et les employés bossant sur la commune, les commerçants et les artisans (certains fermaient boutique pour aller aux affrontements), d'autres ne bossaient plus depuis le début de l'enquête. Peut-être une plus faible mobilisation était perceptible chez les paysans, avant l'annonce des expropriations pour les couloirs haute tension (400 mètres de large vers Douarnenez, 600 mètres vers Nantes).

Les moyens de la lutte

Il est intéressant de rappeler les communications de la préfecture: "Aucun affrontement", alors que le colonel de gendarmerie sur le terrain reconnaissait "un travail de miquisard". Les Plogoffistes avaient tiré le bilan des autres luttes de sites. Celles-ci avaient joué le jeu de la "démocratie" et avaient massivement exprimé leur refus de centrale nucléaire dans les registres d'enquête d'utilité publique. Une telle attitude avait en fait amené de l'eau au moulin de l'Etat qui prétendait ne pas imposer de centrale nucléaire aux populations contre leur gré. Les enquêtes d'utilité publique n'étaient que des opérations de propagande pour essayer de faire passer le message "Nucléaire = Démocratie + Electricité", permettant de désigner les oppo-

LE RETOUR DU FILM : «PLOGOFF, DES PIERRES CONTRE DES FUSILS»

Cœur de l'actualité à la fin des années 70, le petit village de Plogoff n'en finit pas de faire parler de lui. En effet la population locale et extérieure se mobilise violemment contre un projet de centrale nucléaire. Durant ces années des luttes, Nicole et Félix le Garrec, respectivement cinéaste et photographe se rendent sur place dans un premier temps pour s'associer en tant que citoyens à ce refus de voir le cap Sizun détruit par l'industrie nucléaire. Face à la violence de la lutte, ils décident rapidement de filmer ce qu'ils vivent sur place. Leur long-métrage, Plogoff, des pierres contre des fusils, sort en 1980. A l'époque c'est un des rares films documentaires à sortir en salle. L'exploit est là, le film dépasse les 250 000 entrées et est traduit en de nombreuses langues. Ce film traverse les décennies et refait surface comme un des documents de «référence» dans le cadre de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.

En 2019, la fille des réalisateurs décide de remettre ce film au goût du jour et fait restaurer la bande d'origine. Le film restauré est alors sélectionné dans la section Cannes Classic au festival de Cannes. Cette section valorise les films ayant un intérêt patrimonial pour le cinéma. Si cette sélection à Cannes est une consécration pour le couple Le Garrec, il s'agit aussi d'une énorme visibilité pour la lutte antinucléaire, qui connaissait ses grandes heures en France à cette époque. La version restaurée du film sortira en salle début 2020.

A noter aussi qu'un second film sur Plogoff a refait surface récemment. Le reportage «Le Dossier Plogoff» de François Jacquemain réalisé lui aussi en 1980. Ce film un peu passé inaperçu à l'époque et oublié depuis a été restauré par Synaps Collectif Audiovisuel en 2017 et édité en DVD depuis.

Ces deux films sont évidemment des témoignages indispensables pour comprendre les luttes contre l'industrie nucléaire et le capitalisme depuis trente ans. Le comble est qu'ils ressortent tout à tour à une période où la lutte antinucléaire ne se concentre plus vraiment contre la construction de centrales mais plutôt sur le terrain du retraitement et l'enfouissement des déchets, comme à Bure.

sants éventuels (utilisant d'autres moyens que la motion) dans un camp minoritaire anti-démocrate et violent. Plogoff savait qu'à l'issue de l'enquête, l'Etat placerait toujours les «intérêts de la nation» au-dessus des avis des populations locales, et Plogoff avait décidé de résister en osant compter sur ses propres forces. Citons quelques moyens employés au cours de l'enquête: barrages de nuit coupant Plogoff avec carcasses de voitures, câbles d'acier, pierres, pneus, à chaque fois enflammés. Utilisation de dynamite pour faire sauter un pont par où arrivaient les flics chaque matin. Confection de «cocottes minutes artisanales» censées exploser au passage des convois de mobiles. Au cours des premières semaines d'enquête, les rondes nocturnes des flics étaient attaquées par 100 à 150 personnes qui les attendaient derrière les talus. Dépôts d'ordures, de lisier, de cailloux, poteaux scellés et bouteilles déposées chaque nuit sur l'emplacement que les mairies annexes (la municipalité avait refusé d'accueillir les registres à la mairie) venaient occuper chaque matin, avec un déploiement de forces impressionnant (jusqu'à près de 90 véhicules

militaires certains jours ...). Enfin aux «messes de 5 heures», lorsque les mairies annexes repartaient vers les cantonnements de Pont-Croix, caillassages, lance-pierres et cocktails Molotov apparurent rapidement face aux grenades lacrymogènes et offensives massivement employées par les flics. Le harcèlement psychologique des cordons policiers protégeant les mairies annexes était assuré notamment par les femmes jour après jour (chants, disques, mégaphone). Un réseau d'alerte, de veille et d'autodéfense complétait ces divers moyens. Enfin, pour la communication, mise en place d'une radio libre, circulation d'une caravane 'Iro Breizh' faisant le tour de la Bretagne, manifs à Plogoff de 30 000 (en mars 80) et 100 000 personnes (en juin 80), ainsi qu'à Quimper (3 000 et 6 000) pour soutenir les personnes arrêtées et jugées en «flagrant délit».

Les lieux de débats, (ou plutôt leur absence)

Les capistes (dont 80 à 100 personnes de Plogoff) échangeaient des informations quasiment chaque soir à la « messe de 5

heures », et après, pendant les affrontements ou la construction des barrages, pour commenter les actions passées ou à prévoir. Mais il faut parler d'absence de lieu de débat par peur des infiltrations. Le comité de défense s'est réuni une fois par mois, sans prendre de décision. La radio libre de Plogoff, lancée et animée par 5 à 6 personnes au cours de l'enquête, fonctionnait sans comité organisationnel. Chacun-e amenait son idée et, si elle plaisait, elle était mise en pratique tout de suite.

Les représailles

Face à l'attentisme ou à la collaboration de certain-e-s avec les forces pro-nucléaires, des actions punitives eurent lieu : bombages des voitures de caissières du Leclerc qui étaient parties bosser le jour du début de l'enquête, le jeudi «Région morte» ; attaque de la maison d'un pro-nucléaire par un commando avec bombages fleuris: 'Traître, collabo, SS' ; charcuterie boycottée pour avoir vendu du pâté aux gardes mobiles... Guermeur, député du coin qui ne peut plus rentrer dans sa circonscription. Discussions nombreuses pour organiser le passage de gueule des pro-nucléaires ...

Les médias

Les médias étrangers étaient bien vus, car ils faisaient réellement passer ce que les gens disaient. Par contre, il n'y avait pas d'attitude conciliante vis-à-vis des journalistes hexagonaux pour les mettre dans le camp antinucléaire. Les journalistes étaient ouvertement critiqués, apostrophés, engueulés quand ils ne passaient pas l'information, ce qui arrivait souvent. En particulier, l'envoyé du Télégramme, dont le siège est à Brest, s'était fait insulter et menacer régulièrement, notamment à l'occasion d'un rassemblement public à Rennes.



Notre mémoire



Les partis

2) Parti Socialiste Unifié, historiquement issu de la social-démocratie française. Il développa des thèmes tels que l'autogestion, le « vivre au pays ». Ce parti fut considéré politiquement dans les années 70 comme faisant partie de l'extrême gauche dont les principaux leaders finirent ministres sous le règne de Mitterrand après 1981 (Rocard, Bouchardeau)

L'attitude générale revenait à : "On sait très bien qu'ils sont tous pourris, mais tant qu'ils nous soutiennent on accepte l'aide !" Les membres du PCF à Plogoff avaient déchiré leur carte, et les rares qui ne l'avaient pas fait étaient traités de collabos. Le 27 février 80, lors du procès à Quimper d'un manifestant arrêté, les gens de Plogoff attendaient la manifestation devant le palais de justice. A deux cents mètres de là, le service d'ordre PSU(2)-PS-CLIN du Sud-Finistère détournait la manif vers le champ de foire ; les gens de Plogoff attendront longtemps les 3 000 manifestants. Ceux qui connaîtront le pourquoi ne se gêneront pas pour râler. De même, la pétition hexagonale contre le nucléaire qui circulait au moment de l'enquête d'utilité publique était clairement interprétée par les Plogoffistes comme une opération électorale Mitterrand-Bouchardeau (PSU) et consorts.

Les bouleversements occasionnés par la lutte

Il n'est pas inintéressant de voir à quel point la population locale a dû se mobiliser pour que l'Etat recule sur son projet... Les enfants étaient tous très perturbés et marqués par l'occupation policière. Le mercredi, ils allaient insulter les flics et assistaient souvent aux affrontements de 5 heures (avec l'accord des parents et armés pour les plus vieux de lance-pierres). Les femmes étaient surtout présentes dans la journée, pour harceler les flics en les insultant. Au fur et à mesure que les actions se faisaient plus dures, elles participaient de moins en moins, même si le droit de se battre ne leur était de toute façon pas refusé. Les hommes avaient tous un lance-pierres et se considéraient comme des résistants à l'occupant, certains préparant les cocktails. Beaucoup mythifiaient la violence, parlant même de prendre les fusils, mais la situation était telle qu'ils se considéraient en état de guerre. Jeunes et vieux se battaient côte à côte, et ce sont d'ailleurs les anciens qui commencèrent à jeter les premiers cailloux sur les flics ... Le premier

bouleversement occasionné par l'enquête était la présence militaire, les contrôles, les routes barrées, les patrouilles, les charges de flics jusque dans les jardins et les champs. Le second était la nouvelle solidarité du rendez-vous de 17 heures où tout le monde se parlait. Plus de clans, de commérages, et même les habitudes de travail étaient changées: les classes finissaient plus tôt, des ouvriers faisaient une pause ou terminaient en avance pour être aux affrontements, certains ne bossaient plus du tout, d'autres passaient la nuit dehors et allaient au travail le lendemain. La vie intérieure et familiale était chamboulée, impossible de ne pas parler de ça, de penser à autre chose, les gens étaient sur les nerfs.

Le refus de la division

Plogoff a évité plusieurs écueils sur lesquels ont échoué les autres sites. Le centre de gravité de la lutte était au sein même de la population. Cette dimension rendait la lutte difficile à neutraliser, à déconsidérer, à criminaliser. Notamment la participation visible des femmes et des anciens compliquait la marginalisation de la lutte. Le pouvoir ne pouvait pas prétendre qu'une poignée d'individus s'opposait à l'intérêt général de la population, représenté par les forces de gendarmerie. Il ne s'agissait pas d'une lutte de notables, menée à coups de motions : "Un boulon vaut bien une motion". Aussi la question de la violence était laissée à l'appréciation des acteurs et actrices, même si la coordination des CLIN du cap et l'association Evit Buhez, Ar C'hap pour la plupart non-violents et légalistes, essayaient souvent de calmer la population. Il faut rappeler qu'en 1980 les luttes de site étaient un peu laissées à elles-mêmes. L'épisode sanglant de Malville en 1977 avait définitivement cantonné le mouvement antinucléaire officiel dans un rejet de la violence. Au cours de l'enquête, Plogoff a évité les débats au sommet, à coups d'arguments technico-scientifiques entre spécialistes.

Les liens avec les gens venus de l'extérieur étaient noués spontanément, passé un premier temps de méfiance. Les Plogoffistes ne demandaient pas aux gens venus les soutenir de marcher au pas derrière les représentants locaux dûment mandatés par les habitants, mais plutôt d'apporter leurs idées et leurs initiatives, de les réaliser sur le terrain, et aussi d'agir chez eux contre le nucléaire.

La lutte contre le déroulement de l'enquête d'utilité publique provoqua une floraison de comités Plogoff en Bretagne et ailleurs, avec d'ailleurs une fascination pour l'affrontement violent avec les flics. La dimension bretonne a sûrement joué, dans la mesure où le tissu social en Bretagne est plus vivant que dans d'autres coins de l'Hexagone, dans la mesure où l'habitude des luttes maintient des réflexes de solidarité et des réseaux réactifs qui se sont mobilisés derrière les habi-

tant-e-s du cap Sizun. En revanche, interpréter la mobilisation de Plogoff contre le nucléaire comme la manifestation d'un sentiment national breton contre la technocratie française paraît pour le moins idéologique, sinon hâtif. Il suffit de visionner la fameuse vidéo «Plogoff, des pierres contre des fusils» pour s'apercevoir que les anciens combattants traversant les haies de gardes mobiles avec le drapeau tricolore au son de La Marseillaise revendiquaient justement l'appartenance à une certaine France trahie selon eux par le pouvoir giscardien du moment... Les liens que les Plogoffistes ont créés ensuite (après l'enquête d'utilité publique) avec les habitants du Larzac, de Chooz (dans les Ardennes où il y avait à cette époque une lutte contre un projet de centrales nucléaires), démontrent bien qu'il n'y avait pas la volonté de construire un camp breton face aux nucléocrates franchouillards, mais plutôt la tentative d'élargir l'audience de leur lutte ...

Une victoire?

Le rassemblement de 100 000 personnes les 24 et 25 mai 1980, démontra les limites de la politisation de la lutte. Les spécialistes techniques de l'écologie ou du réchauffement de l'eau purent largement y débattre. Le PSU, via le comité Larzac, put largement s'exprimer et développer ses vues. Par contre, le comité de défense de Plogoff avait refusé que des groupes ou collectifs de lutte tiennent des stands sur le site de la fête, ou que des tracts et des journaux soient diffusés, par peur de la récupération. L'élection de Mitterrand un an plus tard mit un terme à cette mobilisation du cap Sizun par abandon du projet. Bien sûr, c'était l'arbre qui cachait la forêt. Les habitants de Chooz et de Golfech l'apprirent à leurs dépens.

En effet, les 5 autres projets de centrales nucléaires (dont ceux de Chooz et Golfech) furent gelés en attendant que les populations soient consultées. Mais nous sommes en régime de démocratie représentative et ces consultations des populations ne seront jamais organisées ; seuls les conseillers municipaux seront consultés... après avoir été achetés par EDF et l'Etat (chantage à l'emploi, et surtout attrait par les subventions et la taxe professionnelle qui vont inonder les communes en cas de construction). Puis, sans surprise, P. Mauroy, Premier ministre, signe en décembre 1981 les décrets d'utilité publique de ces 5 projets. Le mouvement anti-nucléaire en France ne s'en relèvera pas !

Article fait à partir de très larges extraits d'un article signé « Nantes, le 06/06/2000 » paru dans le Hors Série n°4 de Courant Alternatif

L'ENVERS DE FLINS. UNE FÉMINISTE RÉVOLUTIONNAIRE À L'ATELIER

Entretien avec Fabienne Lauret

« Ce livre n'est donc pas une étude sociologique, économique ou même politique sur une grande usine mythique de l'automobile. Ni un plaidoyer nostalgique sur la prétendue disparition de la classe ouvrière. Il est seulement le récit d'un parcours de vie de femme engagée dans une usine d'hommes. Avec la volonté de faire découvrir, par le prisme de mon engagement féministe et révolutionnaire, l'envers d'une usine plus connue pour ses images médiatiques que pour sa vraie vie bouillonnante et complexe. Au-delà du mythe et des préjugés. » Fabienne Lauret, née en 1950, a été une « établie » ouvrière post-68. Au début des années 70, avec d'autres camarades du groupe Révolution ! (future OCT - Organisation Communiste des Travailleurs) auquel elle appartenait, elle s'installe dans la région mantaise (dans les Yvelines) et est embauchée à l'atelier de couture des sièges de l'usine Renault de Flins, en compagnie de quelques camarades. Elle raconte dans son livre 36 ans de vie quotidienne à l'usine et dans la région, son implication dans les luttes ouvrières au sein de la CFDT, les luttes des prolétaires immigrés, les pratiques managériales destructrices au CE, ainsi que la bataille contre le sexisme au travail, qu'il soit patronal, syndical ou ouvrier.

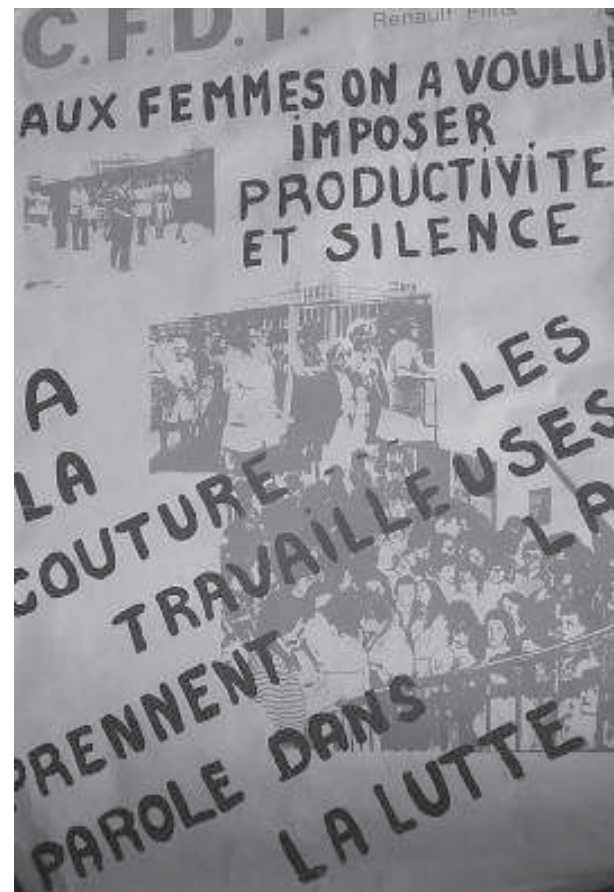
Le livre est sorti à l'occasion du cinquantième de mai 68. Comment cette période que tu as vécue a-t-elle marqué ta vie, jusqu'à ton choix d'« établissement » en usine ?

Ça a été un tournant essentiel. Dans mon parcours de jeune lycéenne parisienne, je n'étais pas destinée à aller en usine. En 68 je me suis politisée, j'ai découvert toutes les horreurs du monde et l'enthousiasme d'un mouvement social et de la jeunesse. C'était une grève générale mais moi j'ai vécu ce mouvement du point de vue de la jeunesse. C'était la première fois que je manifestais. La culture de mes parents aurait pu m'y amener plus tôt (ils sont entrés au PC après la guerre). J'ai des souvenirs de fêtes de l'Huma qui étaient très sympas et politiques. Mais ils ne nous ont jamais trop parlé de politique, en partie à cause de leur départ du PC après l'invasion de la Hongrie par l'URSS en 1956. Ça a été un traumatisme pour eux, ils sont devenus des parias et ont perdu tous leurs amis. Mon père se disait communiste libertaire, mais dans son comportement quotidien, il reproduisait la division sexuée du travail avec ma mère au foyer et une certaine autorité.

J'avais quand même des prémisses de politisation, et quand j'ai rencontré Nicolas, mon premier compagnon dont le père était spartakiste (je crois), je le ressentais dans nos discussions, avec une attirance pour un communisme différent. En 68 j'ai été propulsée parmi les animatrices de l'occupation de mon lycée Hélène Boucher (qui a duré 3 jours), dans les AG, les groupes de travail sur la sexualité, la discipline, la pédagogie. Mes copines ont été reprises en main par leur famille et Nicolas étant à Henri IV (un des lycées phares de la mobilisation), je me suis retrouvée au Quartier Latin. Tous les jours on ne vivait que pour ça, on dormait 5 heures par nuit, on allait à toutes les manifestations, aux meetings, en particulier ceux de

la JCR, on était marqués par Daniel Bensaid, Henri Weber et Henri Maler (futurs créateurs de la Ligue Communiste Révolutionnaire). Après le tournant de juin et la reprise du travail on a décidé de s'engager, et avec les meetings on avait une boussole, une analyse de la situation. Comme Nicolas habitait dans le 4ème, le 12 juin, jour où de Gaulle annonce la dissolution des groupes d'extrême-gauche, on a eu notre première réunion du cercle JCR des 5ème-6ème. Dans ce groupe, on a rencontré Annie, une militante qui était allée à Billancourt et à Flins. Elle avait rencontré Edmond, un des animateurs du Comité d'Action d'Aubergenville-Elisabethville, proche de l'usine de Flins. Elle nous disait qu'en tant que révolutionnaires « il faut aller là-bas » car c'était là que les ouvriers avaient repris l'usine aux CRS et refusé le vote de la direction. L'image des grévistes affrontant les CRS le 6 juin avait marqué, et les grévistes avaient appelé les étudiants à les soutenir. C'est le lendemain que Gilles Tautin est mort noyé dans la Seine, sous les yeux des CRS. Tout le monde dans la région de Flins (aux Mureaux, à Epône, Mantes...) était solidaire, recueillait les ouvriers blessés... Puis y a eu la reprise, je suis retournée au lycée, j'ai eu mon bac en 1969, et j'ai continué à militer dans les CAL (comités d'action lycéens) qui perduraient, et à la LC (Ligue Communiste - dans une cellule, c'était léniniste !). Je me sentais bien dans les structures unitaires larges, avec plusieurs tendances. Nicolas suivit le conseil d'Annie et prit des contacts autour de Flins. Au sein de la LC, il y avait un débat sur la centralité de la classe ouvrière (par exemple, dans le livre Mai 68, une répétition générale de Bensaid et Weber, les auteurs affirmaient que ce qui avait manqué c'était un parti révolutionnaire implanté dans les entreprises). J'appartenais à la tendance Révolution ! de la LC, qui prônait la participation aux

structures larges (comme les CAL), critiquait l'URSS comme Etat autoritaire pré-capitaliste, et s'intéressait à ce qu'il se passait en Chine (« descendre de son cheval pour cueillir des fleurs » comme disait Mao, autrement dit aller dans la classe ouvrière). Tout ça combiné, on a décidé avec d'autres de s'installer dans la région ; pas qu'à Flins, mais dans toute la vie sociale : les cités, les lycées, les foyers, des petites boîtes... c'était col-



Notre mémoire

[1] Fabienne raconte l'événement du sacage des bureaux de la mairie de Meulan par une trentaine de militants de Vive la révolution (ayant donné lieu à des condamnations à prison avec sursis), pour dénoncer le scandale du trafic à l'embauche des travailleurs immigrés impliquant les services de Meulan, notamment le fait que les travailleurs immigrés devaient verser 500 à 2 000 francs pour obtenir un emploi.

[2] Ouvrier-e Professionnel-le : Ouvrier-e qualifié-e sur un métier ou un processus contrairement à l'OS (Ouvrier-Spécialisé-e) qui n'a pas de qualification professionnelle autre qu'une formation rapide sur un poste.

lectif et passionnant. Plus tard une librairie indépendante a été créée.

Tu critiques le terme « d'établie » en usine, pourquoi ?

Je ne critique pas, je dis que ce n'est pas une caractéristique pérenne, c'est comme quand tu vas dans un pays, tu y restes, tu y vis, tu prends parfois la nationalité. Tu deviens ouvrier ou ouvrière. Moi je dis, je me suis établie, j'ai été ouvrière 11 ans et demi et voilà. C'est connoté comme quelqu'un qui serait extérieur, intellectuel... Mais c'est faux. Beaucoup de ceux qui se sont établis sont d'un niveau social comme les autres ouvriers. Ma mère couturière n'avait pas le bac, mon père était électronicien, puis journaliste technique. C'est vouloir maintenir une extériorité, mais qui en fait ne dure pas quand tu restes en usine. Parmi les quelques 2000 établis qui se sont installés, certains sont restés quelques mois ou années, d'autres toute leur vie. Aujourd'hui avec la mobilité du travail, ça ne veut plus rien dire. C'est plus l'interprétation négative et dévalorisante du terme que je critique. On n'était pas des missionnaires ! Ce côté-là a existé chez certains courants maoïstes, qui se sentaient en mission. Ce n'était pas notre conception.

Peux-tu planter un peu le décor sur l'usine de Flins, la composition des travailleurs et l'histoire de l'usine ? Tu parles de « fourmilière géante » dans ton bouquin.

L'usine sort de terre en 1952, elle est située entre Mantes et les Mureaux, où furent construits les HLM pour loger les ouvriers. Aux abords de l'A13, c'est une usine immense, 237 hectares. Presque comme dans une ville, on y trouve une centrale électrique, une de production vapeur, un réseau de voie ferrées, un poste d'épuration des eaux... L'usine va faire trimer des milliers de travailleurs pour les plus célèbres des modèles : Frégate, 4CV, Dauphine, 4L, R5, Twingo... Au début les effectifs ont grossi d'année en année : De 6 000 en 1957 à 10 000 en 1968, avec des Portugais, des Espagnols, des Polonais, des Italiens, des Algériens. Le grand boum a lieu en 1969, lorsque l'usine passe ses horaires de journée normale en équipes alternées de 2x8 : jusqu'à 22000 salariés. Renault va alors chercher de l'autre côté de la Méditerranée d'autres bras paysans, les pensant dociles parce que souvent analphabètes. Dans les années 1970, à Flins, il y a 40 % d'immigrés mais 80 % sur les chaînes [1]. Les femmes sont 2400 en 1972, soit 10 %. On leur réserve des postes où sont requises les qualités dites « féminines ». Flins était un mythe, mais le Flins de 68, n'est plus le même en 1972. En 68 c'était beaucoup des ouvriers français, du coin (betteraviers etc.). En 69 avec le passage en 2x8, Renault embauche beaucoup de nord-africains, et ça joue sur la combativité. Les ouvriers français sont promus

(régisseurs, chefs d'équipes, professionnels) et remplacés sur la chaîne par les immigrés qui viennent de la campagne marocaine, tunisienne ou algérienne et qui n'ont jamais fait grève. Ça change complètement la donne. Ces ouvriers-là n'ont pas vécu 68, le mythe se dilue, et ça on ne l'avait pas trop analysé. Les derniers maos sont licenciés en 73.

Tu décris dans le détail l'enfer du travail, l'exploitation, l'aliénation, un peu à la manière de Jean-Pierre Levaray dans « Putain d'usine ! ». Là où la direction de Renault voudrait valoriser « le losange à la place du cœur », tu rêves « d'un gigantesque feu de joie collectif des cartes d'usines », symboles du travail-marchandise.

L'enfer du travail pour moi c'était les horaires (surtout en équipe 2x8), qui déstructurent complètement la journée, les rendements, les gestes répétitifs, et la hiérarchie de la maîtrise. L'aliénation c'est accepter de ne pas manger quand on veut, et pour les femmes c'est encore pire, les horaires consacrent la double-journée. C'est que tout ça paraît naturel. La direction voulait qu'on fasse corps avec le produit et la façon dont on le produit, comme tous les patrons. Et ça marche en grande partie... Aujourd'hui encore. Il y a amalgame entre avoir un revenu, un travail et maintenir ce lieu de travail et ce produit, la bagnole, qui sont nocifs, destructeurs de vie, que ce soit la vie des gens à la production et la voiture, avec la pollution et la mort sur la route. La voiture c'est un produit aliénant, polluant, symbole d'individualisme. L'aliénation, les gens doivent la supporter ; nous les militants on la supporte, on en a conscience, on sait que ça va péter un jour, mais les gens sont obligés de l'accepter pour pas se tirer une balle, d'ailleurs certains le font. C'est dans les grèves que tout ce qui est étouffé ressort, c'est libérateur, c'est remettre en question l'aliénation et l'exploitation, et ça passe au travers des revendications qui sont forcément matérielles. On ne fait pas grève contre l'exploitation, on monnaie : les cadences, le respect des chefs.

Mais il y a aussi la solidarité entre couturières, la perruque, les amitiés...

Cette solidarité concrète dans le travail, c'est ce qui permet de supporter l'exploitation, c'est ce qui fait que ce n'est pas la prison. Les rires, les anniversaires, faire les folles, la perruque... C'est aussi ce qui permet de construire la solidarité qui pourra exister dans les grèves. Aujourd'hui les patrons, ils veulent casser ce lien entre les gens, les individualiser. Or sans cette solidarité, on devient fou, et c'est ce qui arrive aujourd'hui. C'est une grosse erreur des patrons je pense. Regarde ce qui se passe à la SNCF. Les Gilets Jaunes c'est aussi ça, ce lien perdu dans le vécu au travail, dans les petites boîtes, parmi les précaires. Et ils monnaient ça avec le pouvoir d'achat. C'est

un non-dit, l'histoire du travail chez les Gilets Jaunes, ça n'apparaît qu'en filigrane.

Quelle était la situation des ouvrières à l'usine ?

Quand je suis rentrée, c'était à la couture, le plus gros atelier féminin avec 550 femmes au total. Et dans l'usine il y avait 2400 femmes, ouvrières pour plus de la moitié. Il y avait aussi les jockeyttes qui conduisent les voitures au parc à la sortie du montage, des femmes aux pièces de rechange, au marouflage en peinture, des employées de bureau (pour les paies notamment) et les infirmières. Assez peu d'OP [2]. La couture c'était typiquement un travail vu comme féminin, car minutieux. Il n'y avait que 5 ou 6 hommes à la machine à coudre, des étrangers. Sinon les hommes coupaient les grandes pièces à coudre avec des machines à air comprimé. Des femmes auraient pu le faire, mais elles étaient subordonnées, elles prenaient et rangeaient les pièces découpées. Au-dessus de chef d'équipe, c'était des hommes. L'atelier était relégué dans un endroit isolé au 2ème étage, loin dans le bâtiment de la sellerie alors qu'il aurait très bien pu être au rez-de-chaussée ; ça aurait été plus logique car à côté des carrousels de sièges.

Ce qui m'a le plus frappée au début, c'était les sifflements, en particulier sur les chaînes. C'était difficile pour moi qui y militait et qui circulait beaucoup dans l'usine. J'ai été victime d'une agression (un exhibitionniste), mais c'est aussi tout un tas de petits détails, des blagues sur les femmes à l'usine... Et j'ai découvert assez vite que l'atelier de couture était surnommé le « parc à moules », comme si c'était un gynécée avec des centaines de femmes à consommer ! Il y avait aussi quelques calendriers avec des photos de femmes nues dans les ateliers d'hommes.

Une anecdote : le jour de la fête des mères, je vois arriver les femmes avec un cadeau, un tablier de cuisine avec une manique, cadeau de la CGT gestionnaire du CE... On avait fait un tract très percutant là-dessus avec Révolution !. Quand la CFDT dirigea plus tard le CE, on a essayé, en partie sous mon impulsion, de la transformer (parce que c'était dur de la supprimer) en amenant des animations féministes, avec des cadeaux plus personnels et moins ménagers. On a introduit aussi le 8 mars, qui a ensuite été dévoyé par FO en journée de « la » femme avec des cadeaux ! ... On avait impulsé une commission femmes à la CFDT. Après ça a un peu changé, même si pour la fête des mères, ce genre de cadeaux ménagers et pour être « belle » continue dans la société.

Le harcèlement sexuel existe en usine, et est très peu pris en charge par les syndicats de cette branche, qui sont dominés par les hommes, et il reste assez peu de possibilités pour les femmes, à part partir, avoir un autre poste. Avant c'était



une espèce de « tradition » (droit de cuisine...) mais aujourd'hui c'est assez répandu à tel point que les règlements intérieurs le condamnent. Par contre le harcèlement moral est presque devenu une technique de management.

On a défendu une ouvrière harcelée sexuellement en 2000. C'est un cas qui m'a énormément marquée, probablement parce qu'en même temps, j'étais harcelée par mon patron du CE (j'ai été déqualifiée, déplacée, on a demandé mon licenciement, on voulait me tuer socialement...). Ce qui était choquant c'est qu'on (la CFDT) était seul contre tous : le patron, la CGC, la CGT. Le type était à la CGT, et la commission femmes de la CGT était emmerdée. On a voulu aller jusqu'au procès mais ça n'a pas été possible.

Du coup, la grève de la couture de 1980 que tu racontes dans ton livre, avec toutes ses limites, c'est une prise de conscience de la force collective des travailleuses en lutte.

Cette grève pour moi c'était la concrétisation de tout le travail fait à l'atelier depuis que j'étais rentrée dans l'usine. C'était une grève construite, préparée avec la déléguée CGT. On avait organisé des réunions et rédigé des tracts unitaires. Les revendications concernaient les rendements, on nous baissait les temps pour faire de plus en plus de pièces. Les femmes, en sortant ensemble de leur machine, ont ressenti une libération. Le pas qu'elles ont fait dans l'atelier, ça représentait le pas dans leur tête.

Elles ont remis en cause l'autorité patronale et celle du mari parce que certains n'étaient pas d'accord. On était une soixantaine, c'était beaucoup sur une équipe. Quand les femmes sortent, c'est que quelque chose ne va pas dans l'usine. La direction nous a reçues très rapidement. Peu importe que ça n'ait duré que quelques heures, on a remis en cause l'ordre établi et l'ordre patronal.

Tu évoques l'impasse de la participation au groupe de travail pour la réorganisation de l'atelier de couture, dans un contexte de menace d'externalisation de cet atelier.

Après la grève, sous l'impulsion de cadres socialistes qui voulaient faire du capitalisme à visage humain sous Mitterrand, il y a eu cette proposition de réorganiser l'atelier en prenant en compte les revendications, et que l'atelier puisse rester en étant compétitif. Il y a des endroits où ça a marché un moment, les ouvriers faisaient toute la voiture eux-mêmes à Volvo en Suède, par exemple. Avec la déléguée CGT, on a fait le choix d'y aller. Les ouvrières qui participaient étaient plutôt combatives : la question des temps d'opération revenait tout le temps, on voulait des machines neuves, un poste de travail plus agréable, moins de bruit... Ce qui a changé la donne, ce n'est pas le résultat, c'était que les ouvrières ont décortiqué leur travail, en collectif, et ça justifiait toutes les revendications que la CFDT amenait depuis des années sur les conditions de travail, un travail moins répétitif...

Qu'on ait notre mot à dire sur l'organisation. C'était éprouvant nerveusement parce qu'on était sur le fil du rasoir entre collaboration avec le patron et émancipation des travailleuses. Il y a eu une forme d'apprentissage de la démocratie ouvrière, parce qu'on faisait des compte-rendu quotidiens de ce qui se passait dans les groupes aux ouvrières de tout l'atelier. Elles nous disaient parfois « faites attention à la direction ». Aujourd'hui, je ne suis pas sûre que je le referai, vu l'état du management, les conditions ne seraient pas les mêmes. Et de toute façon, l'atelier a disparu au début des années 90. Il y a eu une petite cinquantaine d'ouvrières qui n'ont pas bien été reclassés : déqualifiées et à la chaîne, en équipe alors qu'elles étaient en horaire normal.

C'était une contradiction, parce qu'on revendiquait tout le temps qu'on écoute les ouvriers, et là on pouvait prendre la parole. Est-ce qu'il fallait refuser en disant qu'on ne voulait pas de collaboration de classe ? Ce n'est pas simple comme question. Très vite on s'est rendu compte que ça butait sur la question du fric. Les ouvrières ont vu qu'on voulait bien leur donner la parole, mais pour des « vitrines » qui coûtaient le moins (blouses, chaises, tables, casiers neufs, de la lumière, mais il y avait toujours autant de bruit, de courants d'air), et que les refus étaient motivés par l'argent. On voulait des machines neuves, on s'en foutait des plantes dans l'atelier. Les machines restaient pour la plupart les mêmes vieux tacots qu'en 1952...

Notre mémoire

[3] Chariots élévateurs ou Fenwicks

Cette réorganisation fait partie de la restructuration capitaliste commencée dans les années 70-80. Comment s'est-elle traduite à Flins, et quels impacts sur les collectifs de travail et les luttes ?

A Flins ça a commencé dans les années 80. Ça s'est traduit par l'externalisation de tout l'équipement intérieur de la voiture, les sièges, les planches de bords, les pavillons, les tapis, préparés par pas mal d'ateliers, entraînant des baisses d'effectif. L'utilisation de l'intérim, avec la généralisation de l'emploi massif et pérenne des intérimaires : aujourd'hui il y en a 80 % à la chaîne. De 90 à 2000, c'est à peu près 1000 emplois en moins par an. Il reste 2500 CDI aujourd'hui et 2400 intérimaires. Renault ne remplaçait pas les départs (retraites et autres), bloquait les embauches... Plus les licenciements individuels. Ça s'est fait petit à petit, à bas bruit. En peinture et en tôlerie il y a eu de la robotisation. Mais le plus important c'est l'externalisation et la fabrication de plus de modèles à l'étranger.

Le coup de grâce fut la troisième équipe pour produire plus, une équipe de soir-nuit qui bossait de 20h30 à 4h du matin pour soi-disant sauver le site de Flins. Du coup le temps de repas a été basculé en fin de poste, donc les gens pouvaient partir en car après le travail, et ils n'allaient donc plus à la cantine. Ça a détruit le lien social dans l'usine et le collectif de travail qui s'entretenaient à la cantine. Une forte minorité de la CFDT a été exclue, car ils ont protesté publiquement contre le vote en faveur de cet accord.

Pour casser les collectifs de travail, ça faisait des années que la direction voulait sortir les locaux des syndicats de l'usine. C'est très symbolique que les syndicats aient les locaux dans l'entreprise même. Finalement ils ont réussi quand la CGT puis la CFDT acculées ont accepté en 2005 des locaux en face du CE avec les autres nouveaux syndicats.

Depuis la grève de 3 semaines en 1995 qui portait sur les salaires, il n'y a plus vraiment de grandes grèves à Renault, en tout cas de grèves qui remettent en question les qualifications, les classifications, les cadences. Il y a des grèves défensives, quelques grèves d'intérimaires pour des choses qui manquent sur les fiches de paie, contre un chef, mais il n'y a plus de grand mouvement social (quelques débrayages importants sur les retraites en 2003, moindres en 2010).

Dans une usine gigantesque comme Flins, quelles étaient les stratégies des grévistes pour avoir un rapport de forces fructueux ?

Souvent les grèves éclataient sur un ras l'bol dans un secteur et cela suffisait pour bloquer tout le reste de l'usine (comme aux presses ou ailleurs, en amont ou en aval du montage de la voiture). C'est à la fois l'avantage et l'inconvénient de la chaîne : on peut bloquer la production à une minorité mais rester

une minorité active. Les grévistes défilaient pour avoir plus de monde, mais comme les chaînes étaient arrêtées, les ouvriers sollicités ne rejoignaient qu'un temps, la maîtrise faisant aussi pression. Du coup, les grévistes bloquaient physiquement les bouts de chaîne, ce qui est interdit et de plus n'incitait pas les autres à rejoindre la grève. Ce fut un débat récurrent dans les syndicats et parmi les ouvriers : Comment étendre la grève, ne pas risquer des sanctions et licenciements pour les blocages efficaces seulement un temps... De plus se focaliser là-dessus empêchait aussi de parler du fond, des revendications, de la remise en cause du travail à la chaîne, de la gestion démocratique de la grève. Il y eu quelques réussites et des avancées tout de même dont je parle dans le livre (les presses en 78, les caristes et leurs clarks [3], les peintres en 83, pour les congés sans solde en 76, les grèves du samedi matin en 74...)

A l'opposé, la Régie Renault a déployé de nombreuses stratégies pour briser les grèves d'OS immigrés des années 73-78.

Toute la panoplie patronale, du classique au plus violent : divisions, pressions, remplacement des grévistes, dénigrement, bruits, provocations de la maîtrise, parfois physiquement et avant 1980 avec une officine facho et raciste, le CDR (Comité de défense de Renault), huissiers, lettres au domicile des salariés, lock-out et chômage technique, évacuations par les CRS, sanctions, licenciements... sans parler de l'apport de la presse et des médias pour dénigrer les grévistes d'origine étrangère y compris en 82 sous Mitterrand.

Tu as participé et assisté à de nombreuses luttes dans la région de la vallée de la Seine depuis presque 50 ans. Les luttes ouvrières de grands bastions locaux semblent un lointain souvenir. Par rapport aux luttes passées de la région, les Gilets Jaunes du Mantois (dont tu fais partie), ça représente quoi pour toi ?

Oui, la vallée de la Seine, nommée la vallée de l'automobile a bien changé, sur fond de désindustrialisation dans d'autres branches aussi. La dernière grève qui a marqué ce fut le soutien à PSA Aulnay, avec des débrayages à Poissy et une jonction d'une journée avec Flins en 2013.

Le mouvement inédit et bousculant des GJ que j'ai rejoint localement fin novembre me paraît aussi important que mai-juin 1968 sur ce qu'il dit de la société actuelle, sur le bouleversement et la crise politique qu'il a créée, même s'il est moins massif. Certes il ne vient pas directement des entreprises, il s'enracine ailleurs dans des lieux improbables du fait de la modification de la classe ouvrière. Au début je ressentais comme une ambiance de piquet de grève hors usine, une même libération de la parole et le retour d'une fraternité perdue. Et puis il est

plus tenace dans la durée (7 mois !), il mûrit et beaucoup se politise... Malgré une répression d'État sans précédent, malgré la jonction trop ténue avec le mouvement ouvrier traditionnel. Ses traces seront profondes, historiques et espérons fructueuses pour notre camp.

Tu as subi après ton entrée au CE un management par le harcèlement particulièrement douloureux, qui montre que la souffrance au travail n'est pas que l'affaire des « cols bleus ».

1999-2000 furent mes plus dures années dans cette entreprise et paradoxalement du fait d'un syndicat, FO allié à la CGC, qui avait repris la gestion du CE en 1996. J'étais déléguée du personnel du CE et devenue leur bête noire à abattre. Même si je ne suis plus à la CFDT qui n'est plus un syndicat de combat sur Flins, je suis reconnaissante d'avoir bénéficié d'une aide syndicale et juridique qui a permis d'annuler le licenciement puis la mise à pied. Mais j'en garde forcément des traces et je suis à même de comprendre dans ma chair ce terrible fléau que subissent de plus en plus de salariés et qu'il faut éradiquer !

La bagnole n'a jamais été une passion pour toi, et tu as participé à la lutte anti-automobile contre la construction d'un circuit de F1 à Flins.

Oui. Déjà début des années 70, nous étions un peu précurseurs à l'OCT concernant la remise en cause de l'automobile comme produit polluant, symbole assez machiste d'une société prônant l'individualisme. Nous assumions d'être à contre-courant pour valoriser les transports en commun, le rapprochement travail/habitat, et un modèle de société émancipateur. On devrait toujours réfléchir à la nature du ou des produits qu'on fabrique, même si on n'a pas vraiment le choix, ça se fait de plus en plus...

Le débat s'est relancé en 2009 lors du magnifique combat de nombreux habitants contre un aberrant circuit F1 anti-écologique, inutile et coûteux au possible et qui aurait été au bout de notre rue ! Un collectif est né (Flins sans F1) qui continue autrement aujourd'hui après la victoire (rare !) contre ce projet que très peu de gens de la région regrettent.

OCL Paris

Une autorité indépendante, ça rapporte

On se souvient du scandale déclenché par la rémunération prévue pour la présidente de la commission nationale du débat public, environ 155000 euros annuels, qui avait valu sa démission de la présidence du «grand débat». Il y a 26 «autorités indépendantes» répertoriées, et ça rapporte. Le meilleur salaire, bien sûr, c'est la présidence de l'Autorité des Marchés Financiers, environ 236000 euros, suivi de l'Autorité de Sécurité Nucléaire, 220000 euros, à rapprocher de la présidence du comité d'indemnisation des victimes d'accidents nucléaires, 24000 euros annuels, quasiment du bénévolat, la présidence la moins payée étant celle de l'autorité de régulation de la presse, 18000 euros. Ces postes

ne connaissent pas l'austérité. La présidente de la Commission Nationale du Débat Public devrait toucher 176000 euros en 2019. La présidence de la Haute Autorité de Santé a été rémunérée 210000 euros en 2018 contre 91000 en 2017. Agnès Buzin (ex-présidente de la Haute Autorité de Santé), la ministre de la santé, a une jolie justification de ces rémunérations: elle a défendu, dans certains cas comme à l'ASN, des salaires certes hauts mais qui permettent d'"éviter la corruption potentielle" face à de "très, très grosses entreprises" comme Areva ou EDF.

Sources: Acteurs publics, 9 janvier, 2019, d'après la Cour des Comptes et un rapport au sénat

Les contrats courts

En 2017, en moyenne sur l'ensemble de l'année, 1,2 million de personnes âgées de 15 ans ou plus qui sont en emploi occupent un contrat court, c'est-à-dire un contrat de moins de trois mois: 57% sont en CDD (hors apprentissage, contrat aidé, stage) et 43% effectuent une mission d'intérim. Près de la moitié des personnes en contrat court sont sur des contrats de moins d'un mois. En moyenne, en 2017, 5,1% des salariés en emploi étaient en contrat court. Ils représentent près de 75% des embauches hors intérim sur une année (un même salarié peut être embauché plusieurs fois dans l'année). C'est chez les ouvriers non qualifiés de type industriel que la part des contrats courts est la plus importante, plus importante même que dans les métiers du spectacle. Un peu plus de 10% des ouvriers sont en contrats courts. Alors que les contrats courts concernaient spécifique-

ment les jeunes dans le début des années 1980, ils se sont progressivement diffusés à toutes les classes d'âge: en 1982, 61% des salarié.e.s en contrat court avaient moins de 25 ans; en 2017, illes ne sont plus que 27%. Les jeunes restent toutefois plus fréquemment en contrat court que leurs aînés. Parmi les salarié.e.s en contrat court une semaine donnée en 2017, 25% ne sont plus en emploi trois mois plus tard: 15% se retrouvent au chômage et 10% deviennent inactif.ve.s. En 2016, environ 17% des salarié.e.s en contrat court au 4e trimestre 2016 vivent dans un ménage en situation de pauvreté monétaire, contre 15% de l'ensemble des salarié.e.s en CDD ou mission d'intérim et 8% des personnes qui occupent un emploi. À titre de comparaison, le taux de pauvreté des chômeurs est de 38%. Source: INSEE première n°1736, février 2019

Une personne sur quatre a été blessée au travail au cours de sa carrière

En 2013, sur l'ensemble de leur vie professionnelle, 26% des personnes travaillant ou ayant travaillé se souviennent avoir eu au moins un accident au travail, hors accident de trajet, ayant entraîné une blessure. Les ouvriers sont les plus exposés: 40% déclarent au moins un accident avec blessure au cours de leur carrière. Interrogées sur leur dernier accident, un quart des victimes disent en conserver une gêne dans leur quotidien; 8% estiment que cette gêne est considérable. À nouveau capables de travailler, 7% des personnes n'ont pas retrouvé leur emploi antérieur. Parmi celles qui ont retrouvé leur emploi, 13% estiment qu'elles n'ont pas bénéficié de toutes les adaptations nécessaires sur leur poste de travail. Les causes d'accident les plus fréquentes sont les chutes (28%), les machines et outils (22%) et la manipulation d'une charge ou un effort excessif (17%).

Source: INSEE première n°1719, novembre 2018

Made in france

Finalement, il en est de ça comme de l'écologie. Ce n'est pas nous qui décidons de consommer français ou pas, c'est l'industrie. En fait, on consomme à 81% «français». Ce qui est importé, ce sont les investissements et... les exportations (34% des exportations françaises sont en fait des réexpéditions de produits importés). Consommez français, ça ne marche pas!

Source: INSEE première, n°1756, juin 2014

Les petites mains de l'intelligence artificielle

La première enquête sur le micro-travail en France vient d'être achevée et publiée. Il y aurait dans notre pays 260000 micro-travailleur.e.s. Qu'est-ce que le micro-travail? Avec internet, il est possible de déléguer à des foules de particuliers en réseau des projets et des tâches inhérentes à la gestion des entreprises. Ces dernières années ont vu émerger des acteurs économiques qui centralisent ces projets, les fragmentent en micro-tâches et les redistribuent à des travailleuses et des travailleurs connectés à des plateformes numériques. Ces micro-tâches sont simplifiées à l'extrême, de façon à ce qu'elles puissent être effectuées par des prestataires «non-professionnels». Les plateformes proposent désormais aux particuliers de monétiser leur temps libre en effectuant des tâches rémunérées à l'unité. L'enquête s'est intéressée à la plate-forme (française) Foule Factory. Les «fouleurs» sont majoritairement des femmes, près des 2/3 ont entre 25 et 44 ans, plus de 40% sont diplômé.e.s du supérieur, et le revenu mensuel moyen est d'environ... 21 euros par mois. Dans la majorité des cas, les travailleur.e.s ne connaissent

pas le client pour lequel illes réalisent des tâches, ni la finalité de ces dernières. Les plateformes invisibilisent les micro-travailleur.e.s, en les empêchant d'entrer en contact avec les autres micro-travailleur.e.s et parfois même avec les clients. Les micro-tâches tiennent un rôle prépondérant dans le développement de l'intelligence artificielle, son entraînement pour les solutions d'apprentissage, sa vérification, et parfois même son imitation. Évidemment, ce ne sont pas officiellement des travailleur.e.s, et aucun cadre légal n'encadre cette activité, souvent en complément avec un autre emploi, qui occupe des personnes dont plus du 5ème vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Source: Le micro-travail en France. Derrière l'automatisation, de nouvelles précarités au travail?, rapport Diplab, en accès libre

RETOUR SUR UNE ANNÉE AGITÉE À L'ÉDUCATION NATIONALE

Si l'on en croit la télé, rien de notable : un ministre apprécié des enseignants, des grèves très peu suivies, une simplification du bac, un vent de liberté qui soufflerait pour les élèves... Ou plutôt, une année très notable : un ministre de l'éducation nationale qui arrive à réformer le mammoth tout en restant populaire, et pourtant ministre encore 2 ans après sa nomination ce qui est rare à ce poste, un président qui aurait appliqué ses promesses de campagne.... La réalité a évidemment été toute autre. L'éducation nationale a été secouée par des grèves tout au long de l'année, a connu une grève lycéenne massive et très violemment réprimée en décembre, le bac n'est en rien simplifié, les élèves ne gagnent aucune liberté, mais l'éducation nationale est réformée en profondeur et pour longtemps, il s'agit en fait d'un plan social qui concerne plusieurs milliers de postes.

Une escadrille de réformes

Comme nous l'avons déjà expliqué, c'est une pluie de réformes qui s'est abattue sur l'institution, de la maternelle à l'université. Dans le désordre, histoire de mieux masquer la cohérence d'ensemble. Il s'agit bien sûr d'abord de supprimer des postes (plusieurs milliers). Il s'agit ensuite d'ouvrir le marché de l'éducation au privé. Rendre la maternelle obligatoire n'a pas d'autre but que de forcer les mairies à subventionner le privé, les spécialités du lycée ne seront pas forcément disponibles dans le public et les rectorats incluent le privé dans leur carte des offres de formation, parcoursup permet de s'inscrire aussi dans le privé, et avec moins de galères que pour le public...

Mais les changements sont bien plus profonds, c'est la fin de « l'école de la 3ème république » qui est signée, un arrêt de mort qui n'est pas passé par une loi mais par plusieurs circulaires dont certaines ont déjà un an ou plus. Cette école était fondée sur la « méritocratie » et nous avons souvent dénoncé son aspect idéologique, comment elle permettait de donner l'apparence d'une responsabilité individuelle des exploités dans leur situation sociale, comment elle permettait de légitimer la hiérarchie de cette société. La clef de voute de ce système était le bac, diplôme national permettant à tous ses lauréats de poursuivre des études supérieures. La qualité nationale de ce diplôme garantissait un enseignement approximativement

équivalent sur tous les territoires (mais pas dans toutes les filières). C'est à ce système que Macron/Blanquer/Castaner ont mis fin, avec semble-t-il (mais ce n'est pas annoncé) pour but de s'aligner sur le modèle scolaire anglo-saxon. L'acte I avait commencé sous Hollande : rendre le bac essentiellement symbolique en organisant l'accès aux études supérieures avant le bac, sur la base du 2ème trimestre de terminale (APB puis Parcoursup). Bien sûr, soit disant, il s'agissait de raisons techniques, mieux organiser le calendrier pour fluidifier les inscriptions et anticiper l'année suivante. Puis, sous couvert d'une meilleure gestion, et surtout en organisant la pénurie des places, rendre de plus en plus de filières universitaires sélectives, le bac cessant alors d'être le diplôme qui ouvre les portes des études supérieures. La réforme du bac permet à Blanquer de mettre la touche finale en supprimant son caractère national, puisqu'il sera en partie sur contrôle continu et que pour le moment toujours rien ne garantit que ce qui restera d'épreuves finales sera corrigé anonymement dans des conditions nationales. La conséquence ? Dans un premier temps, supprimer les possibilités d'ascension sociale des jeunes des classes populaires. Les bons élèves de mauvaises banlieues se verront systématiquement suspectés.e.s d'être surnotés.e.s. C'est déjà le cas, mais le caractère national du bac limite les discriminations. Dans un second temps, les conséquences seront plus graves. Bien sûr, la violence scolaire va augmenter. Ce qui tient les lycées actuellement, ce sont les espoirs mis dans l'école, qui vont vite disparaître. Mais surtout, petit à petit, l'enseignement cessera d'être national. Les « spécialités » disponibles ne seront pas les mêmes d'un territoire à l'autre, certaines ne seront petit à petit accessibles que dans le privé. De toutes façons, progressivement, l'enseignement ne sera plus le même d'un quartier à l'autre puisqu'il n'y aura plus un niveau d'exigence national sur lequel se caler. Surtout qu'il y a une loi (ou une circulaire?) dont on sait qu'elle est en chan-



Assemblée générale des correcteurs du bac, Bourse du travail de Paris, 24 juin 2019

tier mais qui n'est pas encore passée, la réforme de la fonction publique et du statut d'enseignant. Elle devrait permettre aux chefs d'établissement d'avoir la main au moins partiellement sur le recrutement, couplé avec une rémunération « au mérite ». Conséquence : alors qu'aujourd'hui les profs sont les mêmes partout (à l'âge près), les « bons profs » iront dans les « bons lycées », les « mauvais » (et les plus militants) enseigner dans les quartiers populaires, comme aux Etats-Unis.

C'est à un véritable tournant qu'on assiste, motivé à la fois par des considérations économiques, idéologiques et sociales.

Tout d'abord, on est sorti du paradigme des « 30 Glorieuses » et de l'idée de la nécessité de l'élévation de la qualification de la main d'œuvre. L'analyse a été faite, à tort ou à raison, c'est une autre question, qu'une minorité d'emplois très qualifiés allait demeurer, mais que les emplois qualifiés allaient être attaqués par l'intelligence artificielle, et que les « gisements d'emplois » se trouvent plutôt du côté des emplois faiblement qualifiés. Pourquoi alors dépenser de l'argent pour instruire les enfants des classes populaires, dont mieux vaudrait au contraire qu'ils en sachent le moins possible pour faire une main d'œuvre plus aisément exploitable ? La réforme de la filière professionnelle est de ce point de vue emblématique : diminution des horaires des matières générales, et surtout proclamation officielle que leur visée ne doit plus être qu'utilitaire par rapport à l'emploi visé. Dans la filière générale, élévation du niveau d'exigence des spécialités qui seront réclamées dans le supérieur, associé à une soit-disant liberté dont on pense bien qu'elle précipitera les jeunes des familles non informées vers d'autres spécialités ouvrant beaucoup moins de portes dans le supérieur. Une façon supplémentaire de réserver les places de cadres supérieurs aux enfants de la bourgeoisie.

Lorsqu'on parle de la « crise de l'école », il y a une spécificité française : la place centrale de l'école dans la fabrication de la société et de la nation. Dans ce pays sans unité culturelle de base, l'école a toujours eu comme rôle officiel l'inculcation des valeurs nationales, l'homogénéisation de la société. Mais il y a une contradiction : la bourgeoisie tient à ses ghettos, pas question de mélanger ses enfants avec ceux des couches inférieures. Difficile alors de concilier apartheid urbain et fabrication de la nation. Le racisme d'état est l'habillage idéologique de justification de cet apartheid : des groupes inassimilables à laisser aux lisières de la république. S'il n'y avait pas d'arabes et de noirs, il faudrait les fabriquer, et d'ailleurs on les fabrique. Le choix a été fait de privilégier l'apartheid. Le rôle idéologique de l'école va être de faire accepter le libéralisme et la compétition qui l'accompagne (et ce dès la maternelle avec les nouveaux programmes), pour la fabrication de la nation, on va laisser ça à l'armée (service national universel) et aux symboles (belles affiches dans

des salles de classe où il pleut et où les profs doivent pleurer pour avoir des markers). Bien sûr, l'apartheid implique une gestion policière de toute une partie de la population, et c'est bien ce à quoi on assiste depuis maintenant des décennies.

Une fonction en mutation

C'est bien connu, les profs sont des petit.e.s bourgeois.e.s. Pour un marxiste, ce qui définit le petit bourgeois, c'est qu'il n'est pas exploité, au sens qu'il ne produit pas une plus-value qui est appropriée par un autre, mais il ne vit pas non plus de l'exploitation des autres. Comme tous les fonctionnaires, illes vont le rester. Mais leur statut a changé et va changer. Officiellement, l'enseignant.e du secondaire est un.e cadre supérieur.e et profession intellectuelle, le/la professeur.e des écoles une profession intermédiaire. Mais réellement, l'enseignant.e débute à 1,4 fois le SMIC, ce qui n'est pas vraiment une paye de cadre sup et montre la dévalorisation de son statut. De fait, avec le gel des salaires dans la fonction publique, le pouvoir d'achat des profs n'a cessé de se dégrader pendant que sa charge de travail augmentait du fait de l'informatisation forcée et de l'inflation du travail administratif.

Si l'origine sociale des profs s'est plutôt élevée, les jeunes profs sont envoyé.e.s prioritairement dans les quartiers difficiles et se trouvent donc confronté.e.s à une réalité sociale assez dure, alors que l'école et le lycée sont bien souvent le dernier service public et représentant de l'état autre que la police encore présent sur le territoire. Dans ces quartiers, le métier de prof est aussi celui d'un médiateur social, ce qui bien sûr boucle les mentalités de la profession. En fait, deux positions sont possibles : se réfugier derrière l'autorité (il n'y a qu'à voir tous les bouquins sur les nouveaux barbares) ou s'impliquer dans la réalité sociale. De ce fait, la profession est devenue très hétérogène : il n'y a pas grand chose de commun entre l'enseignant.e installé.e depuis des années dans le lycée du centre d'une ville moyenne de province, et l'enseignant.e dans les banlieues déshéritées de la région parisienne, coïncé.e comme les parents de ses élèves entre transports qui dysfonctionnent et loyers trop élevés.

Il paraît que c'est une profession « à vocation ». Si vocation il y a, c'est celle de la transmission de connaissances, et c'est la croyance en l'école de la république qui offrirait ses chances à tous et sélectionnerait les plus méritants. Or c'est le cœur de cette vocation qui est attaqué par toutes les réformes en cours. Pour ceux/celles qui « ont la vocation », on est en train de retirer tout sens à leur métier. On a vu ce que ce genre de transformations donnait à France Telecom... Pour les profs de lycée, la réforme va bouleverser complètement leur rapport aux élèves. Aujourd'hui, la base de l'autorité d'un prof, c'est ce qu'il a à transmettre, et une espèce de contrat implicite où ille donne aux élèves les moyens d'atteindre un niveau exigé pour le bac. Après la réforme, les profs ne seront plus en si-

tuation de pouvoir transmettre des connaissances : conditions d'enseignement dégradées avec des classes surchargées et des horaires de cours restreints, évaluation continue pour le bac, qui laissera peu de temps pour l'apprentissage, le tout avec des programmes beaucoup plus élitistes qu'avant. Mais de plus, illes ne seront plus là pour atteindre un niveau, illes ne seront plus là que pour juger et sélectionner en permanence, ce sont eux/elles qui donneront ou non le bac. Il n'y aura donc plus de contrat implicite de confiance, d'objectif commun entre profs et élèves.

Sans mythifier pour autant les services publics et « l'école de la république », il y a là un vrai basculement. Nous avons toujours expliqué que l'école avait un côté émancipateur et un côté coercitif au service de la bourgeoisie. Le côté émancipateur en prend un sacré coup.

Une grève lycéenne massive et écrasée en silence en décembre

Les deux articles suivants sur les lycéens de Mantes et ceux d'Ivry sont symptomatiques de ce qui s'est passé. Une répression de masse féroce, une volonté d'inspirer la terreur, et une répression ciblée sur les « leaders », fussent-ils citoyennistes. La grève a été importante mais le black out a été total, donc il est difficile de donner des chiffres. Ce qui était frappant, en tous les cas dans le 93, c'est qu'il y a eu grève et blocus en même temps en lycée général, lycée professionnel et lycée technologique, ce qui à ma connaissance est très rare. Bien sûr ce mouvement motivé à la base par Parcour-sup et les réformes a eu lieu dans la foulée des gilets jaunes, même si les références n'y étaient pas forcément explicites.

Les jeunes n'ont aucun droit et bénéficient rarement de la solidarité des adultes. Ils constituent donc un terrain d'expérimentation intéressant pour le pouvoir. Ce qui a été expérimenté là, c'est comment écraser en silence, et ce qui était impressionnant, c'est jusqu'à quel niveau de violence le pouvoir est prêt à aller pour sa politique du chiffre. Officiellement, rien ne se passait. Donc, il fallait annoncer que tous les établissements scolaires étaient ouverts. Ce qui a donné lieu à des scènes surréalistes, SMS envoyés aux parents comme quoi l'établissement était ouvert et ils devaient envoyer leurs enfants sous peine de sanctions, tandis que l'établissement en question était bloqué, éventuellement avec feux de poubelles voire incendies et caillassages. Des masses de jeunes se sont donc trouvés pris entre le mouvement et la police, masse mouvante n'osant partir et ne sachant que faire, grenadée et nasée. Il faut rappeler que dans les quartiers, et beaucoup d'établissements en lutte s'y situaient contrairement à ce qu'a raconté la presse relayée aussitôt par les milieux militants, quand il y a des événements, les choses peuvent aller très vite sans que plus personne ne contrôle plus rien.

Il faut noter que les enseignants solidaires des élèves ont été plutôt minoritaires. Bien

Luttes sociales

sûr, c'est là où des mouvements contre les réformes avaient commencé qu'il y avait plus de solidarité, mais même les enseignant.e.s mobilisé.e.s ne sont pas toujours capables de reconnaître aux lycéens une capacité autonome de lutte et d'expression politique, capacité bien sûr entravée par des difficultés d'expression, et un langage qui n'est que partiellement commun avec celui des adultes. Entre aussi une question de différence de classe.

Une mobilisation importante et en voie de radicalisation

Les circulaires réformant le lycée et le bac sont sorties en juillet de l'année dernière. Dans un premier temps, elles ont peu mobilisé, les profs étant un peu le nez dans le guidon et les syndicats très discrets. La mobilisation est d'abord partie massivement du côté des lycées professionnels où les matières générales sont sacrifiées. Mais il a commencé à y avoir plusieurs grèves et des appels à la reconductible dès le 1er trimestre. Parmi les enseignant.e.s mobilisé.e.s, certain.e.s se reconnaissaient bien sûr dans les gilets jaunes. Au fut et à mesure qu'on découvrait le contenu des réformes et leurs implications, que les pseudo-concertations se dégonflaient, la grogne a commencé à prendre de l'ampleur. Mais évidemment, les syndicats, s'ils soutenaient officiellement le mouve-

ment, n'ont rien fait pour le coordonner et l'étendre. Tout est donc parti en ordre dispersé, un bloc de lycées en grève reconductible dès décembre, mais qui a repris ensuite un peu essoufflé, puis une deuxième vague dans d'autres lycées, et ainsi de suite. L'apogée a été atteint au moment de la loi Blanquer, celui-ci ayant réussi une chose rare, unifier tous les corps de la maternelle au secondaire. Au printemps, autour des histoires sur les directeurs d'école, en région parisienne, on a vu dans le primaire des taux impressionnants de l'ordre de 80% dans pas mal de communes. Les collèges, pourtant très abîmés par la dernière réforme, se sont aussi pas mal mobilisés. Le tout dans un silence médiatique impressionnant. Ne sont données que les nouvelles que donne le ministère.

D'autres méthodes de lutte ont alors été recherchées, telles que mettre 20/20 à tous les élèves, les conseils de classe silencieux, les démissions de professeurs principaux. Ces formes ont touché environ 500 lycées, majoritaires dans certains, minoritaires dans d'autres, mais dans donc près de la moitié des lycées. Le tout encore une fois sans succès.

On en est donc arrivé au vieux serpent de mer, la grève des examens. Elle est loin d'être majoritaire, mais elle est suivie de façon significative. On peut reprendre les chiffres du ministère qui annonce 5% de

grévistes, mais sur l'ensemble. Ramené aux enseignant.e.s de lycée, les seul.e.s à pouvoir faire la grève du bac, ça nous donne du 1 enseignant.e sur 6, ce qui n'est pas si mal pour cette forme d'action. Et il est probable que la mesure de recul de la date du brevet est autant liée à la grève qu'à la canicule. On sait que pour le bac, le ministère a été jusqu'à mobiliser des parents...

Nul ne sait comment la rentrée va se passer. En l'état, les profs sont convaincu.e.s qu'elle est impraticable, mais visiblement le ministère s'en fout. Il compte sans doute sur l'habitude qu'ont les fonctionnaires de fonctionner, c'est-à-dire de prendre sur eux pour pallier aux carences de l'institution. Pas certain que ce soit encore longtemps le cas...

Antoinette



Manifestation pour la fonction publique, 9 mai 2019, Paris

RÉPRESSION LYCÉENNE, DEUX AFFAIRES EXEMPLAIRES



« VOILÀ UNE CLASSE QUI SE TIENT SAGE »

Des nouvelles de la lutte contre la répression policière à Mantes-la-Jolie

La répression du mouvement lycéen de décembre a laissé des traces. En pleine période de radicalisation des Gilets Jaunes, l'humiliation subie par les 152 jeunes interpellés à Mantes-la-Jolie par la police début décembre 2018 est devenue un symbole de la résistance aux violences policières. Quelques éléments de contexte.

Rappel des faits : vérité...

En décembre dernier, le mouvement lycéen contre les réformes Blanquer était à son apogée, avec des perturbations et blocages dans plus de 450 lycées en France. Dans les Yvelines, de nombreux bahuts se sont mobilisés, avec des affrontements parfois très tendus avec la police [1]. Comme depuis plusieurs jours, c'est le cas le 6 décembre à Mantes-la-Jolie, aux abords des deux lycées qui se font face en bordure du quartier du Val Fourré. Nassés après un face-à-face avec la police, les adolescents s'étaient réfugiés sur un terrain privé et 152 jeunes de 13 à 19 ans sont interpellés selon le Collectif de Défense des Jeunes du Mantois. En attendant leur évacuation vers différents commissariats du département pour être placés en garde à vue, les flics les avaient fait s'agenouiller, mains sur la tête, parfois tête face au mur, de 15 minutes à plusieurs heures [2]. Tous ceux qui ont pu expérimenter la position sur du bitume, pendant

ne serait-ce qu'une minute, comme geste symbolique de soutien dans les manifestations qui ont suivi, ont ressenti ce que ces quelques heures ont pu avoir de douloureux, humiliant et révoltant pour les jeunes. C'est à ce moment-là qu'un policier d'une brigade départementale avait filmé la scène avec son smartphone, assorti d'un commentaire provocateur : « Voilà une classe qui se tient sage. » On entendait aussi : « Faudra balancer à leur profs, parce qu'ils ont jamais vu ça ». La vidéo, postée sur les réseaux sociaux par une tierce personne après que l'auteur des images l'a diffusé sur un groupe What's App privé, a ensuite circulé partout dans les médias. Depuis, ce policier de la CSI 78 a reçu un simple avertissement. Devant les images, Blanquer a jugé cela « justifié », et pour Ségolène Royal « ça leur fera un souvenir ».

Depuis, les lycéens ont pu raconter leur interpellation et leur garde à vue, qui a par-

fois duré jusqu'à 36 h. « On était quinze dans une cellule prévue pour cinq. (...) Ils [les policiers] nous appelaient en disant : "eh l'arabe", "eh le noir". La policière de garde a dit : "on se croirait au zoo de Thoiry." » En plus des insultes et coups de matraque... Certains se sont retrouvés dans un poste de police à l'autre bout du département, et les flics les ont lâchés le soir, les parents ne pouvaient pas venir les récupérer...

... et justice ?

Parents d'élèves, enseignants et lycéens se sont rassemblés en soutien le lendemain, et à la suite de prises de paroles, les jeunes sortis de garde à vue ont pu s'exprimer. Puis, le mercredi 12 décembre, syndicats (Sud éducation 78, Solidaires 78, FO, FSU, CGT) et habitants ont manifesté en soutien à l'appel du Collectif de Défense des Jeunes du Mantois (CDJM), créé juste après les faits. Dans la foulée, l'UNL (Union Nationale Lycéenne) et des parents d'élèves ont

(1) Partout en France : crâne fracturé, mâchoire cassée, des éborgnés, 3200 GAV de mineurs en une semaine (3 au 10 décembre), sans compter les gazages, menaces... A Poissy, un lycéen, désigné d'office comme « meneur », a fait 4 mois fermes après comparution immédiate pour un jet de caillou (le proviseur a porté plainte...), et un fait qui mérite d'être souligné : le 21 décembre, à Conflans-Sainte-Honorine, deux policiers nationaux ont escorté manu militari des élèves bloqueurs jusque dans leur salle de classe !

Luttes sociales



(2) Au final, la majeure partie d'entre eux a écopé d'un rappel à la loi pour « participation à un groupement armé ».

(3) Depuis, plusieurs rassemblements de soutien à Eric ont eu lieu, devant la gare Saint Lazare, et une campagne a été lancée : #Plusjamaisagenoux. Son cas n'est pas isolé, puisque c'est à un nouveau France Télécom que l'on assiste à la SNCF.

(4) Solidaires 78 a défendu le jeune de Poissy pour tenter de faire lâcher le procureur sur sa plainte.

porté plainte contre X. Début mai, c'est un collectif d'avocats qui a fait de même pour accélérer l'enquête et obtenir la nomination d'un juge d'instruction. Au total, une vingtaine ont été déposées pour « actes de torture et de barbarie sur mineurs par personne dépositaire de l'autorité publique et en réunion », de « violences sur mineurs de 15 ans et plus par personne dépositaire de l'autorité publique » de « violations de libertés individuelles » et de « diffusion illégale d'images de personnes identifiables mises en cause dans une procédure pénale ». Une enquête préliminaire et une enquête administrative ont été mises entre les bonnes mains de l'IGPN.

Comme on pouvait s'y attendre, les autorités ont fait durer les enquêtes, pour éviter que les conclusions suivent de trop près les événements, et provoquent un tollé. Les premières auditions des jeunes par l'IGPN n'ont commencé que le 13 mai, soit 5 mois après les faits. Seulement 3 jours après le début des auditions, l'IGPN, d'une efficacité sans faille pour couvrir le sale boulot de ses fonctionnaires, rend son verdict. Devant l'Assemblée Nationale, la patronne de l'autorité, Brigitte Julien, a dévoilé les conclusions de l'enquête administrative : « il n'y avait pas de faute. Il n'y a pas [eu] de comportements déviants de la part des policiers. » Classé sans suite. En n'ayant convoqué que 6 victimes, aucun témoin, et en seulement quelques jours, balèze. Au final, on ne peut qu'être d'accord avec l'IGPN : frapper et humilier les jeunes qui se rebellent, surtout quand ils sont pauvres et descendants d'immigrés, c'est le job de la police.

Un symbole de la répression

En plein mouvement des lycéens et des Gilets Jaunes, entre 2 jours d'émeutes massives (1er et 8 décembre), les images de la

répression à Mantes-la-Jolie sont devenues un symbole très médiatique et politique, qui a permis un parallèle flagrant entre ce qui se passe depuis longtemps dans certaines banlieues de France et la violence déployée contre les Gilets Jaunes. Beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs témoigné leur soutien aux lycéens, en se mettant à genoux en manif (comme le 16 février pour l'acte I des GJ à Mantes), ou en envoyant des messages sur les réseaux sociaux, en particulier au CDJM. A Mantes, chez les GJ, la police n'avait déjà pas une très bonne image, ça ne l'a pas améliorée. S'agenouiller, c'est aussi le geste qu'a fait Eric, cheminot sur la ligne Saint Lazare, délégué SUD-Rail et gilet jaune, lors d'une convocation par ses chefs, qui lui reprochaient de ne pas avoir la posture d'un agent de maîtrise. A genoux, il leur a demandé si c'était ça la posture attendue, c'est-à-dire l'inverse de ce qu'il a toujours fait sur la ligne : résister à ses chefs et défendre ses collègues, quel que soit leur statut. En conseil de discipline, la direction a demandé son licenciement [3]. Se mettre à genoux et la fermer, c'est ce que les dirigeants attendent de tous ceux qui relèvent la tête : Gilets Jaunes, cheminots, lycéens, profs, et en général à tous les prolétaires. « Une classe qui se tient sage », en fait.

Soutien ?

Du côté des enseignants des bahuts locaux, un peu à l'image des profs français pendant le mouvement lycéen cette année (pas partout bien sûr), pas de journée de grève, pas des masses de soutien aux jeunes mobilisés, à part ponctuellement et de la part des syndicats (FSU, Sud-Solidaires 78 [4]) et en manif. Dans certains bahuts, la répression est même bien vue, même avec le niveau de violence extrêmement élevé.

A l'initiative du CDJM, une soirée de soutien a eu lieu le 11 mai à Mantes, permettant aux jeunes et à leur mère de s'exprimer à nouveau en public sur les événements, avec plus de recul. Également étaient prévus des témoignages, des textes écrits par les jeunes, en plus d'autres interventions d'intellectuels, d'avocats, d'une prof locale et de cheminots en lutte. Le CDJM est en lien avec les autres collectifs de lutte contre les violences policières (Adama Traoré, Mères solidaires...). Mais malgré un constat établi depuis longtemps sur l'action de la police au Val Fourré et l'impunité qui l'accompagne, la lutte animée par le CDJM reste principalement sur le terrain légal et demande « réparation à l'égard de l'Etat ». De plus, on se demande si la présence d'intellectuels « décoloniaux » du PIR et autres (Parti des Indigènes de la République) à ce rassemblement, avec leur jargon post-moderne et très porté sur la « race », était franchement utile.

Convergence ?

Le CDJM était aussi signataire de l'appel à la « manifestation de convergence Mantois et alentours » Gilets Jaunes-syndicats-collectifs locaux à Mantes du 15 juin. Cette initiative « Acte II » local regroupant les GJ, les Sud-Solidaires locaux (santé, éducation), la FSU, la CNT, Attac, des groupes écolos locaux et le CDJM témoigne autant d'une volonté de certains GJ d'approfondir les liens avec les secteurs en lutte du coin initiés depuis quelques temps (soutien à des grèves hospitalières et rassemblement anti lois Blanquer, tractages dans les boîtes, dialogue avec les syndicats/syndiqués...) que d'une faiblesse du mouvement qui peine à rassembler sur des bases qui lui sont propres (on a compté 290 personnes à la manif, dont une majorité de GJ, soit un tiers de moins que le 16 février pour l'acte I). Même si une certaine énergie était présente à la manif, on a surtout vu que des droites plutôt parallèles depuis le début du mouvement ne convergent toujours pas vraiment :

-beaucoup de GJ normands étaient là parce que chez eux il ne se passe plus grand-chose ou que la répression les a affaiblis (Evreux, Caen, Rouen...), attendaient une manif plus « sportive », et ont fui les prises de parole syndicales et associatives à certains points de la manif pour continuer le trajet sous le regard ébahi des organisateurs. Une partie des GJ locaux pensent que cela ne sert à rien de se rapprocher des syndicats, et ont boudé la manif. Ils veulent continuer les actions « à l'ancienne », malgré des effectifs fluctuants qui ne permettent pas toujours les mêmes possibilités. Les tentatives de coordination avec les groupes GJ du coin attirent un peu plus.

-les syndicats n'ont que très peu mobilisé leurs membres (10 FSU et 1 seul CGT affichant ses couleurs - la CGT n'appelait pas - un peu plus du côté Sud-Solidaires). Ils n'étaient pas beaucoup en lien avec les GJ à l'échelle locale (même si pas mal de GJ

avaient les deux casquettes) et espéraient une manif déclarée et dans le calme, « sans débordement ». Peu d'entre eux sont visiblement prêts à s'investir à la base dans une « convergence » digne de ce nom, si jamais elle existe. D'ailleurs en 7 mois, elle aurait eu le temps d'émerger...

-la prise de parole anticapitaliste des écolos qui compterait la nécessité de réduire massivement notre empreinte carbone pour sauver la planète et l'humanité paraissait un peu décalée...

-les jeunes du Val Fourré et leurs mères étaient quasi absents. Même si l'accueil des GJ y est relativement positif et que pas mal de GJ de Mantes y ont grandi, l'opinion majoritaire c'est « on soutient les GJ, mais on vient pas », « ils étaient où les gens qui sont GJ aujourd'hui quand on prenait plein la tronche avant dans les quartiers ? »

La mayonnaise de la convergence des luttes n'a donc à ce jour pas pris sur des bases intéressantes (on s'y attendait) et est apparue pour ce qu'elle est souvent : un mantra de militants qui pousse à la juxtaposition des luttes dans un contexte où elles ne fusionnent pas d'elles-mêmes.

Émeute ?

Alors qu'au début des années 90, le Val

Fourré avait une réputation de « quartier chaud » (en lien avec les émeutes de 1991), en décembre 2018, la rage ne s'est pas exprimée dans la violence urbaine. La reprise en main du quartier par la mafia de droite locale et la réhabilitation du quartier des années 90 peut expliquer en grande partie la pacification. En plus des mères (qui ont parfois déjà eu des enfants blessés, en prison etc.), qui ont fait pression pour éviter les violences, ce sont les éducateurs, les associations, les personnes influentes des communautés... qui ont tout fait pour calmer le jeu après le 6 décembre. Les mêmes organisations qui sont arrosées de l'argent de Pierre Bédier (président du conseil départemental des Yvelines) et de sa clique, acheteurs de la paix sociale par un clientélisme efficace.

Aujourd'hui, les émeutiers des années 90 sont souvent pères de famille, et ont des choses à perdre. La colère s'est transformée en lassitude, et la réponse n'est plus la même. Mais la situation de beaucoup ne va pas en s'améliorant pour autant : la désindustrialisation et les fermetures d'entreprises continuent, les coupes budgétaires dans ce qu'il reste d'« État social » à l'échelle locale (rail, hôpitaux, poste, impôts...), plus les réformes de l'éducation (le bac made in Mantes n'est pas très vendeur) risquent de souffler sur les braises

de la région du Mantois, qui sous la cendre, sont encore chaudes.

OCL Paris 20/6/19



LYCÉENS D'IVRY, OU LA CRIMINALISATION PRÉCOCE DE TOUS CEUX QUI OSENT S'EXPRIMER

En décembre, le lycée Romain Rolland d'Ivry connaît, comme beaucoup de lycées de banlieue, des blocus contre Parcoursup, la réforme, le manque de moyens... On était alors en pleine période des gilets jaunes. Un «Macron démission» est tagué à l'extérieur du lycée. La proviseure du lycée porte plainte et 4 élèves sont placés en garde à vue pendant 36 heures. Premier scandale, d'autant qu'ils ont depuis été mis en examen (les 3 mineurs devant le juge pour enfants, l'élève majeur devant le tribunal

correctionnel) pour avoir «pénétré dans l'enceinte de l'établissement sans y être habilité», «avoir dégradé un établissement scolaire» et avoir «commis des menaces ou actes d'intimidation» envers la proviseure de l'établissement. Rien que ça!

Les lycéens de Romain Rolland ont eu sur le moment (en décembre) une réaction normale: le blocus s'est durci et une nouvelle revendication est apparue, le retrait de sa plainte par la proviseure, revendication soutenue par les enseignant.e.s, les parents

d'élèves et les élus des villes d'Ivry et de Vitry (communistes). De nouveaux tags ont fleuri notamment le 17 décembre sur un panneau d'informations du lycée, un «Enlève ta plainte ou on te baise, toi et le lycée», certes légèrement sexiste...

Nouvelle perquisition chez 5 jeunes le matin du 20 février (2 mois plus tard donc). «Le Parisien» se déchaine en titrant le lendemain «Ivry: des armes et des brassards police saisis lors des perquisitions chez les lycéens». En effet, ces élèves suivent l'option cinéma et c'était des accessoires dans le cadre d'un projet théâtral... On leur a piqué aussi un drapeau algérien et un drapeau du PSG... Depuis, ils ont dû faire face au déchainement de tweets sur les réseaux d'extrême droite.

C'est la double peine qui est prévue pour ces jeunes. Après un contrôle d'identité pour le moins musclé, une perquisition violente et bien médiatisée, ils sont poursuivis en justice mais ont déjà dû répondre pour les mêmes faits devant un conseil de discipline qui les a «condamnés» à une vingtaine d'heures de travaux d'intérêt général. Et toutes les associations de se féliciter d'une «mesure d'apaisement»!

Souhaitons leur quand même une bonne réussite au baccalauréat...

Ocl Paris 20/06/2019



Mobilisation le 18 mars à Ivry



REPENSER UNE CRITIQUE RADICALE DE L'ÉCOLE CAPITALISTE

Allons-nous abandonner la critique de l'école aux seuls courants réactionnaires ? Qui aujourd'hui porte encore une charge radicale contre l'école, contre l'école capitaliste ? Bien peu de monde en réalité puisque l'essentiel de l'effort fourni, tant dans les milieux enseignants que militants, porte dorénavant sur la défense a-critique des « services publics », doublée la plupart du temps d'un corporatisme rance. Le recul se mesure par ailleurs à l'engouement renouvelé de ces mêmes milieux pour la « recherche pédagogique ». Vieille limite technicienne vidée de tout contenu politique et aujourd'hui aveu de repli afin de mieux endurer l'insupportable au quotidien ; à fortiori dans une époque où l'absence d'un projet collectif capable de renverser l'ordre social sur lequel repose cette institution nous fait cruellement défaut.

Le plus souvent, l'école est naturalisée, acceptée comme le lieu privilégié de la transmission des connaissances et plus rarement comprise comme une production sociale historique. Raison pour laquelle on parle toujours de « l'école », comme si cela allait de soi. Pourtant, aucun système politique quel qu'il soit n'a jamais généré de système scolaire qui aille à l'encontre de ses intérêts propres. L'école qui léviterait, comme détachée des intérêts particuliers, cette école n'existe nulle part et elle n'a jamais existé. Même en se convaincant comme le font certains qu'elle ne serait pas une entreprise, ce qui est vrai, ou que l'éducation ne serait pas une marchandise, la réalité est bien différente.

La fonction de l'école

Ce sont les rapports de production qui déterminent le rôle et le fonctionnement de l'école. L'école assume la fonction de reproduire le rapport entre les classes sociales et de transmettre l'idéologie de la classe dominante. Tout le discours sur les inégalités scolaires ne vise qu'à masquer cette fonction de reproduction du rapport de classe. La polarisation entre les filières d'excellence d'un côté et de l'autre les branches d'exécution n'est au final que la traduction de la division en classes de la société. Le fait que le patronat laisse en grande partie financer les coûts de la formation par les impôts entretient l'illusion d'une école au service de tous dans laquelle les savoirs et la culture seraient recherchés pour eux mêmes. Ce serait oublier bien vite que c'est par l'intermédiaire d'organismes nationaux et de plus en plus transnationaux que le capital marque aujourd'hui de son empreinte le système scolaire. Il n'est qu'à s'instruire des listes de recommandations de l'OCDE, des enquêtes internationales à la PISA et autres outils de management plus ou moins à distance.

L'école à l'heure du capitalisme néolibéral

D'une réforme à l'autre, l'organigramme se redéploie mais la permanence de la fonction subsiste ; elle se voit remodelée par la nouvelle rationalité capitaliste. L'école adopte dorénavant les formes d'organisation de la période néolibérale : culture du résultat, programmes soumis à la logique des compétences, nouveau management des services public, etc... Bref, comme on le déplore souvent dans la gauche syndicale : « On aligne l'école sur le monde de l'entreprise ! », comme si cela semblait être une nouveauté, comme si l'école n'avait jamais travaillé à autre chose qu'à cela ...

Bien sûr, personne ne niera l'allongement de la durée de la scolarité même pour la catégorie ouvrière. Comme « le niveau » qui, dit-on, s'élèverait ou s'effondrerait selon les commentateurs, la massification ne peut s'entendre qu'en rapport avec l'exigence de mettre en adéquation la formation des différents secteurs de la main d'œuvre avec l'appareil de production. Dans une période où la limite entre chômage et travail tend à devenir de plus en plus incertaine, cet allongement de la scolarité permet aussi de retarder l'entrée sur un marché du travail aléatoire et d'en masquer la réalité.

Les enseignants et le service public

La défense du service public représente désormais l'alpha et l'omega de la mobilisation enseignante. De par son antériorité, l'école publique occupe une place particulière au sein de cet ensemble bien qu'elle s'inscrive dans un compromis identique à celui que nous décrivons plus loin. Penchons-nous un instant sur ce que sont les services publics. Ensemble, ils constituent les différentes pièces de l'appareil d'Etat et furent dès 1945 les piliers

de la réorganisation de la production capitaliste en France. Résultats d'un compromis passé entre les organisations ouvrières et la bourgeoisie sous la pression politique et les luttes sociales, il faut tout de même reconnaître que les travailleurs n'ont jamais eu aucun pouvoir, ni de contrôle sur l'organisation, le fonctionnement et la finalité de ces fameux services publics. Lorsque le secteur de l'énergie était encore sous le contrôle entier de l'Etat, qui eut un jour son mot à dire sur le choix fait du nucléaire, par exemple ? L'Education Nationale n'a toujours été qu'une chaîne de commandement verticale, strictement hiérarchisée et jamais ouvertement remise en question par ses fonctionnaires. Là comme ailleurs, ce fut le prix à payer en contre partie d'un peu de sécurité ...

Mais désormais en position de force, la bourgeoisie entend reprendre la main sur des secteurs qu'elle estime lui être bien trop coûteux pour un rendement et une efficacité qu'elle juge insuffisants. La classe ouvrière déchu voit désormais les services de l'Etat se retourner contre elle, et les cadres de la fonction publique, isolés, sans alliance potentielle s'accrochent à des prérogatives dont ils sont bien seuls à se convaincre qu'ils seraient un bien commun. La dernière grande grève des cheminots, restée largement isolée, fut éloquent à cet égard.

Cette défense totalement a-critique des services publics s'apparente aujourd'hui à un combat d'arrière garde. En interne, le peu d'intérêt que suscitent auprès des titulaires le sort réservé aux précaires, l'absence de solidarité active lorsque ceux-ci parviennent parfois à entrer en lutte, tout cela montre l'incapacité des fonctionnaires à faire un pas de côté. Cela signe leur impuissance à dépasser les fables que se raconte l'école sur elle-même, l'incapacité à admettre le secteur de l'enseignement



L'ENFANCE, PARLONS-EN !

Il en va de l'enfance comme de l'école, elle est avant tout une construction sociale, historiquement datée et d'origine plutôt récente. Au moyen Age, l'enfance n'existait pas. En Europe, ce n'est qu'à partir du 18^e siècle que l'école va se substituer à l'apprentissage et que les enfants seront séparés des adultes auprès desquels ils apprenaient la vie. Cette catégorie n'est plus guère questionnée aujourd'hui, hormis sous le contrôle des spécialistes en tous genres : neuroscientifiques, médecins, pédiatres, psycho-

logues, orthophonistes, la liste est longue comme le bras ... L'enfance est devenue un marché spécifique en constante expansion. C'est ce rapport qu'entretient le capitalisme à l'enfance, un rapport qui s'est lui aussi reconfiguré au fil du temps, qu'il s'agisse aussi de ré-interroger et de critiquer radicalement. Dans le monde occidental, l'école n'est plus le seul espace, ni le seul temps où l'on prolonge arbitrairement l'enfance. Partout dans la société, l'infantilisation fait chaque jour des progrès remarquables ...

comme compris dans une totalité, la totalité capitaliste.

Evolution du recrutement et raidissement idéologique

Dans leur grande majorité, les enseignants appartiennent à la petite bourgeoisie fonctionnarisée. Pour combien de temps encore, là est une autre question qui en appellera d'autres.

Les instituteurs et les institutrices recrutés à la fin des années 60 provenaient pour près de 45 % d'entre eux du milieu ouvrier-employé et de la paysannerie. Ceux issus des familles de cadres supérieurs et moyens comptaient pour un peu moins de 25 %. En 1919, le phénomène s'est inversé sous la pression de la crise et afin de parer au déclassement. Si l'idéologie que véhiculent les enseignants a toujours été pétrie de méritocratie -les enseignants sont en règle générale d'anciens « bons élèves » qui « aiment l'école » et se sentent redevables- elle se double aujourd'hui d'un raidissement idéologique.

A l'heure de la massification achevée et tandis que les contradictions s'aiguisent on évoque souvent, sans la préciser, la « crise de l'école ». On observe que la distance, parfois la rupture, qui sépare le monde enseignant des familles prolétaires, celles du moins qui n'ont tiré aucun bénéfice de l'école, confinent à la haine de classe, inconsciente ou ostensiblement affichée. Le « métier impossible » compte toujours en son sein nombre d'exécutants dévoués et investis sur qui l'institution peut d'ailleurs s'appuyer afin que l'édifice ne s'effondre pas totalement, mais le repli est incontestable.

Il se traduit entre autres par la fonte du nombre des syndiqués et par le succès relatif des listes droitières et corporatistes aux dernières élections professionnelles. Ce sont ces mêmes listes qui, par exemple, réclament avec le ministère un statut spécifique et encadré pour les directeurs d'école. La mesure ne semble même plus rencontrer d'opposition au sein des équipes enseignantes alors qu'elle avait soulevé un fort mouvement

de contestation dans les années 80, porte par des coordination de grévistes qui avaient bousculé les syndicats.

Les notions d'exploitation sont absentes de la réflexion des enseignants. N'ayant qu'un rapport abstrait et lointain au monde de la production, leur critique se fait toujours au travers des codes de la bourgeoisie et en référence au cadre scolaire. Les courants de la gauche syndicale s'en tiennent quant à eux à une terminologie vague qui réclame une « autre école » par « l'auto-gestion » et sa « démocratisation ».

L'absence de soutien massif des enseignants à l'égard des lycéens et étudiants en mouvement ces dernières années révèle qu'avec le recul de la contestation ouvrière, ce monde de l'entre-deux bascule tendanciellement du côté de la bourgeoisie. Son absence, voire son opposition au mouvement des Gilets Jaunes n'a été qu'une illustration supplémentaire de ce phénomène. Un des animateurs de la revue Temps Critiques déclarait que le mouvement des Gilets Jaunes représente tout ce que détestent les enseignants : le

désordre, le non-respect des règles, etc ... Rien n'est plus vrai ! Les « Stylos-Rouges », cette tentative avortée aux exigences corporatistes a tenté de profiter de la dynamique du mouvement des Gilets jaunes pour se faire entendre mais sans jamais s'y fondre. On ne mélange pas les torchons et les serviettes ...

L'école contre le prolétariat

Après l'effondrement du bloc de l'Est et l'abandon des utopies collectives, l'école allait, à son tour donner le coup de grâce à un monde ouvrier désorienté et en voie d'effacement. Dans les années 70 Baudelot et Establet affirment que l'inculcation de l'idéologie bourgeoise passe par le refoulement et l'interdiction faite au prolétariat de formuler l'idéologie dont elle a besoin(1). Dans les années 90, l'école passe à la vitesse supérieure en devenant l'un des lieux de diffusion de l'identité citoyenne en remplacement de celle de l'ouvrier et du prolétaire producteur. Dans leur enquête menée au sein de l'usine Peugeot de Sochaux, Beaud et PIALOUX montrent comment les Lycées Technique travaillent à leur échelle à la désouvriérisation(2). En configurant les futurs « opérateurs » par le discours patronal et l'idéologie technicienne, ces établissements travaillent à déstabiliser idéologiquement les restes du vieux mouvement ouvrier organisé. Les fils apprendront à renier leurs pères, à les déchoir et les ringardiser ; eux et la culture qu'ils s'étaient construits. Et dans cette offensive, les enseignants ont choisi leur camp. Après avoir épousé les points de vue de la légitimité industrielle ils s'appliqueront à disqualifier auprès des élèves l'identité, la culture et surtout la résistance ouvrière.

L'allongement de la scolarité a également

(1) L'école capitaliste en France. Baudelot & Establet. Ed. Maspéro. 1971.

(2) Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard. S. Beaud, M. PIALOUX. Ed Fayard. 2006.



Manifestation pour la défense des services publics à Paris, mai 2019

Points de vue

(3) L'école des ouvriers. Paul Willis. Ed. Agone.

(4) Anton Makarenko : « Un art de savoir s'y prendre » : Revue Reliance (Revue des situations de handicap, de l'éducation et des sociétés)

(5) Pour la doctoresse Montessori, la science pédagogique valait bien quelques accommodements... Était-ce par célérité, par opportunisme ou par ignorance qu'elle trouva auprès de Mussolini, avant de rompre bien plus tard avec le régime, le soutien nécessaire à ses activités ?

approfondi la distance qui sépare culturellement les générations de prolétaires entre elles. Le chômage de masse fera le reste et la nouvelle génération contribuera à liquider la culture d'opposition au travail de la précédente. Comme le remarquent encore Beaud et Pialoux, c'est à la transmission d'un héritage que s'est attaquée l'école en accentuant et en accélérant la crise d'un modèle. Cette crise, on la mesure au sein des nouvelles générations au recul de la culture « anti-école », jusqu'aujourd'hui largement répandue et partagée au sein du groupe. Comme l'explique Paul Willis dans une autre enquête menée en Angleterre auprès d'enfants d'ouvriers, cette culture refusait de prendre au sérieux un univers imaginaire, illusoire, infantilisant et qui surtout n'avait rien à lui apporter (3). Mais comme le conclut Willis, si cette culture constituait une réelle remise en cause idéologique, elle ne déboucha pas nécessairement sur une action collective. La culture anti-école propre aux jeunes ouvriers en devenir avait intégré une part d'individualisme induite par les séparations qui clivaient le groupe : séparations d'ordre sexuel et ethnique essentiellement.

Les contradictions de la pédagogie

Après la sempiternelle question des moyens, qui fixe les limites traditionnelles dans lesquelles sont circonscrites les revendications enseignantes, c'est autour de la pédagogie que virevolte le discours sur l'école. Il se borne le plus souvent à une opposition aussi stérile que factice entre modernes et anciens. Ce faux débat a surtout une vertu, celle de substituer le fond au profit de la forme, d'amuser le regard en le détournant de l'essentiel. Et le débat enfle d'autant que la pédagogie se targue aujourd'hui de s'être élevée au rang d'une science. Les milieux plus critiques ne sont pas épargnés puisque la pédagogie - « émancipatrice » pour l'occasion - occupe une place de choix dans son corpus ; il n'est qu'à voir auprès des éditeurs militants le nombre d'ouvrages qui se re-publient sur la question depuis un certain temps.

Sur ce terrain là, combien d'illusions ont été entretenues et le sont encore dont les premiers bénéficiaires ne furent certainement pas les enfants de prolétaires. Au début des années 70, Baudelot et Establet à propos des méthodes dites « actives » ou « non directives » soulignaient qu'elles ne proposent pas d'amener les élèves à un certain niveau de connaissances mais de les rassurer moralement par la mise en confiance et l'affection.

Cinquante ans plus tard et libérés des carcans d'un enseignement trop rigide, ce même pédagogisme mis au service d'une nouvelle organisation des processus de travail produit des élèves prétendument « autonomes » pétris de « savoir être »,



prêts à « s'auto-stimuler » tout le long de leur vie et de leur carrière professionnelle. Joli retournement. A l'autre bout de la chaîne, dans les écoles élémentaires des Réseaux de l'Éducation Prioritaire, l'institution promeut les activités et les méthodes occupationnelles à moindre coût. Les dispositifs et projets en cascade comme la « lutte contre les écrans », la « co-parentalité » (1), etc... occupent le devant de la scène tout en stigmatisant dans une ambiance divertissante, de centre aéré, des populations reléguées. Cette culpabilisation bienveillante est d'autant plus abjecte que la reproduction du modèle familial bourgeois en milieu prolétarien est bien souvent hors de portée, a fortiori en temps de crise.

Du reste, il est piquant de noter qu'aujourd'hui comme hier, nombre de rétrogrades se fourvoient lorsqu'ils prêtent à la pédagogie vertus et défauts dont on ne saurait la tenir pour responsable. Et ce n'est pas sans raison si ce sont des praticiens « tout terrain » tels Fernand Deligny ou Makarenko qui lui portèrent parfois la critique la plus implacable : « De la science pédagogique je pensais avec colère : depuis combien de millénaires existe-t-elle ! Quels noms, quels esprits étincelants : Pestalozzi, Rousseau, Natorp, Blonski ! Que de livres, que de papiers, que de gloire ! Et cependant le vide, le néant, pas moyen de venir à bout d'une jeune gouape, ni méthode, ni instrument, ni logique, absolument rien. Une "espèce de charlatanisme" (4).

Pédagogie et mouvement ouvrier

Maintenant, au delà de l'activité commerciale que génère aujourd'hui la pédagogie, à titre d'exemple il suffit d'observer la recrudescence des établissements privés ou non se réclamant des précautions de la doctoresse Montessori (5), et sans s'étendre plus longuement sur ses prétentions scientifiques, reconnaissons qu'il

lui arriva parfois d'apporter sa contribution à l'émancipation humaine en général et à celle du prolétariat en particulier. Lorsqu'elle s'adossa au mouvement ouvrier révolutionnaire, alors, elle prit son sens. Englobée dans un processus de bouleversement social la dépassant, elle s'en nourrissait en retour. C'est là l'intérêt que l'on peut trouver aux différentes expériences que menèrent chacun à leur manière Ferrer, Makarenko, Freinet et bien d'autres... S'il y a nécessité de repenser un projet éducatif pour le prolétariat, ce sera celui du dépassement de l'école en tant que lieu infantilisant, séparé de la production et de la société en général. Ce ne pourra être qu'un projet qui vise dans et par sa pratique à l'abolition de la séparation entre activités manuelles et intellectuelles. Mais avant cela, c'est à la refondation de notre propre camp de classe que nous devons nous atteler et sur ce terrain là, il n'y a pas non plus de solution clé en main...

**Un travailleur de la reproduction sociale,
Boulogne-sur-mer, le 19.06.19**

URGENCE AUX URGENCES!

« ...C'est pas bien, ça entraîne une surcharge de travail pour les autres. En réalité en faisant cela, on accroît la fatigue des autres.. » A. Buzyn ministre des solidarités et de la santé à l'encontre de personnels des Urgences qui ont « dévoyé » les arrêts maladie.

Un mouvement qui s'organise

Mi mars, le service des urgences de Saint Antoine entre en grève avec des moyens affaiblis, en effet beaucoup sont réquisitionnés et assurent leur fonction. A partir du 15 avril, 25 services d'urgences des hôpitaux de Paris (AP-HP) se mettent en grève « illimitée » pour dénoncer des conditions de travail « insupportables ». Fin mai, une Assemblée Générale se tient à Paris à la mutualité : plus d'une centaine de mandaté-e-s ou observateur-e-s, venu-e-s de toute la France, décident de coordonner les actions et de mettre en commun des revendications, malgré des problématiques parfois différentes. Une soixantaine de collectifs sont alors répertoriés. Ils créeront une association nationale avec un bureau : « le collectif Inter-Urgences », permettant une présence légale lors de discussions ou négociations. Jusqu'alors les collectifs de personnels des urgences n'étaient que tolérés par les administrations locales, sous la pression des salarié-e-s en lutte et des autres syndicats d'établissements. Ce « collectif Inter-Urgences » prend place dans le paysage aux côtés de la CGT, FO et SUD qui soutiennent les salarié-e-s en lutte. Ainsi, il appellera à une journée de mobilisation pour le 6 juin devant le ministère de la Santé à laquelle s'associeront les syndicats. Toutefois aucun appel à une grève nationale de toute-s les hospitalier-e-s ne sera diffusé. Une réticence de la part de collectifs de base qui craignent que leur lutte ne se dilue dans un ensemble de revendications hospitalières. Ce sont les syndicats CGT FO SUD qui appelleront, sans le collectif, l'ensemble des personnels à se mobiliser pour le 11 juin. Devant le ministère, point de ministre pour recevoir des délégations. Elle était au Sénat où son projet de loi « Ma santé 2022 » était adopté. Loi censée mieux organiser le système de santé et réduire les inégalités de soins, mais qui de fait permet au gouvernement de poursuivre son offensive d'austérité et de privatisation des hôpitaux. A noter, que le 15 juin c'était le « collectif national de défense des hôpitaux et maternités de proximité » qui appelait à descendre dans la rue.

« Pas bien »

Ainsi s'exprimait sur France Inter le 4 juin, Agnès Buzyn, la ministre de la santé, évoquant le personnel de nuit des urgences de Lariboisière qui s'est mis en arrêt maladie collectivement le même jour. Surprise par l'ampleur de la grève, que pouvait elle dire d'autre sur ce mouve-

ment qui s'étend dans les urgences quand son président déclare garder « le cap » sur ses réformes ? « Madame la morale », crie au scandale contre les personnels grévistes qui ont « dévoyé » ce qu'est un « arrêt de maladie ». La ministre pensait-elle rallier à elle l'opinion par cette dénonciation et dresser les collègues, les patient-es et leur famille contre ces « irresponsables » ? Elle, qui se permet, après trois mois de lutte, de résumer sur BFM-TV, les revendications à une simple histoire de prime : « je comprends que ce soit une reconnaissance. Mais quand la préoccupation n'est purement que salariale alors que ça dysfonctionne... » Des propos offensants et méprisants, ignorant les autres revendications portées par les salarié-es. Les personnels en lutte, demandent certes une revalorisation de 300 euros pour la pénibilité et la dangerosité du travail aux urgences, mais aussi la création de 10 000 postes d'infirmier-es et aides soignant-es dans les hôpitaux ainsi que l'ouverture de lits en aval pour les patient-e-s devant être hospitalisé-e-s après leur passage aux Urgences. Rappelons qu'en 10 ans, plus de 100 000 lits ont été fermés grâce à « la planification de l'offre des soins ». Sous le précédent gouvernement socialiste, Marisol Touraine ministre - affaires sociales et de la santé - a demandé aux hôpitaux publics de réaliser plus de 3 milliards d'économies de 2015 à 2017, soit 16 000 fermetures de lits. A l'AP-HP ces économies ont porté aussi sur les personnels : 2353 emplois statutaires supprimés, remplacé-e-s par 1200 contractuel-le-s. Dans le même temps la fréquentation des urgences n'a cessé de croître : elle a doublé en 20 ans passant de 10 millions à 21 millions.

La crise des urgences illustre la crise que traverse l'hôpital public. Les services d'urgences pallient à l'incapacité de la médecine libérale à assurer une permanence des soins hors hôpital. Elles accueillent les patient-e-s venant de psychiatrie, des EHPAD -Établissement d'Hébergement Personnes Âgées Dépendantes- ou des hôpitaux de proximité, qui, faute de moyens et de personnels, ne peuvent plus prodiguer les soins appropriés. Dans l'hôpital, les urgences saturées ne peuvent plus prendre en charge correctement les patient-e-s, puis les orienter rapidement vers les services faute de lits disponibles. Ces situations ont conduit aux décès de patientes à Lariboisière en Décembre, puis à Rennes peu après ou encore au CHU de Reims en Mars. Des situations produites par la politique d'austérité dite « de modernisation » poursuivie par A.Buzyn.

Surdité et mépris du gouvernement

Le scandale est dans l'attitude du gouvernement et la surdité de la ministre qui n'ont apporté aucune réponse à ces personnels en souffrance. Pour masquer les causes du problème, la ministre dénonce les conséquences en s'en prenant aux personnels qui ont « dévoyé » l'arrêt de maladie et de ce fait aggraveraient les conditions de travail de leurs collègues. Or, depuis des années, les personnels de l'hôpital, de la psychiatrie, des EHPAD ont tiré la sonnette d'alarme sur le manque de personnels, de moyens et les conséquences néfastes pour eux/elles et les patient-e-s. Syndicats, maires et population ont aussi eu à se mobiliser contre ces politiques qui tendent à rationaliser, mutualiser et fermer lits et hôpitaux de proximité sans que les gouvernements successifs ne changent « de cap ». Les alertes n'ont pas manqué : l'année dernière au Rouvray, en psychiatrie, des salarié-es et militant-es syndicaux ont fait 15 jours de grève de la faim, au Havre, les personnels ont squatté le toit des urgences. Le scandale est que malgré tout ces signaux de détresse, la ministre et le gouvernement, persistent dans leur politique. Las de ne pas être considéré-e-s et entendu-e-s, en usant des arrêts maladie, les personnels n'ont rien dévoyé, ils ont juste usé de leur « droit de retrait » n'en déplaise à la ministre.

Depuis deux décennies, malgré la dégradation de leurs conditions de travail, les personnels hospitaliers même en nombre restreint tentent d'exercer correctement cette permanence de soins qu'est censé offrir l'hôpital. Le scandale est que, les personnels, pour maintenir ce service public travaillent sans la considération de leur administration qui les essore toujours plus au mépris de leur santé physique et psychique ce qui, dans les cas extrêmes a conduit à des suicides. « Nous sommes à bout physiquement et psychologiquement. Nous sommes confrontés à des pathologies différentes : problèmes de sommeil, de stress, de maux de dos, d'hyper tension etc » témoigne un infirmier du collectif Inter-Urgences. En face d'eux, sous l'œil des Agences Régionales de Santé, les agents ne trouvent que l'aveuglement des directeurs et des managers d'hôpitaux absorbé-e-s par l'application des directives ministérielles.

L'hôpital public n'est pas une usine, ou une clinique privée qui après préavis de grève arrête tout travail. Là les personnels sont dans l'obligation d'assurer la continuité d'accueil et de soins, avec un nombre

Luttes sociales



de personnels restreint calqué sur les jours fériés ou week-end. Cette situation freine, casse ou décourage le peu de résistance qui pourtant existe. Il arrive que ces agents assigné-e-s les jours de grève soient plus nombreux que les autres jours. Ce qui les a parfois amené avec leurs syndicats à se déclarer en grève pour être en nombre !

Et la ministre de s'étonner devant un micro : « ...en général les soignants en grève viennent soigner avec un brassard pour assurer la continuité des soins ». On comprend pourquoi la ministre, le gouvernement, ne prêtent attention aux revendications des salarié-e-s. Grève ou pas grève ils s'en tapent : le travail sera fait ! D'autant plus, que certains syndicats accompagnent ces réformes tandis que ceux qui les refusent ne donnent pas aux salarié-e-s les moyens de se coordonner dans leurs luttes éparses et isolées. Il en fut ainsi lors de la tentative de coordination des personnels de psychiatrie. Celle-ci fut freinée et étouffée par les bureaucraties aux dépens y compris de leurs propres militant-e-s syndica-le-ux.

De pressions en répression.

Après avoir usé de pressions moralisatrices et culpabilisantes, d'intimidations avec la convocation de militant-e-s et grévistes chez des directeurs... il semble que la ministre, ait choisi la répression. Ainsi à Lons le Saunier, c'est la gendarmerie qui a porté les ordres de réquisition aux personnels. Cette procédure de temps de guerre dépend du préfet ou de plan de grande urgence. Certes cela est légal mais

disproportionné dans le cadre du mouvement des Urgences. Souvent les cadres hospitaliers distribuent les assignations dans les services, en main propre, à la personne contre sa signature en prévision de grève. L'agent ne peut s'y soustraire. Il est vrai que d'envoyer des gendarmes pour remettre les réquisitions donne plus de solennité à l'ordre. Après ses mensonges sur le pseudo saccage de l'hôpital par des Gilets Jaunes et black blok, Castaner ministre de la police, s'est rendu à la Pitié-Salpêtrière. Les CRS ont enlevé les banderoles du personnel en grève sur demande de la directrice. « On a été mis à l'écart, il ne fallait pas qu'on nous voit avec nos brassards - en grève - ni qu'on apparaisse dans le champs des caméras » témoignait un gréviste.

Le pouvoir privilégie ces réponses d'intimidation immédiates voire répressives avec recours aux forces de l'ordre : police, gendarmes, militaires contre tout mouvement social qui conteste ses réformes ou sa politique. Aujourd'hui, si le mouvement grandit et s'installe dans la durée, les gendarmes ne pourront être la réponse attendue par les grévistes en arrêt maladie ou pas.

Le point positif contre cela est le nombre de service en grève (121 le 18/06) et la centaine de contacts avec des services d'urgences. Comme le dit C. Lafarge du collectif Inter-urgences : « nous avons tous les mêmes problèmes, cela fait toujours peur de se lancer, mais avec le collectif cela fait moins peur ». Ce qui est à craindre est que ce mouvement ne se limite qu'aux seuls services d'urgences alors qu'à l'évidence c'est à l'ensemble des personnels

hospitaliers mais aussi de la psychiatrie et des EHPAD de réagir tous ensemble dans une coordination nationale et autonome.

A la proposition d'A Buzyn d'octroyer une enveloppe de 70 millions, le collectif Inter Urgences a annoncé poursuivre la grève, jugeant la réponse « insatisfaisante ». Cette somme ne représente que 0,08% du budget hospitalier -82 milliards-, dont 15 millions pour remplacer les effectifs paramédicaux (Infirmières, aides soignantes...) et ne peut répondre à la crise des Urgences. Ce coup de pouce, ne représente qu'1 personne de plus pendant 60 jours par service d'accueil. La prime proposée ne serait que de 80 ou 100 euros -en brut-. Le collectif, qui "remercie la ministre pour son geste", rappelle ses revendications: "zéro hospitalisation brancard", "10.000 emplois supplémentaires" "300 euros d'augmentation de salaire".

Comme les Gilets Jaunes, il faut que les hospitalier-e-s prennent des chemins de traverse avec ou hors syndicats mais autonomes pour se faire entendre et faire reconnaître leurs revendications. Ce mouvement doit s'étendre, s'amplifier sortir des Urgences pour devenir un outil pour tous les salarié-es de la Santé. Pour faire reculer cette politique de casse de la Santé, nous devons aussi être solidaires et à leur côté.

MZ Caen 18 06 2019

Mardi 4 juin, jour de l'Aid El Fitr (fête pour célébrer la fin du ramadan), le préfet du Nord Michel Lande a décidé d'envoyer ses pandores (plus de 400!) pour expulser un squat de migrants en plein cœur du quartier populaire lillois de Moulins (1).

A Lille, évacuation du squat « 5 étoiles »

Au petit matin, les rues adjacentes ont été complètement bouclées tandis que les migrants se sont retranchés dans le squat avec un cordon de militants solidaires devant pour ralentir l'intervention policière. 9 personnes ont été interpellées sans ménagement et jetées dans les geôles du commissariat de Lille pour une garde à vue de 36h. Pour les migrants, le « tri administratif » s'est effectué : les demandeurs d'asile ont été envoyés en bus dans des multiples centre d'accueil (CAO, CAES, etc), les mineurs sont partis dans les foyers du coin mais pour une courte durée sans réelle solution à long terme tandis que les déboutés ou sans-papiers ont été enfermés dans les CRA (centre de rétention administrative, des prisons !). Bref l'éparpillement et l'enfermement comme seul horizon d'attente.

Le squat des 5 étoiles existait depuis octobre 2017. Ce n'était bien sûr pas un hôtel de luxe mais il permettait un point de rencontre et de solidarité entre migrants mais aussi avec les collectifs et les associations d'aide aux réfugiés comme le collectif des Olieux (2). 200 personnes y vivaient dont une bonne partie justement sont issues de la lutte du « jardin des Olieux » qui a eu lieu en 2016 : lutte de mineurs sans-papiers et isolés dont l'État et en l'occurrence le Département (et son aide sociale à l'enfance) se devaient de protéger, mais n'ont rien fait. Ainsi depuis 2017, des combats judiciaires se sont multipliés pour obtenir des conditions de vie plus humaines dans ce hangar industriel squatté, appartenant au bailleur social Partenord Habitat... Mairie et département ont été mis devant leurs responsabilités et quelques améliorations ont été apportées notamment au niveau de l'accès à l'eau et aux sanitaires. Mais rien de bien glorieux, qu'on se le dise. Quant à la scolarisation, elle était assurée dans les établissements alentour. Mais voilà que l'État casse tout et brise ces solidarités.

Cette expulsion a été des plus cynique quand on sait qu'elle a précédé de 48h, une décision judiciaire de maintien du squat « faute de mieux » pour une durée de trois ans. En effet, faute d'hébergement pérenne, des avocats lillois militants avaient demandé un prolongement de l'occupation et obtenu une audience en mai où les migrants ont pu s'exprimer sur leurs conditions de vie difficile tout en demandant de rester ensemble pour mieux tenir justement.

Le préfet du Nord outrepassa la justice ... pas très républicain tout ça !

« Nous nous souviendrons longtemps de la dignité de nos clients, lors de l'audience du Juge de l'exécution, le 9 mai dernier. Ils étaient venus en nombre demander justice. Ils étaient entrés en silence dans la salle d'audience, s'étaient assis, attentifs à tout, marquant un respect évident pour l'institution judiciaire qui les a écoutés. Cette dignité et ce respect vous ont manifestement fait défaut, ce 4 juin 2019. En ordonnant une expulsion 2 jours avant un délibéré portant précisément sur cette question, vous, représentant de l'État dans le Département, avez bafoué le principe de l'effectivité du recours en justice. Cette expulsion intolérable démontre un rare mépris pour l'institution judiciaire et le travail des juges, ainsi qu'une profonde indifférence pour nos clients qui ont eu l'illusion de croire en l'effectivité de cette justice. » ainsi s'expriment les deux avocats qui défendaient le maintien du squat dans une lettre ouverte au Préfet. On retrouve toute la froideur et le cynisme de l'institution qui applique la politique de la terre brûlée, pratiquée tous les jours et depuis des années à Calais par exemple. Depuis l'évacuation de la première jungle par Eric Besson (ministre de l'intérieur) en 2009, alors que le centre de la croix rouge de Sangatte avait été fermé en 2002 par Sarkozy, le logiciel n'a pas changé et il est utilisé à droite à gauche et au centre. Qu'importe ! Quelle réponse donner à cette tactique ? Comment reconstruire un rapport de force face à une xénophobie rampante ? Pour l'instant, peu de réponses émergent.

La gestion du logement : migrant, demandeur d'asile, réfugié. Pas de logement pour tous

Il manque clairement de logement, un demandeur d'asile sur deux seulement est logé dans le dispositif national d'accueil, les autorités cherchent à en abriter plus mais en chassant les autres migrants qui ne sont pas dans cette situation. Ainsi, sur l'ensemble du territoire, les associations qui gèrent des Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) ou des Hébergements d'urgence des demandeurs d'asile (Huda) reçoivent depuis mars et la fin de la trêve hivernale des instructions de fin de prise en charge des per-

sonnes qui sont devenues réfugiés ou qui ont été déboutées. Le délai laissé par l'État est de 3 mois. Ensuite les financements seront coupés. Aux associations de trouver d'autres lieux d'hébergement, or le 115 et les hébergements d'urgence sont structurellement saturés. La situation est particulièrement tendue en région parisienne, où plus de 9 000 migrants étaient hébergés, indépendamment de leur situation administrative selon le principe de l'inconditionnalité de l'accueil, dans un dispositif spécifiquement francilien, les Centres d'hébergement d'urgence pour migrants (Chum). Mais, depuis le 1er janvier, ces Chum sont transformés en Huda, qui, eux, ne reçoivent que des demandeurs d'asile. Au moins 20 % des publics hébergés en Île-de-France, soit 1 800 personnes, vont devoir quitter les hébergements. Sont concernés des migrants sans titre, des déboutés du droit d'asile, des dublinés, qui sont censés faire leur demande d'asile dans un autre pays d'Europe. Mais aussi de nombreux réfugiés, qui, faute de places suffisantes en Centres provisoire d'hébergement ou en logement social, se retrouvent en hébergement d'urgence.

A cela s'ajoute un principe d'orientation directive des demandeurs d'asile dans les régions françaises d'hébergement depuis la nouvelle loi Asile et Immigration. Là encore l'objectif est d'éloigner les personnes de l'île de France. Ainsi, si les personnes ne respectent pas l'affectation géographique de l'hébergement prévu, ils peuvent perdre l'Allocation de demandeur d'asile (Ada, 6,80 € par jour). On arrête pas le progrès social et humanitaire.

Fabien, OCL Lille

1) Nous avons déjà parlé de ce lieu dans un numéro de CA antérieur. Voir notre site internet pour plus d'infos

2) Voir leur site internet : <https://olieux.herbresfolles.org>





chroniques du contrôle et de la répression

Big Brother

Bilan de la gendarmerie concernant les opérations d'évacuation de la ZAD de Notre dame des landes

Le quotidien «Le Télégramme» de Brest a pu consulter un document de la gendarmerie sur la stratégie mise en place et le bilan à NNDL un an après la fin de l'évacuation de la ZAD.

Qu'y apprend-on?

L'intervention (commencée en février 2018 par la réouverture à la circulation de la «route des Chicanes», puis par l'évacuation des occupants illégaux en avril 2018) a été préparée un an à l'avance! La mission a été confiée, en concertation avec la préfecture de Loire-Atlantique, au Centre de planification et de gestion de crise (CPGC) de la gendarmerie. Cette unité, projetable rapidement et en tout lieu, est activée pour gérer les crises majeures sur le territoire national et en opérations extérieures, et préparer les grands événements (G7, Coupe du monde de football, etc.). Qu'on se le dise pour cet été contre la tenue du G7 à Biarritz...

Afin de ne pas répéter l'échec cuisant de 2012 où les zadistes n'avaient été délogés que temporairement, la gendarmerie a proposé de gérer et de mener seule la nouvelle opération afin d'éviter les problèmes de coordination avec la Police Nationale. Le statut militaire des gendarmes impliquant une grande amplitude horaire de travail possible, l'inexistence d'heures supplémentaires à payer par l'Etat et une formation commune a plaidé en leur faveur. Le gouvernement a donc accepté.

Une évidence: Les gendarmes effectueront un gros travail de renseignement préalable, sur la configuration géographique et sur le profil de leurs futurs adversaires.

En 2012, près de 2000 gendarmes et policiers avaient été déployés. Cette fois-ci, le recours à plus de 3000 gendarmes a été envisagé, dont 40 escadrons de gendarmerie mobile (sur 109), soit l'équivalent de l'ensemble des escadrons mobilisés chaque jour sur tout le territoire national! Hélicoptères, drones, blindés (une trentaine, dont la moitié en réserve, stationnée à Angers), unités spécialisées (dégagement d'obstacles, antenne du GIGN de Nantes, observation et imagerie légale...), officiers de police judiciaire sont également mobilisés. Au final, «seuls» 24 des 40 escadrons interviendront (1800 gendarmes mobiles). Chaque unité déployée sur le terrain passera préalablement par un sas, pendant 24 heures, pour recevoir un ultime «pack formation» (cadre légal, manœuvres prévues, rappel des règles, emploi des grenades, tronçonneuses et disques, etc.).

Aucune unité ne sera déployée la nuit afin d'économiser les moyens de la gendarmerie. Cette décision impliquait de rentrer (et sortir) chaque

jour en force et en nombre, pour libérer les axes, protéger les huissiers qui désignent les objectifs et procèdent aux expulsions, et les concourants (conducteurs engins de chantier, démolisseurs qui doivent emballer les meubles/objets récupérés dans les habitations, etc.). Ainsi 3 phases se succéderont: une offensive massive tous les matins (par des itinéraires différents), à une heure où les adversaires sont peu mobilisés; une occupation du terrain pendant une quinzaine d'heures et un retrait très dangereux car progressif (sous le «feu» des adversaires qui préparaient ce moment toute la journée), via des itinéraires chaque jour différent (commandés par le sens du vent). Pendant les quatre premiers jours, les opérations débutent à 2h du matin et se terminent après 22h.

La stratégie était évidemment de casser le moral des zadistes en détruisant tous les matins les barricades qu'ils érigeaient la nuit grâce aux blindés de la gendarmerie qui feront ici leur réapparition en métropole avant d'être réutilisés contre les grandes manif des Gilets Jaunes.

A 2 reprises, les unités de gendarmerie ont été survolées par un drone. Un a pu être capturé grâce à l'utilisation d'un bâton anti-drone qui immobilise en vol le drone visé, jusqu'à épuisement de sa batterie.

Les forces de gendarmerie ont rempli l'objectif qui leur était fixé: détruire les 39 squats (sur 97) désignés. Entre janvier et fin mai 2018, 16000 grenades ont été utilisées, dont 4000 GLI-F4/GM2L (lacrémogène et assourdissante), et 400 tirs de LBD ont été effectués (lanceurs de balles de défense en caoutchouc). Les seules munitions représentent une enveloppe de plus de 700000€.

«On pensait que cet usage de munitions avait été énorme», rapporte un officier supérieur. Mais ça, c'était avant le mouvement des gilets jaunes. Ce chiffre de 16000 grenades en quelques mois correspond à ce qui a été tiré... en une seule journée, lors de la manifestation des gilets jaunes du 1er décembre 2018 (14500 grenades, 1300 tirs de LBD)!

Cette opération militaire a fait 430 blessés (130 gendarmes - dont 4 graves -, 300 zadistes dont des traumatismes sonores, polycrâniage et une main arrachée).

Un mois après la fin de l'opération, ce retour d'expérience donnait lieu à la création d'un «exercice NDDL» qui est depuis systématiquement proposé aux forces mobiles et gendarmes qui viennent se former et/ou se recycler (tous les 30 mois pour les mobiles) dans leur centre national d'entraînement.

Source: Le Télégramme du 2 juin 2019

Procédure de contestation d'une amende forfaitaire pour manifestation interdite

Cette infraction réprimée par l'article R.644-4 du Code Pénal est celle qui a été la plus utilisée contre les Gilets Jaunes. Le procédé qui suit a été élaboré à Bordeaux par un avocat.

Cette contestation est basée uniquement sur le droit. A aucun moment, elle ne tend à prouver que la personne amendée ne participait pas à la manifestation.

Elle veut démontrer qu'aucunes des conditions prévues par le Code Pénal n'étant réunies pour fonder l'interdiction de manifestation sur la voie publique, la contravention de 135 € s'en trouve parfaitement inapplicable, en vertu des dispositions des articles de ce même Code Pénal.

C'est aussi un acte politique pour rétablir le droit, aujourd'hui bafoué, de manifester et de revendiquer ses opinions dans l'espace public.

Pour toute autre forme de contestation, sachez qu'il faudra joindre à votre

courrier des preuves et des témoignages avec attestation (n'oubliez pas d'y joindre la photocopie de votre carte d'identité).

Comme indiqué sur l'avis de contravention, vous avez 45 jours pour contester cette amende. Si vous décidez de la régler, plus aucune contestation n'est possible. Si vous la contestez, vous n'effectuez pas le paiement. Pour contester l'amende, cochez le «cas 3» en bas de la page au dos de votre amende. Dated et signez cette page. Joignez-y votre courrier en adaptant à votre cas particulier le modèle dont vous retrouverez le lien sur le blog du clap33. Envoyez le tout en recommander avec accusé de réception à l'adresse indiquée sur votre PV.

Source: clap33.over-blog.com

Big Brother



Brother



Les lobbies de l'armement en Europe

Les industries de l'armement ne se sont jamais aussi bien portées en Europe. Le «Fonds européen pour la défense» pourrait être multiplié par 22 pour la période 2021-2027, pour atteindre 13 milliards d'euros. Et ce, malgré les scandales liés aux exportations d'armes européennes vers des zones de conflits, comme le Yémen. Les députés européens fraîchement élus seront amenés à valider cette impressionnante explosion budgétaire.

Ces 13 milliards serviront à poursuivre des recherches sur des «technologies de rupture» militaires, comme les drones ou des armes incendiaires, «dont l'application peut radicalement changer les concepts dans le domaine de la défense et la manière de conduire des opérations de défense» (d'après le parlement européen et financeront les entreprises fabricantes d'armes pour développer ces projets «pilotes».

Cette multiplication par 22 du budget est en grande partie liée aux pressions des lobbies des industries de l'armement sur le parlement européen. Le «Fonds européen pour la défense» a été mis en place en 2016 suite aux recommandations d'un «Groupe de Personnalités», dont au moins sept des seize membres étaient issus de l'industrie de l'armement. Le premier budget du fonds s'élevait à 590 millions pour 2017-2020.

La Commission européenne a insisté sur les bénéfices d'un tel investissement pour la croissance européenne et la création d'emplois! Le Réseau européen contre le commerce des armes (Enaat) nuance cet argument: il a calculé que les emplois du secteur de la défense ne représentent que 0,6% des emplois totaux dans l'économie de l'UE en 2016 (hors secteur non marchand et financier). L'organisation indépendante montre également, sur la base d'études, que l'investissement dans les dépenses militaires ont un impact neutre, voir négatif, sur l'économie d'un pays.

A ma connaissance, ce problème n'a pas été abordé en France dans la dernière campagne politique des élections européennes...

Source: Bastamag.net

Armes françaises au Yémen

Un rapport d'une quinzaine de pages révélé le 15 avril 2019 par le nouveau média d'investigation français en ligne «Disclose», qui dit l'avoir reçu en octobre 2018, aurait été rédigé le 25 septembre 2018 par la direction du renseignement militaire. Il répertorie notamment les armes vendues par la France qui seraient déployées par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen, théâtre d'une guerre qui a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils.

La justice française a ouvert une enquête fin 2018 pour «compromission du secret de la défense nationale» après la transmission à Disclose d'une note classée «confidentiel défense», évoquant l'uti-

A Lisieux, la justice a annulé des poursuites contre des Gilets Jaunes

«C'est une première depuis le début des manifestations des Gilets jaunes», explique maître Raphaël Kempf, venu mardi 4 juin 2019, avec son collègue parisien Xavier Sauvignet, défendre au tribunal de Lisieux, trois Gilets Jaunes qui avaient été interceptés au péage de Cricqueville-en-Auge (Calvados), le 8 décembre 2018. Dans le véhicule, les trois hommes avaient des scies, des casques, des gilets jaunes et des protections. Interpellés, ils avaient été placés en garde à vue. Les deux avocats avaient plaidé aussitôt la nullité des deux procédures. Pour Maître Kempf: «Les réquisitions du procureur pour le contrôle d'identité comme pour la visite du véhicule n'étaient pas justifiées et attentatoires à la vie privée.» Il s'agit «d'un pouvoir disproportionné». Il s'appuie sur l'article 78-2-2 du Code de procédure pénale pour défendre que: «Le procureur doit démontrer que dans la zone et à l'heure des contrôles, les infractions qu'on re-

cherche (liés aux armes, explosifs, vol ou recel) sont constituées. Il faut établir ce lien référence à un historique similaire ou à une infraction préalablement commise.» Pour lui, à l'évidence, ces conditions n'avaient pas été respectées à la barrière de péage. De même, concernant la garde à vue, pour Maître Sauvignet: «Il y avait une nécessité de la justifier par rapport aux faits commis ou qu'ils auraient tenté de commettre. Il s'agissait d'une participation à un acte préparatoire à une manif non autorisée. En la matière, on est sur la base d'une infraction qui n'existe pas. Les griefs sont emportés par ce vice de procédure initiale.» Le procureur a rejeté les deux moyens de nullité, mais le tribunal a jugé que «les réquisitions du parquet étaient attentatoires aux libertés individuelles et non motivées» et prononcé la nullité de la procédure.

Source : Lemonde.fr

Le Maire de Reims pris la main dans le sac!

Lors de la mobilisation de l'acte XXVII des GJ à Reims (voir CA 291), des policiers municipaux ont participé activement au maintien de l'ordre. Des images, des photos, des témoignages le prouvent! Le soir même, le Maire de Reims félicite sur Facebook «les forces de l'ordre, police nationale comme police municipale, qui ont été mobilisées pour maintenir l'ordre». Mais une circulaire de 2011 du ministère de l'Intérieur a le mérite de la clarté, en ce qu'elle est «relative à l'interdiction des missions de maintien de l'ordre aux agents de police municipale». On y lit notamment que la convention, passée entre une municipalité et une préfecture s'il existe une police municipale dans la ville, doit stipuler, «dans une clause spécifique» qu'«en aucun cas il ne peut être confié à la police muni-

cipale de mission de maintien de l'ordre». La convention type proposée en annexe du code de la sécurité intérieure comporte bien cette phrase. Le maire de Reims et son adjoint à la sécurité (le «Pasqua Local») l'ignoraient. Le lendemain, ce beau monde rétro-pédale. Les policiers municipaux se seraient fait caillasser, «il leur a alors été demandé de se protéger et de rejoindre la police nationale pour ne pas se sentir isolés.» Du grand guignol! A noter que la police municipale de Reims est constituée en partie par des cow-boys ayant raté l'examen d'entrée à la police nationale et est le fleuron des partisans de Le Pen sur la ville.

Source: liberation.fr

de Marseille-Fos. Prévenus, les dockers CGT ont refusé de charger en réaffirmant: «Les Ouvriers Dockers CGT du Golfe de Fos ne chargeront aucune arme, aucune munition pour quelle guerre que ce soit».

Rappelons que Macron a déclaré le 9 mai «assumer» la vente d'armes françaises à l'Arabie Saoudite, assurant avoir la «garantie» qu'elles «n'étaient pas utilisées contre des civils» au Yémen!

Sources : L'OBS, lemonde.fr, ...

Big Brother



MOBILISATIONS AU PAYS BASQUE EN AOÛT

CONTRE LE G7 ET SON MONDE MORTIFÈRE

Voici le dernier volet (1) de présentation de l'anti-G7, qui se déroulera du 21 au 25 août, alors que le sommet des 7 puissances économiques mondiales (2) battra son plein du 24 au 26 août dans la station balnéaire de Biarritz, bunkérisée pour ce raout. Sûr que des anti-capitalistes et anti-autoritaires viendront massivement appuyer les forces locales qui, ici, s'organisent au mieux pour dénoncer ce sommet, voire tenter de le perturber.



1- Trois articles sur le sujet ont déjà été publiés dans *Courant Alternatif* (numéros 288, 290, 291)

Le G7 est une pure opération de propagande, indécente, à la gloire des pays les plus riches et dont les coûts financiers sont faramineux. La présidence est française dans un contexte de fortes tensions sociales. L'hypocrisie des gouvernants est totale : le G7 affiche cette année un programme de "lutte contre les inégalités" et pour la protection de l'environnement, accompagné d'un discours cynique sur l'écoute de la société civile". Tout cela à mille lieues donc de la politique réelle des Etats qui ont pour rôle de passer les compromis les plus favorables aux intérêts du capitalisme et sont donc directement responsables

des maux qu'ils prétendent combattre.

Petit rappel des épisodes précédents. Une plateforme pour ancrer l'anti G7 dans la réalité du Pays Basque, territoire spécifique qui revendique sa souveraineté, a été signée en septembre 2018 par 45 organisations politiques, syndicales, associations, collectifs du Pays Basque nord. Les objectifs : mobiliser contre le G7 et ouvrir sur des luttes communes à l'avenir ; promouvoir un autre monde, un autre projet de société ; perturber le G7. Les modes d'action envisagés : bataille des idées, manifestations de masse, actions de désobéissance civile.

Des liens étroits existent dès le début avec le Pays Basque sud où des plateformes et groupes locaux se sont constitués dans les capitales des quatre provinces et un peu partout. Sous l'impulsion d'Attac, 27 associations et syndicats ont signé une plateforme propre au niveau hexagonal. Une coordination régulière est établie entre toutes ces plateformes. Ambazada, lieu de rencontres internationales installé à la ZAD de NDDL et à la construction duquel ont participé de nombreux-ses camarades basques, organisera sa semaine intergalactique annuelle au Pays Basque à partir du 21 août.

Il est possible que ce soit aussi le lieu et la date de ralliement de l'Assemblée des Assemblées des Gilets jaunes. Evidemment, des militant.es anticapitalistes de toutes les régions et de tous les pays viendront participer à l'opposition au G7.

Au programme de l'anti G7

Des conférences, débats, constructions de résistances se dérouleront à l'initiative de nombreux mouvements, associations, syndicats du Pays Basque et d'ailleurs. L'anti G7 se veut être un point de convergence important des combats qui ont marqué l'année et de construction des futures mobilisations. Sept thématiques sont retenues :

- * Rompre avec la logique capitaliste basée sur l'exploitation ;
- * Construire les alternatives à partir du féminisme : en finir avec le patriarcat et la division sexuée du travail ;
- * Mener des actions déterminées contre le dérèglement climatique et en faveur de modes de vie respectant et préservant les écosystèmes ;
- * Construire un monde des peuples, basé sur la solidarité entre les peuples, l'anti-impérialisme et l'internationalisme ;
- * oeuvrer à la démilitarisation des relations internationales ;
- * Lutter pour la liberté des peuples, garantie de la diversité : droits des peuples et nations opprimé.e.s ;
- * droit à l'autodétermination et défense de la diversité culturelle et linguistique ;
- * Lutter pour l'égalité, contre l'autoritarisme. Pour le pouvoir de décider démocratiquement de tout ce qui concerne la vie en commun. Contre toutes les formes de racisme ;
- * pour les mêmes droits pour tous- te.s les habitant.es de la planète.
- * Combattre pour l'accueil des mi-



grant.es et contre les politiques anti-immigré.es et. Personne n'est illégal !

- Des manifestations sont prévues : Le 22 juin, il y en a eu une à Saint-Sébastien. Les prochaines seront le 13 juillet à Biarritz, le 24 août à partir d'Irun-Hendaye. Le 25 août, il y aura des rassemblements contre l'interdiction de manifester avec, au-delà des zones rouge et bleue du dispositif de sécurité mis en place autour du sommet de Biarritz, la constitution d'une zone arc-en-ciel.

Des VIP sous haute protection

Pour protéger le sommet dont il assure la présidence, le gouvernement français aura recours à tout l'arsenal policier et judiciaire qu'il utilise pour mater la contestation sociale : un déploiement policier, "inédit, extrêmement lourd" qui sera à la mesure de "la menace" (Macron à Biarritz, le 17 mai). Ce sera un état de siège brutal, destiné à protéger les plus riches de la planète.

Pouvoir sera donné aux forces de l'ordre d'"appréhender au plus tôt ceux qui s'apprêtent parfois à commettre le pire, grâce aux renseignements qui [leur] seront donnés et aux moyens qui seront mobilisés", et ceci jusqu'aux frontières de l'hexagone avec l'aide des polices eu-

2- Le G7 est constitué de ces 7 puissants États : USA, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada

DES CONFÉRENCES "PRÉPARATOIRES" AU G7 AU PAYS BASQUE

Que ce soit sur les inégalités femmes-hommes, les "inégalités territoriales" et sur le thème de la biodiversité et de la protection des océans, toutes "grandes causes mondiales", Macron fait des promesses fumeuses de "coalitions de gouvernements et d'entreprises" en vue d'avoir une vraie stratégie dans ces domaines...

Puisque le G7 a pour fil directeur "la lutte contre les inégalités", les membres du "Comité de valorisation du territoire" (1) ont décidé de faire du sommet un tremplin pour vendre l'image du Pays Basque ("terres d'excellence et d'innovation", comme le qualifie le titre du dossier de presse conçu pour l'occasion (2)), de faire de la pub pour des entreprises locales et de "capitaliser" des retombées économiques qu'ils prévoient substantielles. Aussi ont-ils concocté, en juin, un "forum des solutions" (voilà un titre qui s'affirme positif et efficace) : "Egalité.e.s Femmes/Hommes (avec l'usage totalement déplacé et ridicule de l'écriture inclusive pour estampiller d'une marque de féminisation le terme "égalité" !). L'objectif étant de "porter le message du territoire aux membres du G7 France", le choix a été fait de trois thématiques, présentées dans les locaux de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) (3) : le sport au féminin et les projets pédagogiques du territoire ; la construction de solutions pour lutter contre les violences faites aux femmes ; le leadership au féminin, la parité et le nouveau type de gouvernance. Ce forum collait bien à la logique du G7, célébrant le culte de

l'entrepreneuriat, promouvant la réussite et l'enrichissement de quelques-unes aux dépens de toutes les autres : DRH et PDG étaient les porte-paroles d'un féminisme bourgeois, vantant les initiatives de quelques cheffes d'entreprises, "dirigeantes et engagées" localement au service des intérêts capitalistes.

1- Ce Comité, mis en place en janvier, regroupe divers partenaires institutionnels, organismes économiques et représentants de la "société civile" du Pays Basque Nord

2- 200 vélos à hydrogène ont été achetés par Engie à une start-up sise à Biarritz pour que quelques-uns des 3 500 journalistes qui seront présents puissent se balader écologiquement dans la ville

3 - "CCI KOLABO" et le sigle "G7" barré ont été tagués sur les portes de la CCI ; les ouvertures et l'interphone ont été collés avec du silicone. Des tags anticapitalistes et anti-G7 ont été retrouvés aussi sur la façade d'une agence immobilière.

Dans un autre registre, le site www.g7ezinon.info rapporte que plusieurs actions de sabotage contre des grandes enseignes (Carrefour, Orange, Mc Donald, Zara...) ont eu lieu à Saint Sébastien et Bilbao durant la dernière semaine de mai, "contre le G7 et les symboles capitalistes qui le représentent".

Luttes sociales

3 - Pour comparaison, lors des manifestations des Gilets jaunes à Paris, il y avait 20 avocats en permanence.

4 - Des opposants au G7, à titre individuel, ont même eu une réunion avec le cabinet de la Présidence de la République ...

ropéennes. Pour rappel, 15 000 flics (dont des policiers étrangers) et militaires, 450 sapeurs-pompiers seront mobilisés à Biarritz et dans les environs. Justice et pouvoir exécutif font cause commune : le tribunal de Bayonne se prépare à accueillir un renfort de magistrats pour gérer les comparutions immédiates. Des avocats viendront en nombre pour assister des manifestants. Ils seront de 50 à 70 avocats de permanence, contre 8 en temps ordinaire (3).

Obstacles, contraintes et contradictions Dans l'organisation du contre-sommet, les obstacles sont nombreux et les interdictions contraignantes et liberticides. Les zones d'ombre persistent encore à cette date (23 juin) quant aux lieux exacts des événements et aux infrastructures qui seront disponibles.

Dès la mi-août, Biarritz sera inaccessible (zones rouge et bleue), et les villes de Bayonne et d'Anglet seront interdites de manifestation. Ce sont donc un espace près d'Urrugne, et les villes d'Hendaye et d'Irun qui sont pressenties pour l'organisation de l'anti (alter)-G7. Si la mise en place des installations commencera dès le 19 août, l'anti-G7 proprement dit aura lieu à partir du 21 août.

Mais, il reste encore pas mal de choses à régler. Il faut des espaces pour installer le campement des opposants au G7 et pour parquer les véhicules, mettre en place à Hendaye un village alternatif, avec des animations, des stands, des débats, des concerts..., pouvoir accéder à un bâtiment suffisamment vaste pour accueillir des conférences, bénéficier de transports (navettes) efficaces pour circuler d'un lieu à l'autre... Des pourpar-

lers avec les autorités préfectorales et municipales (4) ont été extrêmement nombreux et sont toujours en cours, et ces "négociations" ont du mal à déboucher.

C'est la quadrature du cercle...

Comment ménager un espace d'expression libre et autorisé contre le G7 sur un territoire qui sera verrouillé et militarisé à l'extrême ? Le préfet a beau prendre des accents de super-démocrate, et répéter publiquement qu'il n'y a "pas de sommet sans contre-sommet", les autorités atermoient, gagnent du temps, mettent sur la table sans arrêt de nouvelles exigences (poste médical avec associations agréées de sécurité civile, payantes ; navettes payantes ; horaires des déplacements...) et n'offrent pas des garanties suffisantes pour des transports et des parkings permettant une mobilité réelle entre Urrugne-Hendaye et Irun, villes qui sont relativement éloignées les unes des autres. Ce serait bien plus simple pour les autorités préfectorales et municipales si les opposants restaient cantonnés sur leur terrain de campement, éloignés de tout et étroitement surveillés !

D'autant que ces négociations qui se voudraient seulement techniques posent des questions de fond qui agitent les participants à la plateforme anti G7. Les discussions avec la préfecture risquent de plus en plus d'apparaître comme une forme de collaboration, et de faire perdre à la plateforme son autonomie politique. D'autant que le préfet non seulement s'emploie à faire traîner les choses, mais qu'il tient un discours dans les médias qui le fait apparaître plein de bonne volonté et attentif à permettre un contre-sommet

"réussi" ; comme s'il se posait, en quelque sorte, en co-organisateur ... Ainsi, les phrases qu'il répète, et qui sont reprises servilement par le maire de Biarritz - "Un sommet du G7 réussi c'est aussi un contre-sommet réussi, qui fait partie du droit d'expression ; (...) cela fera de belles images d'un débat démocratique" - cherchent à transformer l'anti G7 en faire-valoir du G7... La plateforme mesure le risque de se retrouver happée, malgré elle et paradoxalement, dans l'organisation du G7, en tant que "contre-sommet officiel" soutenu par l'Etat, lui octroyant ainsi une image d'ouverture et de fair play. Aussi les anti-G7 de la plateforme se soucient-ils de recentrer très vite les choses pour conserver maîtrise des objectifs et liberté face aux autorités, de définir les lignes à ne pas dépasser, de réaffirmer leur indépendance politique.

Pays Basque, 23 juin

LE "PRÉ-G7 SOCIAL" À PARIS POUR PARLER INÉGALITÉS

La ministre du Travail Pénicaud a accueilli ses homologues des pays riches, les 6 et 7 juin, pour pérorer sur la nécessité de lutter contre les inégalités et pour plaider pour « plus de justice sociale dans la mondialisation ». Outre les ministres des 7 Etats constituant le G7, étaient présentes les organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ; il leur a été expliqué qu'il fallait désormais « veiller à ne pas dégrader la couverture sociale des travailleurs lors des programmes d'aide financière ». Un doux euphémisme quand on sait les ravages causés dans les pays du Sud par le FMI. Par ailleurs, les différents accords de libre-échange contiennent d'ores et déjà un chapitre sur le respect des normes sociales, mais tout le monde s'en moque car il n'a rien de contraignant. Le but de ces cérémonies au sommet, c'est de communiquer sur la mondialisation pour faire taire les défiances. Il s'agit de faire croire qu'elle est susceptible d'offrir de nouvelles opportunités, surtout avec les transformations liées au numérique, l'intelligence artificielle, la robotisation... Pour préserver les profits à venir, les dirigeants assurent donc vouloir désormais « protéger » et « préparer les individus à la transformation ».

À l'heure où Pénicaud vante la « lutte contre les inégalités », l'Observatoire des inégalités vient de sortir un rapport qui montre que la France est loin d'être à la hauteur sur le sujet. Nouvelle preuve du

grand écart entre les beaux discours diplomatiques et l'inaction des Etats ... Inégalités de revenus qui « s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres mais aussi entre les groupes d'âge ». Inégalités entre les jeunes et les vieux, les cadres et les employés, les hommes et les femmes... Quel que soit l'angle utilisé, « la fracture est profonde », commente le rapport. Si la première des inégalités est entre ceux qui ont un travail et ceux qui ne peuvent pas en avoir, les actifs sont aussi très inégaux. L'Observatoire quantifie ainsi à 8 millions le nombre de personnes en « mal emploi » : au chômage, précaire, en temps partiels contraints... soit un actif sur quatre.

A ces données s'ajoute l'intensification de la flexibilité. Et, là encore, horaires décalés ou instables, pénibilité... ne frappent pas tout le monde de la même manière et concernent d'abord ceux et celles qui sont voués à « produire » ou « servir ».

Toutes ces inégalités ont un prix : l'espérance de vie est différente selon que l'on est riche ou pauvre : « Chez les hommes, treize années séparent l'espérance de vie des 5 % les plus pauvres des 5 % les plus riches ». Le rapport souligne que, si c'est lié au coût de la santé, c'est aussi parce que « disposer d'un bon niveau de vie, c'est aussi disposer des moyens de mieux s'alimenter, de pratiquer certains loisirs, de prendre des congés, de se loger plus convenablement, d'être moins inquiet pour son avenir, etc. Bref, d'avoir un environnement de vie général de meilleure qualité. »

Le tombeau hindou

Jaitapur : outre ses mangues et son bétel, ce pittoresque village portuaire de l'État de Maharashtra possède un autre atout. Depuis 2008, AREVA, NPCIL (Nuclear Power Corporation of India Limited), EDF et General Electric veulent y construire la plus grosse centrale nucléaire du monde : six EPR totalisant 9900 Mw. Après de longues discussions, des visites présidentielles (Sarkozy puis Macron en 2018), des oppositions populaires sévèrement réprimées, le projet semble enfin décoller en 2019 dans l'opacité la plus complète (1). On les comprend : il est situé sur une faille sismique active. Depuis 1967, 5 séismes majeurs s'y sont produits et les concepteurs de la centrale sont très, très flous sur sa résistance aux tremblements de terre. Mangue sur le gâteau : c'est le célèbre EPR de Flamanville avec ses multiples malfaçons (béton, cuve et soudures défectueuses) qui sert de modèle au projet indien. Une destination d'avenir. Vous pouvez déjà y faire un tour pour découvrir les conséquences de la sécheresse dans la capitale de l'État, Bombay, et goûter aux délices de la société de classe et de castes. Pour l'eau potable « Il faut laisser se servir les co-propriétaires, puis les hindous, puis les natifs du Maharashtra, puis... les intouchables. Moi, je passe en dernier, car je suis chrétienne... » (2)

L'Amérique Centrale c'est nickel chrome

Izabal (Guatemala) a tout pour séduire : des Mayas, une mine de nickel à ciel ouvert, un propriétaire (Solvay multinationale belge), un lac rouge de pollution, un air tellement pollué qu'à un km de l'usine c'est « risque maximal, ne pas rester exposé plus d'une heure. (3) » Sans oublier ses nombreux opposants et écologistes, tués, disparus, noyés, violés, emprisonnés par les forces répressives depuis les années soixante. En 2017, une manifestation de pêcheurs est dispersée : un mort par balles. Le journaliste qui a pris la photo du cadavre est depuis harcelé par la justice et risque trente années de prison. On ne s'oppose pas impunément à l'État et à « l'entreprise » mais on peut toutefois visiter la superbe réserve naturelle financée par Solvay « pour attester de son engagement écologique. »

Souvenir de London

Tourister sur la banquise et voir s'écrouler les icebergs est maintenant surfait et peu écologique en ces temps de dérèglement climatique. Heureusement, une destination branchée vous permettra de découvrir une merveille urbaine : le Fatberg. « Fat » pour gras et « Berg » pour montagne. Une montagne de graisse, de lingettes hygiéniques, d'aiguilles de seringues, de traces de cocaïne et de MDMA, dure comme du béton, longue de 250 m, pesant 130 tonnes, terriblement toxique, qui a obstrué les égouts de Whitechapel (6). Un riche témoignage de l'histoire culturelle, alimentaire et de la consommation de nos sociétés post-industrielles à ne pas manquer.

Tourisme olympique au Japon

De retour dans votre métropole, où pour préserver l'environnement urbain vous circulez écologiquement en trottinettes et vélos électriques nucléaires, vous pensez déjà à vos prochaines vacances. En 2020, une destination s'impose : les JO de Tokyo et de Fukushima réunis. Pour proclamer le retour à la normale suite à la plus grande catastrophe nucléaire civile du siècle, le gouvernement a mis le paquet en terme de pressions sur les populations évacuées (au moins 500 000) : relèvement du seuil de radioactivité admissible de 1 à 20 millisievert/an, « réouverture, en 2017, des dernières zones évacuées sauf celles de « retour difficile », les plus contaminées ; fin des indemnités pour les évacués en 2018 ; subventions pour la production d'énergie renouvelable ; publicité os-

Pour ce numéro d'été, nous proposons une sélection de destinations inoubliables, reflets des évolutions d'une industrie du tourisme de plus en plus disruptive qui répond pro-activement à l'insatiable besoin de frissons et d'exotisme de consommateurs de plus en plus avivés. Bref, un tourisme chimiquement pur. En route.

Freux et Eugene the Jeep

Make America, great again (and safe ?)

En Louisiane, visitez Cancer Alley. Depuis 70 ans, sur 150 km entre Baton Rouge et la Nouvelle-Orléans, les industries chimiques bousillent tout, sols, air, eaux, humains. Avec des concentrations de chloroprène 162 fois supérieures au niveau recommandé, la production d'oxyde d'éthylène « a cancérogène certain », les taux de cancers y sont 70 fois supérieurs à la moyenne nationale. Heureusement, les 5 districts les plus cancérogènes « se trouvent dans ces communautés pauvres majoritairement afro-américaines. (4) » qui concentrent aussi la plupart des nouveaux projets de l'industrie chimique. On plonge au cœur du caractère typique de cette contrée si excitante : un racisme sournois legs de l'esclavagisme et de la ségrégation raciale, une indifférence et un mépris de classe féroce au service de l'exploitation capitaliste.

Cependant restez couvert quand vous sortirez ou vous bénéficierez d'un peeling gratuit car « C'est dangereux de marcher dehors quand il pleut. Les usines en profitent pour lâcher tous leurs produits chimiques dans l'air... et certaines personnes ont la peau qui pèle à cause des produits. »

Les riantes orangeries industrielles de Floride (7,2 milliards de dollars de CA et 50 000 emplois) sont frappées par une infection bactérienne transmise par un papillon arrivé sans-papiers de Chine. Les ravages sont considérables, la profession hurle et l'EPA (organisme chargé en théorie de la protection de l'environnement) vole à leur secours. En 2016 elle autorise la pulvérisation « en cas

d'urgence » de streptomycine et d'oxytétracycline sur les cultures. Depuis, l'urgence est devenue la norme et l'EPA a autorisé cet épandage sur plus de « 764 000 acres (309.000 ha) en Californie, au Texas... » (5)

Petit problème. Ces deux substances sont des antibiotiques généralement utilisés pour traiter la tuberculose, la syphilis et les infections urinaires. À terme, l'agence propose « d'en pulvériser 650 000 livres... chaque année. Par comparaison, les Américains utilisent annuellement 14 000 livres de la classe d'antibiotiques qui inclut la streptomycine. » Ces décisions font hurler la FDA (responsable de la santé publique) car l'utilisation massive d'antibiotiques détournés de leur usage médical dans l'élevage (pour faire grossir plus vite les animaux) est le responsable majeur de l'apparition de bactéries multi-résistantes aux antibiotiques. En 2017 la FDA avait interdit l'usage des antibiotiques dans l'élevage, faisant baisser leurs ventes de 33 %.

Face à cette baisse inacceptable de leurs revenus, les industriels du médicament ont trouvé la parade avec les agrumes. Tant pis pour les saisonniers, les consommateurs de fruits et d'eau pollués par les antibiotiques. En Inde (grande productrice de médicaments génériques) les cours d'eau charrient tellement d'antibiotiques qu'à Hyderabad, « des scientifiques ont ainsi découvert dans les rejets des colonies bactériennes résistantes aux trois principales familles d'antibiotiques... considérés comme des antibiotiques de dernier recours. »

1 En secret, la France et l'Inde veulent construire la plus grande centrale nucléaire du monde. Réseau Sortir du Nucléaire. Reportage, 08/02/2019

2 L'Inde frappée par une sécheresse historique. G. Delacroix. Le Monde, 06/06/2019

3 Au Guatemala, les morts du lac Izabal. A. Michel. Le Monde, 21/06/2019

4 Louisiane. Sur la route de Cancer Alley. A. Massiot. Libération, 06/06/2019

5 « Fatberg » : un immense monstre de graisse dans les égouts londoniens. M. Machu. Franceinfo, 13/09/2017

6 « Huit ans après la catastrophe nucléaire, quelles perspectives à Fukushima ? ». M. Augendre. Rue89 Lyon, 07/04/2019



RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY

Organisées par l'OCL du 16 au 23 juillet

Les rencontres que l'Organisation communiste libertaire (OCL) propose chaque été se dérouleront cette année encore – du mardi 16 au mardi 23 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors et à une heure de Toulouse. Ces rencontres sont ouvertes à toutes les personnes que les discussions programmées intéressent ; nous souhaitons qu'elles soient un espace de dialogue, d'échanges formels et informels sur nos investissements militants. Les débats auront lieu comme d'habitude le soir et certains après-midi, mais il sera possible de proposer et organiser d'autres discussions afin de partager une expérience ou de présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazillac, et bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

Le mode de vie quotidienne et la gestion de ces rencontres demeurent inchangés : confection des repas et ménage sont assurés par des équipes qui changent chaque jour ; et les tarifs pour la nourriture et la participation aux frais de location des lieux sont échelonnés, selon les revenus, par tranches de 100 euros (il sera demandé 5,5 euros par jour pour les revenus inférieurs à 500 euros/mois, 6,50 euros pour les revenus entre 500 et 600 euros, etc. – et 5 euros par jour pour les enfants).

Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demandons de nous prévenir de votre arrivée en téléphonant au 06-41-42-00-06 au moins vingt-quatre heures à l'avance. Si vous arrivez en train, on peut venir vous chercher à la gare de Montauban. A bientôt !

Mardi 16

• 21 heures : Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (première partie)

Le mouvement des gilets jaunes a fait ressortir de façon spectaculaire les changements intervenus dans le salariat en France ces dernières décennies. Il a également montré la profondeur du fossé qui s'est creusé entre une masse grandissante de prolétaires – travaillant sous des contrats précaires de toutes sortes, avec des périodes de chômage en alternance, et fréquemment relégué-e-s dans des zones rurales et périurbaines actuellement en déshérence – et les partis et syndicats de gauche, mais aussi d'extrême gauche. Il importe, après avoir confronté nos engagements dans ce mouvement et nos analyses le concernant, d'en tirer les leçons, alors que la situation sociale s'aggrave et que l'Etat, loin de lâcher sur quoi que ce soit, ne joue plus que les cartes de la répression et des élections.

MERCREDI 17

• 21 heures : Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (seconde partie)

JEUDI 18

• 16 heures : La solidarité contre la répression. Que faire par rapport à l'institution judiciaire ?

L'abandon d'une critique radicale des thématiques du droit, de la justice et de la prison par les mouvements sociaux a permis aux différents pouvoirs d'avancer sans limites en nous faisant croire que la sécurité était synonyme de liberté. Il faut toujours rappeler que le droit garantit l'ordre social et la propriété privée plutôt que le bien commun et l'intérêt général, et qu'avant tout ce sont les dépossédés qui se retrouvent derrière les barreaux. Les quartiers populaires (réservoir d'ouvriers, de précaires et de chômeurs...) où vivent les populations les plus vulnérables et exploitées ont été des lieux d'expérimentation des techniques de maintien de l'ordre et d'enfermement. C'est de ces laboratoires de la répression que sont sorties les innovations qui se sont généralisées, et élargies aux classes moyennes, syndicalistes, manifestants... Autant la critique de la police est de plus en plus partagée, autant l'institution judiciaire et son corollaire, la prison, restent une zone d'ombre où notre solidarité et notre sagacité se sont trop peu exprimées.

• 21 heures : La politique macronienne : état des lieux

Après s'être présenté en 2017 comme « ni de droite ni de gauche », Macron – énarque, banquier et ex-ministre d'un gouvernement socialiste – a largement prouvé que, loin d'incarner un quelconque renouveau politique, il avait été choisi pour servir au mieux les intérêts du patronat et s'y employait activement, mieux encore que tous ses prédécesseurs. Les réformes qu'il a entreprises avec une belle frénésie dans tout le secteur public ne pourront que faire progresser la précarité et aller vers une uberisation généralisée du travail. Il applique en effet au « monde social » – la santé, l'école, la fonction publique... et bientôt l'assurance chômage ou les retraites – les techniques et la rhétorique du management privé (normes, standards de gestion, notations), au nom de la « modernité » et de l'« efficacité ». Les institutions actuellement en cours de délitement étaient déjà fort critiquables, notamment par leur recherche d'une rentabilité plutôt que d'un vrai « service public ». Mais maintenant, à l'hôpital, dans les Ehpad, les activités sociales ou culturelles, il ne s'agit plus que d'être « performant ».

VENDREDI 19

• 16 heures : A l'heure de la réforme Blanquer, où en est la critique de l'école et de la fonction d'enseignant-e ?

Les réflexions et les mouvements autour de la question de l'école font depuis longtemps déjà l'impasse sur une critique radicale de l'école – contrairement à ce que pouvaient raconter en 1971 Christian Baudelot et Roger Establet dans L'Ecole capitaliste en France, ou Paul Willis dans L'Ecole des ouvriers en 2011. Tout ce qui est produit aujourd'hui tourne autour de la défense du « service public », l'école étant présentée comme le dernier espace de ce fameux service dans les zones reléguées, pour se réduire ensuite à la question des moyens – postes, matériel, locaux, remplacements – ou, au mieux, à la dénonciation du management et d'une montée de l'autoritarisme. Les courants qui critiquent l'école en reviennent toujours à des « méthodes », « techniques » ou « pratiques » autres, bref à des histoires de pédagogie traduisant plus un moyen de survivre en milieu hostile qu'une critique offensive de l'école. Et de même pour le rôle des enseignant-e-s – la dégradation de leurs conditions de travail ne devrait pourtant pas empêcher que l'on porte un regard critique sur leur fonction.

Cependant, si on ne doit pas mythifier un service public ambigu, on assiste à un véritable tournant, que ce soit pour les écoles ou les hôpitaux. L'attaque très brutale actuelle contre ces





services publics correspond à une dégradation très brutale du rapport de forces. Les fonctions économique et idéologique de l'école changent, et pas en mieux. Le statut social des enseignants évolue. Comment analyser les luttes qui se sont passées cette année ? L'« éducation nationale » a été pour le moins secouée par des mouvements de lutte importants, aux méthodes un peu nouvelles pour cette profession, le tout dans un silence médiatique et une propagande impressionnantes. Se pose aussi la question de quel type d'intervention nous pouvons avoir dans ces luttes.

• 21 heures : Quelle situation politico-sociale en France après les européennes ?

Cela fait maintenant plus d'une dizaine d'années que l'abstention grandit progressivement. Nous ne sommes plus dans le cas de figure d'un désintérêt de la chose publique ou d'une incapacité à aller voter, mais bien d'un rejet des politiciens faisant du pouvoir un exercice illégitime, et qui ne représentent globalement qu'une petite minorité de la population.

C'est une désertion volontaire qui n'empêche pas l'émergence de mouvements hors norme en ce qu'ils échappent aux institutions intermédiaires classiques, partis et syndicats, de Nuit debout au mouvement des gilets jaunes ou contre la loi travail. Bien entendu, ces mouvements sont très différents et ne sont pas l'expression d'une seule et même classe unie. Mais, avec le recul, ils apparaissent comme des tentatives pour réoccuper les espaces laissés vacants...

La conflictualité sociale qui a redémarré vers 1995 s'est accompagnée d'un lent déclin des syndicats (en particulier de la CGT) que la création des SUD n'a pas enrayer.

Ces éléments sont à considérer pour le meilleur comme pour le pire. Le pire serait que ces espaces libérés ne se comblent que de passivité et de résignation, voire de simple haine, ce qui ne serait bénéfique qu'au patronat et à l'extrême droite. Le meilleur serait qu'ils soient réoccupés, grâce au renouveau de ces nouveaux mouvements, par une conflictualité accrue avec l'Etat et le patronat et une bonne dose d'auto-organisation.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si la désertion électorale va se poursuivre ou si, malheur !, le reflux s'amorce. Nous ne savons pas non plus ce que va devenir la vague Gilets jaunes, disparaître ou rebondir sous une autre forme. Nous y verrons sans doute un peu plus clair cet été aux rencontres.

SAMEDI 20

• 16 heures : Algérie : une tragédie programmée ?

Aujourd'hui, un immense sursaut prérévolutionnaire est en cours. Un exemple sans faute, dirions-nous. A l'instar des pays voisins : immensément riches de leurs ressources pour la plupart, plusieurs crises les traversent néanmoins. La plus profonde est incroyablement existentielle. « Pourquoi je vis ? » « Je ne sais pas d'où je viens. » « Je ne sais plus qui je suis. » Un véritable cri de détresse des jeunes dépossédés de leur quotidien, et dont l'espoir repose de plus en plus sur la solidité du rafirot pouvant les amener à l'autre bord de la Méditerranée. Le mouvement est-il en train de transcender ces interrogations ? Il est encore trop tôt pour trancher.

• 21 heures : Le contre-sommet du G7 au Pays Basque, du 19 au 26 août

Cette année, du 24 au 26 août, la ville de Biarritz sera le théâtre d'un rendez-vous des plus sinistres : celui du G7, sommet mondial des pays les plus riches, symbole de la domination des puissances occidentales.

Un sommet organisé par un Président français qui a été fortement secoué par un mouvement de contestation populaire qu'il n'a pas réussi à mater malgré ses bataillons de flics.

Un sommet qui a pour fil directeur « la lutte contre les inégalités » (!), alors que les gouvernants servent les intérêts d'un système capitaliste et impérialiste basé sur l'exploitation, la répression, la destruction des humains et de l'environnement.

Un sommet qui aura lieu au Pays Basque, territoire où sont

nombreuses et bien ancrées les résistances à l'exploitation capitaliste et à la domination étatique, les solidarités et la volonté de construire un autre monde.

Des articles sont parus cette année dans Courant alternatif pour suivre le cheminement de l'organisation d'un contre-sommet au Pays Basque. Un point sera fait sur les diverses mobilisations prévues, du 19 au 26 août, à Hendaye/Irun ou à Urrugne, auxquelles sont conviés les collectifs en lutte venus d'ici et d'ailleurs.

DIMANCHE 21

• 21 heures : La solidarité par rapport aux migrant-e-s – avec en introduction la projection de Colis suspect, réalisé par Rosa Pérez Masdeu et Sofia Catala Vidal

Ce documentaire d'une heure quinze minutes pose la question « Qu'y a-t-il derrière la forteresse Europe ? ». Il se penche sur l'instrumentalisation du discours antiterroriste pour comprendre qui bénéficie, politiquement et économiquement, de la fermeture des frontières de l'Union européenne, et il mène l'enquête sur le business de la sécurité...

LUNDI 22

• 16 heures : Israël, laboratoire de l'enfermement, de la répression et de la surveillance des populations réputées dangereuses. Israël, pointe avancée du fascisme qui vient

Après les élections israéliennes, plus de doute : une large partie de la population est pour le colonialisme et l'apartheid. Israël est l'Etat rêvé de tous les dirigeants du monde. Les méthodes de cet Etat et de Trump piétinent sans dissimulation ce qui pouvait rester de principes et de textes affirmant que les êtres humains "naissent libres et égaux". Pour les Palestiniens, tout espoir que des Etats leur viennent en aide s'est écroulé, avec l'alliance décomplexée entre de nombreux Etats arabes (avec à leur tête l'Arabie Saoudite) et Israël. Reste, dans un contexte très difficile, leur capacité à maintenir debout leur société et à espérer que la solidarité des sociétés civiles mondiales change un jour le rapport de force.

• 21 heures : Un bilan des luttes sur l'aménagement du territoire – leur évolution depuis nos échanges de l'an dernier sur le sujet

Depuis plus de onze ans, la lutte contre les Center Parcs et le monde qui a pu les envisager continue. Où en est-elle aujourd'hui dans le contexte particulier d'un mouvement contestataire plus général qui ne partage pas les mêmes perspectives ? Cette discussion sera élargie à d'autres luttes, comme celles de Bure et de Notre-Dame-des-Landes, par des camarades qui y sont ou y ont été investi-e-s, pour en faire le point.

MARDI 23

• 21 heures : La montée des régimes autoritaires en Europe

Souverainiste, populiste, nationaliste, patriotique... autant de mots pour qualifier les mouvements d'extrême droite qui actuellement gouvernent seuls dans trois pays de l'Union européenne – la Hongrie, la Pologne et la Croatie –, font partie d'une alliance gouvernementale dans cinq (dont l'Italie), ou influencent l'opposition et le pouvoir dans quatre (dont la France). L'obsession sécuritaire et le repli identitaire sont le fonds de commerce de ces mouvements qui surfent sur la peur de populations vieillissantes en Europe. Nous ne sommes certes plus dans les années 1920-1930, où le fascisme s'y est particulièrement développé, mais comment peut-on contrer sur le terrain social cette montée des idées et pratiques d'extrême droite qui visent aujourd'hui en premier lieu les migrants et les musulmans ?



Répression

MUTILATIONS NON LÉTALES ET PEINES DE PRISON À LA PELLE

Décortiquée et ressassée dans les médias, la question des violences policière et du maintien de l'ordre a été centrale dans le cours de événements dits des gilets jaunes. Par sa barbarie et son manque de discernement, les flics se sont coupés d'une fraction de la population pourtant pas nécessairement rétives à la fonction de la police. Et l'obstination de la justice à appuyer le rôle de la police a bien confirmé qu'il s'agissait d'un choix politique.

1er décembre aux environs de 16h. Avec quelques camarades on se retrouve place Saint Augustin, dans des quartiers qui nous sont plutôt étrangers, sinon hostiles. Écharpe de fortune sur la bouche, peu préparés, ça fait 3 heures qu'on navigue sous les quelques 11 000 lacrymos qui seront envoyées ce jour ci. Nous ne sommes pas préparés, mais surtout nous sommes sous le choc. Pour beaucoup nous ne pensions pas voir de telles scènes à Paris, territoire quadrillé par la préfecture de police depuis des années. Avec nous, des milliers de personnes, masques à gaz, casque, lunettes de piscines, instruments de chantier, attaquent la police. On verra ce jour là: une bourgeoise qui se fait sortir de son Audi aux cris de «on va la brûler», un gilet pare balles de flics qui traîne dans une rue, reste du pillage d'une voiture de police, la bourse attaquée, les flics complètement à la rue, et des manifestants hilares qui attaquent les CRS à vue. De bien belles images. Mais suite à ça c'est un déluge de répression qui s'est abattu sur le mouvement social.

Les armes à profusion

Il n'est peut être pas obligatoire pour le lecteur de CA de savoir ce que sont les armes «non létales». Elles ont été largement mises en avant par les médias, notamment certains journalistes comme David Dufresne. En gros, il s'agit d'un savant dosage: armes conçues pour mutiler, mais sans (trop) tuer. Les résultats

ont été particulièrement terribles. Le site référence Désarmons les, animé par des camarades rigoureusement investis dans la lutte contre les violences policières, a fait un décompte extrêmement précis. 1 morte, Zineb Redouane, dame de 80 ans à Marseille par un tir de lacrymogène dans la tête alors qu'elle était à son balcon. On compte aussi 5 mains arrachées par des GLI F4 (appelés en d'autres temps grenades offensives), 24 personnes éborgnées à l'aide de grenades de désencerclement mais surtout du LBD 40, évolution plus précise (sic) du flash ball. Enfin, une personne est devenue sourde du fait d'une explosion de grenade près de son crâne. Charmant.

Un bilan dramatique qui a été assumé par l'état à tous ces niveaux. Par Castaner d'abord qui n'a cessé d'appeler à une intensification de l'usage des flash ball. Le préfet de Paris, Michel Delpuech, qui, plutôt que d'aller voir sa famille dans le Loir et Cher, a préféré passer son mois de décembre à éborgner des gens fut lui même victime de la frénésie de mutilation de Castaner. Lorsque le préfet, pourtant pas un grand humaniste, a décidé de freiner l'usage du LBD 40, le 16 mars, il a été limogé la semaine suivante. Il faut dire qu'entre temps, les gilets jaunes ont eu le bon goût de ravager les Champs Élysées. Mais cela n'était ni imputable à la faible répression, ni à une mauvaise maîtrise du maintien de l'ordre. Il était juste impossible de faire autrement au vu de la force du mouvement.

Plus récemment c'est Pierre Nunez, qui a assumé ces gueules cassées de manière particulièrement cynique: «Quand il y a une agression contre des policiers et qu'il y a une riposte proportionnée, oui il peut y avoir des blessés», «ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un oeil a été éborgné, que la violence est illégale». «Je ne présente pas d'excuses, je m'en remets à la justice de mon pays». Les mutilés apprécieront.

Des effectifs de police particulièrement massifs

Ca ne vous a pas échappé si vous êtes un habitué des manifs, les flics sont de plus en plus nombreux. Ces dernières années à Paris, nous sommes arrivés à un constat paradoxal: au fur et à mesure que les manifs se vidaient, il y avait de plus en plus de flics. Et nous sommes arrivés à des ratio policiers manifestants ridicules. Le mouvement à Paris, même si il a été l'occasion de voir beaucoup de monde, surtout à ses début, n'a jamais regroupé autant que les cortèges syndicaux classiques. Les grosse manifestations ont regroupé peut-être 30000 personnes à son apogée. Face à cela, l'armada policière et les moyens mis en place par l'état. Le 8 décembre, après le moment magique où les quartiers bourgeois se sont faits retourner, c'est près de 80000 forces de police qui seront attribuées au maintien de l'ordre, dont 8000 à Paris. L'usage symbolique de blindés de la gendarmerie est aussi mis en place. La France compte environ 144000 policiers et 98000 gendarmes. Ce chiffre regroupe les garde-champêtres, gratte-papiers du ministère, douaniers et autres officiers de police judiciaire. Très clairement ce jour là, et ce sera la même chose à plusieurs autres reprises, le ministère aura fait les fonds de tiroirs. Le 8 décembre par exemple malgré la foule importante qui se masse sur les Champs Élysées, c'est une foule compacte de flics mêlant gendarmes mobiles, CRS, membre de la BAC et... membres de la BRI, absolument pas formés au maintien de l'ordre mais c'est pas grave. Et ça a continué crescendo comme ça depuis. Le 22 mars c'est des militaires de l'opération sentinelle qui se sont retrouvés en maintien de l'ordre, créant la polémique. Le ministère a laissé entendre qu'ils pourraient tirer à balle réelle. Lors du premier mai à Paris, des pompiers de Paris (qui sont des militaires) ont également été affectés au maintien de l'ordre, «sécurisant» la manifestation libertaire sans que l'on sache très bien ce qu'il se serait passé si les manifestants les avaient attaqués. Bref un sentiment de n'importe quoi mais qui ne fut pas véritablement du n'importe quoi puisque ces 3 moments ont été l'occasion pour la préfecture de police de faire des démonstra-



tions de maintien de l'ordre. Face à nous, c'est des foules énormes de policiers qui se dressaient. Alors évidemment, outre l'effet psychologique effarant de voir 300 flics équipés et cagoulés qui se baladent devant toi, les marges de manœuvres en terme d'arrestations et de dispersion de la manif sont énormes. Marges de manœuvres qui seront largement utilisées pour réprimer le mouvement.

Pas une nouveauté mais une combinaison étranges

Ce qui semble irréel c'est donc une combinaison à laquelle nous n'étions pas habitués. Généralement la science du maintien de l'ordre ne se vante d'une certaine maîtrise et d'un usage de la force que lorsque les flics sont débordés et/ou en sous nombre. Cette situation contraste avec les doctrines à l'œuvre il y a quelques années. Par exemple en 2010 durant le mouvement des retraites, les flics, présents de manière massives avaient verrouillé en intimidant par le nombre. Le nombre suffit généralement à calmer la foule si tant est que la police reste à peu près calme. Ici on a à la fois les flics en surnombre et les flics violents. On peut interpréter ce choix politique délibéré par plusieurs raisons.

-La volonté de vider la rue par la terreur. Combien sont ils les gens, gilets jaunes ou pas, qui n'osent plus aller en manif de peur de subir les horreurs des flics ? L'institutionnalisation de la violence gratuite fait mouche puisque le mouvement n'a pas connu de phase de massification et est resté, tout en étant très populaire, assez parcellaire en tant que mouvement social.

-La peur d'un mouvement social incontrôlé et incontrôlable qui ne connaît que les coup et la violence, étant rétif au « dialogue social ». A plusieurs reprises il a semblé que les flics et l'état perdaient les pédales, n'arrivant pas à analyser la situation et ne comprenant rien à ce qui se jouait.

Dans une moindre mesure, on peut aussi noter une autre raison qui était de flatter les bas instincts de la police et laisser libre cours à leurs instincts sadiques. La pression des syndicats policiers a été extrêmement forte sur le gouvernement pour avoir le droit de faire absolument ce qu'ils voulaient.

La justice prend le relais

La deuxième face de cette répression c'est évidemment la répression judiciaire. D'une ampleur inégalée en France métropolitaine depuis la fin de la guerre d'Algérie. Au 24 mars le ministère a communiqué des chiffres particulièrement éloquentes. 2000 gilets jaunes ont été condamnés à cette date, 1800 étaient encore en attente de jugement. Parmi ces

2000 condamnations, 40% ont abouti à une peine de prison ferme dont 390 avec mandat de dépôts.

Ajoutons à cela à Paris la masse des contrôles préventifs, quelques 13000 (oui vous avez bien lu) durant la journée du 16 mars. Le rouleau compresseur de la justice a marché à fond la caisse. Sans aucune retenue. Les interpellations et les condamnations étaient facilitées par le fait que l'immense majorité des engagés étaient des primo manifestants qui ne connaissaient pas leurs droits, et faisaient preuve d'une certaine naïveté. Nombre de manifestants se sont fait chopper en demandant le chemin d'une manif (interdite) aux flics. Et les manifestants n'avaient pour la plupart aucune conscience du fonctionnement et de ce qu'était un état. Ainsi nous avons eu le plus grand mal à expliquer à certains manifestants l'enjeu pour les forces de l'ordre de protéger l'Elysée. Sûrs de leur bons droit, les manifestants n'ont réagi qu'à des légitimités morales, ignorant et méconnaissant les principes légaux. Ainsi les milliers de gilets jaunes pensaient sincèrement pouvoir tranquillement marcher et rentrer dans l'Elysée sans résistance. Les compte-rendus des comparutions immédiates sont à ce titre éloquentes. (1) Du pain béni pour la police donc. Mais moins pour la justice qui a dû mettre les petits plats dans les grands pour accueillir nos concitoyens dans ses charmants hôtels.

Justice d'abattage et nouveau délit

La difficultés c'est que comme à chaque fois, les flics ont toujours du mal à effectuer des flagrants délits. Le délit le plus utilisé a donc été celui, particulièrement outrancier de «groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens». Une loi impulsée en 2009 par le très sympathique Christian Estrosi, visant à criminaliser les «bandes». Cette loi contre les bandes avait été surtout utilisée pour lutter contre les supporters de foot adeptes du coup de poing. C'est l'une des premières fois que cette loi est utilisée sur un mouvement social. Elle semble d'ailleurs particulièrement adaptée aux stratégies de filtrage des manifestations. Ce délit est particulièrement retord puisqu'il permet de condamner quelqu'un pour des faits qu'il n'a pas commis mais des faits qu'il s'apprêtait à faire. Ce décret se base sur des «armes par destination» portées par l'accusé. Paradoxal en terme de droit puisque tout objet peut s'avérer une arme par destination. Un objet devient arme par destination à partir du moment où il est utilisé pour commettre une violence ou dégradation. Par exemple un canard en plastique pour enfant deviendra une arme par destination si il est envoyé contre une ligne de CRS. Et donc ce délit

se base sur des armes par destination non encore utilisées. Vous pouvez donc le lire autrement: chaque objet dans le sac d'une personne est donc de base une arme. A la libre appréciation du juge. Ce délit s'appuie également sur l'intention supposée du présumé coupable. Cela a donné des situations absurdes où des ouvriers du bâtiment se sont fait condamner parce qu'ils passaient à proximité d'un cortège avec leur matos de travail. Puisque, évidemment la libre appréciation du juge est souvent largement orientée par des préjugés de classe, et bah il suffit d'être pauvre et d'avoir du matos sur soi pour être un très très bon coupable. Quelques victoires ont néanmoins eu lieu et des avocats un peu rigoureux ont pu faire tomber les accusations, mais l'immense majorité des gilets jaunes se sont retrouvés en comparution immédiate avec des avocats commis d'office peu enclins à travailler sur le dossier.

Quelle défense collective face à la répression ?

Face à toutes ces saloperies, la mobilisation des gilets jaunes n'a pas su réagir à la hauteur de la répression.

Le point positif c'est le débat ouvert sur les armes non-létales. Ce débat a été largement influencé par les collectifs de luttes contre les violences policières qui se sont multipliés au fil des mutilations depuis plus de 10 ans. L'assemblée des blessés, le collectif 8 juillet, la dynamique à Nantes autour de l'éborgnage de Pierre Douillard. Toutes ces initiatives ont documenté les outils de la violence institutionnelle, ont produit des textes d'analyse sur ces armes. Le débat s'est donc ouvert sur des bases profondément hostiles à la police, développant des pratiques et des bases politiques très critiques envers l'ordre républicain.

De manière générale, la police fut globalement détestée durant tout le mouvement en raison de ses pratiques et c'est toujours une bonne chose.

Mais ce que l'on peut malheureusement noter, c'est que le flash ball est plus facile à critiquer que le juge. Et surtout, aucune forme d'organisation un tant soit peu collective. Le mouvement a du se baser sur les forces déjà en présence autour de la coordination anti répression à Paris. Mais celle ci avait bien du mal à déborder le milieu militant. Quelques initiatives ont eu lieu mais il s'est avéré que l'extrême droite était présente dans ces initiative, ce qui a rendu impossible l'organisation avec ces personnes.

La coordination anti répression reste, à l'heure actuelle à Paris la seule structure capable de tenir des lignes politiques et pratiques contre la répression. Mais, comme souvent, celle ci n'est animée que par une poignée de militants.

Manou, OCL Paris

1) «A ce rythme-là, vous allez pouvoir mettre toute la France en comparution immédiate» - Récit de deux après-midi au TGI de Paris sur le site Paris-luttes.info du 14 décembre 2018 ou encore Compte-rendu d'une séance de comparutions immédiates dédiée aux « gilets jaunes » sur le même site.

PAS TOUJOURS « WELCOME » LES LIBÉRATEURS!

« Quand les allemands sont arrivés, les hommes ont dû se cacher. Mais quand les américains sont débarqués, il a fallu cacher les femmes ». C'est par ces paroles que des normands traduisaient les problèmes posés par des GI's : ces «sauveurs» débarqués à l'aube d'un 6 juin 1944.

«Welcome» pas pour tous ou toutes.

(1) Mary Louise Robert est professeure à l'université du Wisconsin et a publié après une étude auprès de documents français et américains

(2) « des étoiles et des bandes » drapeau des USA, le journal officiel des forces armées US

(3) professeur de sociologie et criminologie aux USA. « Les viols commis par les troupes américaines en Europe entre 1942 et 1945 ». Ed payot 2003

(4) Historien au mémorial de Caen

(5) « Crimes de 1944 en Ciociarie » dans wikipedia.org

(6) Documentaire de 55 mn, de Sams Collyns et Ramita Na-vaai diffusé sur Arte le 18 juin 2019

A peine quatre mois après le débarquement sur les côtes normandes, le journal de Cherbourg pointait les méfaits des « libérateurs ». « Ceux qui pillent, violent, et assassinent sont les américains » et le journal de les accuser de se comporter en « bandits dans un pays conquis ». La presque île du Cotentin est libérée deux mois après le débarquement. Son port en eau profonde - Cherbourg- devient alors une gigantesque plate-forme logistique américaine. Sur les quais, américains et dockers français assuraient le débarquement continu de divers matériels destinés au front. Les 430 000 habitants de la Manche, cohabitaient avec les 120 000 soldats US dont 50 000 « noirs ». Le choc, entre ce nouveau monde et la vieille Europe est inévitable. Les frictions entre ces GI's jeunes, conquérants, suréquipés en tout et la population autochtone rurale pour la plupart encore en sabots fut rude. Ils apportaient le jazz, du chocolat, des chewing-gums, des savons et nombre de nourriture. La population sortait de quatre années d'occupation et de privation. 4 000 morts civils, 10 000 maisons rasées, un plus grand nombre endommagées et une foule de sinistrés qui ne savaient où aller ni où se loger. Cette cohabitation ne pourra que susciter des convoitises, des vols et des trafics en tous genre : marché noir et prostitution vont bon train. Cigarettes, savon et autres denrées alimentaires, contre de l'alcool et du sexe parfois pris sans égards par un vainqueur a qui l'on a dit que les « femmes françaises aimaient ça ».

France : « liberté et sexe », leur avait-on dit.

Dans son livre paru aux éditions du seuil « des GI's et des femmes », Mary Louise Robert(1) trace la propagande du commandement américain. En Asie, pour motiver « les petits gars » au combat, elle insistait sur « la revanche » contre l'agresseur japonais ; lui faire payer « l'attaque de Pearl Harbor ». Pour la France, les propagandistes militaires usaient de « liberté » et dépeignaient la France comme un « grand bordel génial de 40 millions d'hédonistes ». Le journal « stars and stripes »(2) destiné aux soldats, dans les leçons de langues, apprenait au GI en allemand « Tu veux une cigarette ? » ou « Lève-toi », en français

« Vous êtes jolie madame ! » ou « Vos parents sont-ils à la maison ? »

Pour M.L. Robert le stéréotype de la « femme française facile », facilitait le nombre incroyable de mauvais comportements, d'exactions, de meurtres et viols. D'après J.R. Lilly (3), il y aurait eu en France 3 500 viols entre juin 1944 et la fin de la guerre, 2 500 au Royaume Uni et 11 000 en Allemagne. Un nombre minimum recensé pour tant d'autres commis où les agressées n'ont pas porté plainte ou dénoncé leur(s) violeur(s) par peur du scandale, désarroi, solitude, honte de la famille... Cette omerta était souvent rompue par les maires qui portaient les plaintes auprès des instances américaines. Mais comme le note C. Prime (4) « il est impossible » d'en recenser le nombre exact.

Ces actes étaient commis la plupart du temps par les soldats de l'arrière basés à Cherbourg, le Havre, Caen, Brest, Reims... par des soldats affectés aux transports, manutention etc, qui n'étaient pas au contact avec l'ennemi dans les combats. Les témoignages soulignent qu'ils agissaient sous l'effet de bande, sous l'effet de l'alcool, voir des deux. Selon la police militaire US, 80% des crimes ou viols ont été le fait des « noirs », alors qu'ils ne représentaient que 10% du contingent. D'après J.R. Lilly, sur 152 GI's accusés de viols, 139 étaient noirs et sur les 29 soldats pendus, 25 étaient noirs. Un signe selon l'auteure M. L. Robert du « racisme permanent » dans l'armée américaine. L'ensemble du commandement, de la police et de la justice militaire US jusqu'au bourreau venu du Texas étaient des « blancs ». Parmi les soldats nombreux étaient les jeunes « blancs », issus d'états racistes du Sud des USA. Les blancs et noirs avaient leurs propres baraquements et chacun son installation. « L'armée américaine était ségrégationniste » à l'époque souligne C. Prime. Des cherbourgeois se souviennent de deux foyers de la Croix Rouge : un pour les blancs, l'autre pour les noirs. Rappelons que ces derniers ne pouvaient être affectés dans les unités de combats. Ils étaient considérés comme de mauvais soldats, et l'administration militaire craignait des révoltes, des émeutes, des règlements de compte si on leur confiait une arme. Ils étaient cantonnés à des tâches subalternes et à l'écart des régiments blancs. « La justice militaire était beaucoup moins tolérante avec les afro-américains » confirme J R Lilly. Pas éton-

nant que le rapport entre soldats blancs et soldats noirs accusés de viol soit « grossièrement » disproportionné.

Après le débarquement, la sympathie envers ces « libérateurs », a laissé rapidement place à du ressentiment, de la colère contre « ces bandits en uniforme » non seulement en Normandie, et France mais aussi en Italie, et en Allemagne surtout où les femmes ont eu à subir la loi des vainqueurs venus tant de l'Ouest que de l'Est. Des libérateurs sensés les libérer du nazisme, du fascisme.

Les américains ne sont pas les seuls à avoir commis des exactions. Les russes aussi ont violé beaucoup de femmes en arrivant en Allemagne. Les troupes françaises ne sont pas en reste. En Italie après la bataille de Monte Casino où le général Juin fut auréolé de la victoire, le Sénat italien (dans un projet de loi datant de 1996), dénombre plus de 2 000 femmes et enfants violés ainsi que 600 hommes. C. Prime nous rappelle que ces exactions ont été le fait de soldats du C E F -Corps Expéditionnaire Français-, de l'armée d'Afrique, qui sévirent ensuite dans le sud de l'Allemagne. Bien sûr là aussi le nombre fait débat mais le gouvernement français s'est senti obligé « d'indemniser » via le tribut de guerre que devait payer l'Italie, près de 1500 personnes(5).

Ce sentiment de vainqueur autorise le droit de cuissage mais aussi le droit de vie ou de mort. Peut-il en être autrement dans la guerre alors que ceux qui sont censés protéger les populations n'agissent pas différemment. Un documentaire « ONU, le scandale des abus sexuels »(6) dénonce ces méfaits dans les zones de conflit au Cambodge, au Mozambique, en Bosnie et en Centrafrique (RDC). On estime que depuis les années 1990, plus de 2 000 femmes et enfants ont été abusés sexuellement par des collaborateurs de l'ONU civils ou militaires. Ration alimentaire contre fellation, viol de fillettes... les coupables ne sont généralement pas inquiétés. Depuis une dizaine d'années, l'ONU, prend des mesures visant à enrayer ce fléau mais malgré la tolérance zéro prônée, une cinquantaine de nouvelles plaintes ont été enregistrées en 2018.

Caen le 19 06 2019.

Si le signe de l'époque est la confusion, je vois à la base de cette confusion une rupture entre les choses, et les paroles, les idées, les signes qui en sont la représentation.

Antonin Artaud

DE L'IMPOSTURE DÉMOCRATIQUE À L'ARNAQUE ÉLECTORALE

Les représentations du réel sont sujettes à toutes les interprétations et à toutes les manipulations idéologiques. Il ne s'agit, pour les classes dominantes et les clercs qui les servent, que de bien choisir et de présenter les signes qui s'ancreront dans les cerveaux. Les élections européennes sont là pour nous le rappeler.

De la géographie cartographique...

On sait qu'il est très difficile de traduire visuellement, en graphique ou en plan, une réalité complexe et multiforme. Par exemple, comment représenter une sphère, par définition en 3D, sur une surface plane, donc en 2D ?

Le planisphère réalisé selon la projection dite de Mercator, un géographe du XVI^e siècle, fait le choix de respecter les angles de façon à en tirer des cartes utilisables par les navigateurs avec leurs instruments de mesure de l'époque. Mais, ce faisant, ce sont les surfaces réelles qui sont déformées, et pas qu'un peu puisque, par exemple, le Groenland y est visuellement aussi grand que toute l'Afrique alors que dans la réalité il est... 13 fois plus petit. C'est que, avec cette technique, plus elles s'éloignent de l'équateur et plus les surfaces sont agrandies par rapport à celles qui sont situées plus au centre. C'est ainsi que le Canada et la Scandinavie, mais aussi l'Europe et les Etats-Unis, apparaissent plus grands qu'ils ne sont par rapport à l'Afrique et à l'Amérique latine (sauf pour sa partie septentrionale).

Une autre projection, celle dite de Peters dans les années 1960, ne respecte pas les angles, ce qui entraîne une déformation des continents (l'Afrique australe, l'Argentine et le sud du Chili y apparaissent démesurément allongés vers l'Antarctique), mais respecte les surfaces et la proportion entre les continents.

On pourrait dire que ces deux projections correspondent à deux visions idéologiques du monde : la première, impérialiste, avec une centralité européenne et chrétienne considérant l'Afrique et l'Amérique latine comme des destinations où on peut se rendre facilement mais qui n'ont pas d'existence propre ; la seconde, moins impérialiste, réduisant la centralité et

l'importance du monde occidental à un territoire équivalent aux autres. Europe et Amérique plus petites et plus au nord, et perception de la forme du monde tout autre, surtout si on choisit de placer au centre de l'axe est-ouest de la carte... par exemple les îles Trobriand plutôt que la petite Europe. C'est bien entendu la projection de Mercator qui est encore utilisée pour « montrer » le monde à tous les enfants dans les écoles, et c'est le planisphère réalisé à partir d'elle que chacun possède chez lui sur un mur ou un autre. L'alibi de son utilité pour la navigation n'existant plus à l'heure des moyens géosatellites, il ne reste plus que l'utilité idéologique !

... à la géographie électorale

Il en est de la fabrication et de l'utilisation des cartes géographiques comme de celles des projections graphiques des résultats électoraux.

Prenons le cas des dernières élections

européennes. Nous disposons assez facilement de tous les chiffres, y compris de ceux qui s'estomperont peu à peu ensuite dans les analyses : les abstentions, les bulletins blancs et nuls, les non-inscrits, plus ou moins les « étrangers » non citoyens vivant sur le sol français, etc.

Il n'est pas très difficile, à partir de là, de faire quelques remarques. Même si, selon Libération pour qui il n'existe pas de nuance entre l'échec et le triomphe, nous avons connu la « participation du siècle », c'est quand même la moitié des inscrits qui se sont abstenus (49,88 %). Qui plus est, parmi l'autre moitié qui a voté, 4,5 % ne se sont pas exprimés (les votes blancs et nuls), ce qui veut dire que seuls 48 % des inscrits se sont exprimés alors que le choix n'a jamais été aussi important, avec 34 listes en présence !

Mais il est aussi un autre élément qui met à mal la fiction selon laquelle les élus de la République représentent LES



Cossu n'est ce pas?



Politicaillerie

Français. Les Français, ce sont celles et ceux qui, âgés de plus de 18 ans, sont consacrés citoyens et peuvent disposer des cartes d'identité et d'électeur. Or il y a environ, selon les chiffres officiels, 3 millions de personnes non inscrites sur les listes électorales, sur les 50 millions desdits citoyens. Ce qui diminue encore le pourcentage des recensés qui se sont exprimés : 45 %.

Des chiffres qui deviennent encore plus éloquentes si on se réfère aux votes pour les partis représentés au Parlement !

Le RN et LREM, avec leurs 5 millions de voix chacun, représentent moins de 11 % des inscrits et à peine plus de 10 % des citoyens ; EELV, 6,5 % et moins de 6 % des citoyens ; l'Union de la droite, 4 % et 3,5 % : les « insoumis », 3 % et 2,5 % ; le PS, moins de 3 % et 2,5 % !!! Autant dire des fractions ridicules de la population hexagonale dont il va falloir à tout prix masquer la réelle représentativité. Et encore, nous ne tenons pas compte ici des étrangers résidant en France, alors qu'il serait bien normal de les y inclure si on considère que tout individu devrait participer à part entière à la gestion de son espace de vie ! Si nous en tenions compte, les chiffres seraient encore plus ridicules pour la démocratie parlementaire.

Plus ridicule encore, s'il en était besoin, si on considère que moins de 40 % des inscrits ont voté pour un parti représenté au Parlement, un chiffre ramené à 35 % si on prend en compte l'ensemble des citoyens...

Ce qui, traduit en termes plus triviaux, signifie que, en vous promenant dans la rue vous ne croiserez qu'une personne sur 11 ayant voté pour le RN, le même nombre pour LREM, une sur 15 EE, etc., ce qui nous donne une projection beaucoup plus concrète de l'importance des uns ou des autres que les résultats bruts.

La persuasion clandestine

Comme avec le planisphère pour le globe terrestre, c'est le plus souvent une cartographie en forme de camembert qui est utilisée pour résumer et donner une impression visuelle des résultats électoraux qui s'incruste dans les cerveaux.

Et là encore, selon la méthode utilisée, on obtient non pas des résultats, mais une impression bien différente. Imaginez un camembert dont les 360 degrés représentent l'ensemble des citoyens français, soit un peu plus de 50 millions d'individus. Faites apparaître en sombre avec divers dégradés du gris au noir tout ce qui ne s'est pas prononcé pour un parti représenté au Parlement. Le score des partis représentés serait quant à lui indiqué en clair et divisé en sous-

portions équivalentes à leur score. L'image qui s'ancrerait dans les cerveaux à la vue immédiate de ce camembert serait un cercle aux deux tiers noirs et avec un tiers blanc... qui représenterait le Parlement ! Image sans doute désastreuse pour la démocratie parlementaire, son Parlement étant censé représenter TOUS les Français. C'est pour cela que vous ne verrez ce camembert ni dans les journaux ni à la télévision. En revanche, en consacrant les 360 degrés aux votes par partis, vous aurez une image colorée à la gloire du Parlement.

Bref, tout cela s'appelle la persuasion clandestine, la même qui a fait les choux gras de la publicité et de ses agences.

L'inversion proportionnelle : le fric

A l'inverse de cette projection des résultats électoraux sur l'ensemble de la population hexagonale, on trouve les coûts et le financement du cirque. Si nous n'en connaissons pas encore les chiffres pour les dernières élections européennes (les comptes de campagne n'étant pas encore avalisés), nous avons en revanche quelques chiffres d'un passé récent qui nous en disent long sur la proportionnalité inversée entre représentativité et nombre de votes.

Après les régionales de 2015, avec environ 15 millions d'électeurs (sur 43), le Parti socialiste et Les Républicains touchaient 16 millions d'euros par an, contre 11 millions distribués à six partis (FN, EELV, PC, Union des radicaux, Parti radical de gauche, Nouveau centre) ayant obtenu au total les voix de 7,8 millions d'électeurs, au titre de la première fraction d'aides. Pour un total de 43 millions d'euros, via la galipette de la proportionnelle, les deux partis dominants, avec des résultats électoraux réels ne dépassant pas les 34 % des électeurs, remportaient 87 % des sièges de l'Assemblée nationale, et 72 % des aides financières de l'Etat pour remplir leur caisse. CQFD.

Et les gilets jaunes, dans tout ça ?

Il est un autre secteur dans lequel la persuasion clandestine a utilisé pendant la même période des données chiffrées partielles, mais semblables, pour les projeter et leur donner une forme conforme aux intérêts idéologiques du metteur en scène : c'est le rapport entre les gilets jaunes et les élections européennes.

Au fur et à mesure des samedis qui se suivaient, le leitmotiv qui défilait au bas des écrans des chaînes en continu, c'était : « mobilisation la plus basse depuis le début du mouvement » (1). Ce qui permettait aux « spécialistes » qui défilaient sur les plateaux d'affirmer

que les gilets jaunes ne représentaient plus grand-chose. Mais, lorsqu'il s'est agi d'expliquer la hauteur du score du RN, les gilets jaunes sont redevenus une force conséquente puisque les mêmes commentateurs ont expliqué que non seulement ILS avaient voté Bardella mais encore que cela avait pesé dans le succès de l'extrême droite !

De la même manière, des chiffres avancés selon des études « sérieuses » sur le vote par catégories sociopolitiques auraient démontré que le RN avait capté LE vote ouvrier. Sans que nous soient précisées deux choses : 1. La définition de ce que sont les ouvriers, 2. Qu'il ne s'agissait que des suffrages exprimés, dont on a vu ce qu'ils représentaient réellement dans la société française. Pas besoin d'études sociologiques ni de sondages pour savoir qu'un grand nombre de GJ n'ont pas voté, n'étaient pas inscrits, ou ont voté blanc ou nul. Il suffit, pour le savoir, d'avoir été présent sur les ronds-points ou dans les manifestations ! Nos sociologues n'y étaient pas.

Pour conclure provisoirement, cela fait maintenant plus d'une dizaine d'années que l'abstention grandit progressivement. Nous ne sommes plus dans le cas de figure d'un désintérêt de la chose publique ou d'une incapacité à aller voter, mais bien d'un rejet des politiciens faisant du pouvoir un exercice illégitime, étant donné qu'ils ne représentent globalement qu'une petite minorité de la population.

C'est une désertion volontaire qui n'empêche pas l'émergence de mouvements hors norme en ce qu'ils échappent aux institutions intermédiaires classiques, partis et syndicats – de Nuit debout au mouvement des gilets jaunes, ou contre la loi travail. La conflictualité sociale qui a redémarré vers 1995 s'est accompagnée d'un lent déclin des syndicats (en particulier de la CGT) que la création des SUD n'a pas enrayer. Les espaces laissés vacants vont être l'objet d'après batailles dans les mois et années à venir et c'est bien le rapport de force entre les classes sociales qui déterminera ce qui les remplira. Autant d'éléments qui sont à considérer pour le meilleur comme pour le pire, mais que les manipulations des « spécialistes » ne doivent pas nous cacher.

JPD

